

Les Palestiniens ont achevé l'évacuation de Beyrouth-Ouest

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algérie, 2 000 ; Maroc, 3 000 dr. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; États-Unis, 45 c. ;
France, 35 fr. ; Grèce, 250 dr. ; Irlande, 70 p. ;
Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 L. ;
Norvège, 5,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Royaume-Uni, 25 p. ; Suède, 5,00 kr. ;
Suisse, 1,40 F. ; É.-U., 45 cents ; Venezuela, 65 c.
Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 08
Tél. Paris 6° 630372
C.C.P. 207 - 35 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les troubles dans de nombreuses villes polonaises ont été suivis de centaines d'arrestations

Un échec sanglant

Les deux morts (bilan provisoire) de Lubin l'attestent de manière tragique : les menaces réitérées des autorités avant les manifestations de mardi n'étaient pas seulement destinées à intimider la population polonaise. Non seulement la Junte n'a pas hésité à faire repousser brutalement des manifestants armés seulement de pierres ou, rarement, de cocktails Molotov, mais elle a autorisé la police à tirer sur la foule. Le sang versé, s'il ne relance pas très bientôt de nouvelles manifestations, achève de creuser l'abîme entre le pouvoir et la population dont Mgr Glemp parlait la semaine dernière. Comment un gouvernement qui est allé jusqu'à de telles extrémités pourrait-il espérer, comme le lui demandent l'Eglise et les syndicats, de prendre enfin en compte les aspirations de son peuple ?

Les manifestations de mardi constituent une preuve supplémentaire du refus croissant des Polonais de s'enfermer dans le silence, de s'aligner sans réagir au retour à la dictature du parti. Les premières informations sur le déroulement des affrontements laissent penser que quarante ou cinquante mille personnes y ont pris part. C'est peu au regard des dix millions de membres que comptait Solidarité et des trente-six millions d'habitants de la Pologne. C'est impressionnant quand on pense que les femmes et les hommes qui sont descendus dans la rue l'ont fait dans un pays totalitaire où règne depuis neuf mois l'état de guerre.

Leurs propres dirigeants syndicaux les avaient avertis qu'il risquait d'y avoir des victimes et qu'ils avaient peu d'illusions à se faire sur ce que serait la réaction du pouvoir. Pourquoi ont-ils agi ainsi ? L'explication par le « romantisme », par la tradition de l'héroïsme, ne suffit pas. Le fait est qu'ils vivent chaque jour dans la pénurie, les queues et une misère grandissante devant la faillite avérée d'un régime qui prétend depuis trente-cinq ans détenir la recette du bonheur. Leur courage n'était pas au service d'une minorité ni même d'une simple majorité de la population, mais de celle-ci tout entière qui durant seize mois, du temps de Solidarité, a su limiter ses aspirations, et réclamer non un changement de régime mais le droit de se faire entendre.

Cette modération n'a été payée en retour que d'une vague d'arrestations et de l'annulation de la liberté d'expression. Malgré l'état de guerre, neuf mois valent, chacun des mots d'ordre général Jaruzelski ne se prédisent, chacun des bulletins clandestins n'appellent à briser que pour réaliser cette « entente nationale » dont le général Jaruzelski ne se prévaut que pour mieux la détruire.

Qu'en sera-t-il demain, maintenant que le sang a coulé et qu'on a entendu pour la première fois crier sous les charges policières : « Divorçons d'avec l'Union soviétique » ? Nul ne saurait le dire dès aujourd'hui, mais le luxe de détails avec lequel la presse moscovite a rendu compte des affrontements de mardi dit assez que la situation — après un long face-à-face demeuré, l'un dans l'autre, pacifique — est redevenue brûlante à Varsovie. Dimanche déjà le général Jaruzelski avait reconnu implicitement avec une désarmante candeur que les Polonais refusaient la normalisation. Il vient lui-même de démontrer que, sans tarder, retour à la raison, il ne lui restait plus que la force.

Deux manifestants ont été tués à Lubin Moscou dénonce le « mouvement clandestin antisocialiste »

Répondant à l'appel de Solidarité, des dizaines de milliers de Polonais sont descendus dans la rue, le mardi 31 août, pour célébrer le second anniversaire de la signature des accords de Gdansk. Ils ont affronté un gigantesque dispositif policier mis en place dès la veille. Les manifestations se sont déroulées sur tout le territoire et ont fait, selon les autorités, deux tués à Lubin dans le centre ouest du pays. Le nombre des blessés serait élevé et les arrestations se comptent par centaines. En dépit des déclarations officielles attribuant les troubles à de « jeunes voyous » et qualifiant la situation de « bonne », la journée se solda par une lourde défaite de la Junte militaire.

Réagissant avec une rapidité inaccoutumée, Moscou a rendu compte, par le biais de l'agence Tass, de ces manifestations, constatant que « le mouvement clandestin antisocialiste n'est pas encore totalement éteint ». A Washington, le département d'Etat assure que « la répression ne résoudra pas les problèmes de la Pologne ».

De nombreuses manifestations se sont déroulées dans le monde, notamment à Paris, en faveur de Solidarité. A Prague, la Charte 77 a exprimé son appui au syndicat libre polonais. Deux personnes ont été tuées par balles et quinze autres blessées, dont trois très gravement, mardi 31 août, à Lubin, centre de l'industrie du cuivre, près de la ville de Legnica, où est installé le quartier général des forces soviétiques stationnées en Pologne. Cette nouvelle, donnée seulement ce mercredi matin par l'agence officielle P.A.P., confirme la violence des manifestations pour le deuxième anniversaire des accords de Gdansk, et laisse même penser qu'elles ont été beaucoup plus étendues que les autorités n'avaient bien voulu le dire dans un premier temps.

Lubin ne figurait pas, en effet, sur la liste des villes où avaient eu lieu des affrontements, liste donnée mardi soir par le porte-parole du ministère de l'Intérieur. Celui-ci, il est vrai, dit ne faire état que des « plus importantes ». Outre Varsovie, le porte-parole avait cité Gdansk, Cracovie, Wrocław, Sosnowiec, Przemyśl, Cieszków et Rzeszów. Dans la soirée, des rumeurs concordantes avaient cependant fait état de l'imposition à Legnica du couvre-feu, qui avait été instauré aussi à Wrocław. Les morts de Lubin pourraient, bien que la situation paraisse calme en Pologne ce mercredi matin, relancer l'agitation. Elles traduisent, en tout cas, la dégradation constante de la situation depuis le coup d'Etat du général Jaruzelski.

A Varsovie, pratiquement en état de siège dès la veille, la population a commencé d'affluer aux points de rendez-vous fixés

par Solidarité mardi vers 16 heures. Les manifestants, au nombre de plusieurs milliers, ont été aussitôt violemment chargés par les unités anti-émeute de la milice, faisant un usage massif de grenades lacrymogènes et équipés de masques à gaz.

(Lire la suite page 6.)

M. GOMULKA EST MORT

(Lire page 6.)

La modération prévaudra dans le budget de 1983

- Grandes fortunes : relèvement du seuil de 3 à 3,2 millions de F
- Revenus : création d'une tranche d'impôt à 65 %

La modération a largement prévalu dans la préparation du budget de 1983. Les dépenses de l'Etat n'augmenteront que de 11,8 % et les recettes de 10 %, ce qui a entraîné de très sérieux coups de frein dans les dépenses de la plupart des ministères. La pression fiscale ne devrait pas augmenter.

Parmi les principales dispositions figure le maintien d'une surtaxe exceptionnelle pour les contribuables dont l'impôt dû dépassera 25 000 F en 1983 au lieu de 25 000 F en 1982. De même est maintenu le plafonnement du

quotient familial. Enfin, est créée une tranche d'impôt sur le revenu à 65 %. En revanche, le seuil d'imposition des grandes fortunes est relevé de 3 à 3,2 millions et de 5 à 5,4 millions en prenant en compte les biens professionnels. Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont intégralement corrigées de l'inflation.

Pour limiter le déficit budgétaire, le ministre du budget a proposé de relever les droits sur le tabac et la vignette. On apprendra enfin, à l'issue du conseil des ministres que le régime des droits de succession ne serait pas modifié.

Le bon déficit ?

par PIERRE DROUIN

Le pouvoir parle beaucoup. A juste raison parce que la conquête de l'opinion est déterminante pour la réussite d'une politique de rigueur. Il agit maintenant de façon réaliste, comme l'a prouvé récemment le lancement du plan Delors pour la mobilisation de l'épargne en faveur de l'industrie. Il projette des mesures de correction des dépenses sociales, tardives certes, mais qui vont dans le bon sens : M. Berégovoy a les pieds sur terre.

Restait un morceau de choix : le budget, venu sur la table

du conseil des ministres dès le 1^{er} septembre. Un bon point. Depuis que le gouvernement a fait savoir, vrai et orbi, que le déficit ne devrait pas dépasser 3 % du produit intérieur brut (PIB), il croit avoir exorcisé les maléfices. Est-ce exact ?

Sans doute était-il normal que l'on mit davantage l'accent sur la dérive des charges de sécurité sociale et du chômage, puisque celles-ci ont crû beaucoup plus vite que les autres prélèvements obligatoires (1). Ce n'est pas une raison pour s'accommoder longtemps d'un déficit budgétaire de 3 % du PIB, par les temps qui courent, étant données les sommes mises en jeu.

(Lire la suite page 31.)

Pour sortir du blocage : des contrats de responsabilité

par JEAN AUROUX (*)

est convenu d'appeler la « rentée sociale » et à la veille de la sortie du blocage, il est donc opportun et utile d'expliquer. Et, par la suite, de donner la clé d'une politique de ces apparentes contradictions en explicitant notre conception des rapports entre l'Etat et les organisations professionnelles et syndicales.

Il appartient au législatif et à l'exécutif — et à eux seuls — de définir, en dernier ressort, les intérêts de la nation et de mettre en œuvre les moyens de les satisfaire. Mais il est clair qu'une telle politique se nourrit de l'exercice autonome des relations entre partenaires sociaux, qui disposent d'un espace de liberté considérable. La vie sociale que nous souhaitons promouvoir est fondée sur le contrat. Aux organisations de le faire vivre.

Les organisations professionnelles et syndicales sont les porte-parole et les défenseurs naturels et légitimes des agents économiques. Mais la période actuelle, ainsi que la résolution de problèmes qu'elle pose exigent une transformation profonde du comportement de chacun. Il n'est d'ailleurs pas certain que cette transformation ne se produise pas plus vite chez les salariés eux-mêmes que dans leurs organisations (ou qu'à certains niveaux de celles-ci).

A la concertation active et approfondie entre organisations et gouvernement succèdent les choix et leur réalisation pour celui-ci. Des décisions d'un pouvoir de droite n'ont créé ni les

(*) Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé du travail.

solidarités (dont l'exercice perçutrait de surmonter certaines de nos difficultés) ni des modes constructifs de discussion sur les remèdes à mettre en œuvre.

Jusqu'ici, la vie contractuelle, active mais limitée à certains secteurs, a laissé une majorité des salariés du secteur privé hors du champ des accords salariaux. Des thèmes aussi essentiels que l'emploi, la durée et l'organisation du travail ne sont trop souvent même pas entrés dans les négociations. Et tout cela devrait, n'est-ce pas, incliner à la réflexion voire à la modestie. Alors que le gouvernement veut donner un rôle majeur à la politique contractuelle dans le progrès économique et social, il ne peut tolérer ni l'exclusion de fait d'une majorité de travailleurs ni la pauvreté des domaines que cette négociation aborde.

(Lire la suite page 31.)

Coup de frein important donné aux dépenses publiques ; modération des mesures fiscales, limitation du déficit. Le projet de budget examiné, mercredi 1^{er} septembre, par le gouvernement porte la marque des temps : austérité, volonté de rééquilibrer les comptes publics, extrême prudence dans les innovations.

Les recettes de l'Etat progressent d'environ 10 % dans le budget de 1983, c'est-à-dire sensiblement moins vite que les dépenses (+ 11,8 %). Considérées en majeure partie par des impôts, elles reconstruisent grosso modo les mesures exceptionnelles prises l'année dernière pour 1982. C'est ainsi que les contribuables dont l'impôt dû cette année dépassait 25 000 F devaient payer une majoration de 10 % qui s'applique à la partie de l'imposition supérieure à 15 000 F. Ce dispositif serait maintenu pour 1983 tout en étant simplifié et allégé. Dans le budget de l'an prochain, le seuil de déclenchement de la majoration passerait à 25 000 F. Ce n'est donc qu'au-delà de ce chiffre d'impôt dû en 1983 sur les revenus de 1982 que les contribuables seraient touchés par le prélèvement. La modification est surtout dans le mode de calcul : sera majoré de 7 % (et non plus de 10 %) la partie de l'impôt dépassant 25 000 F et non plus 15 000 F comme cette année.

Toujours au chapitre du maintien de mesures exceptionnelles : la limitation du jeu du quotient familial et la taxation des frais généraux des banques.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 31.)

LE DRAME DES RÉFUGIÉS SALVADORIENS

I. — Un salut précaire
au Honduras

Lire page 12
le début d'une série
de PHILIPPE BOGGIO

POUR LA SCIENCE

édition française de
SCIENTIFIC
AMERICAN

LES NOUVEAUX JEUX DÉRIVÉS DU CUBE HONGROIS

LES AVIONS ULTRA-LEGERS LES SUPRACONDUCTEURS ORGANIQUES LE TÉLESCOPE SPACIAL

Septembre 1982, N° 59 - Chez votre marchand de journaux.

AU JOUR LE JOUR

Annnonce

URGENT. Etat occidental et démocratique réduisant l'instabilité recherche vrais terroristes de haut niveau. dangereux maximum, dangereux se faire arrêter pour rassurer opinion dérangée. Forte récompense. Voleurs de poules, pickpockets, minuscules, pas sérieux, s'abstenir. Envoyer curriculum vitae à la gendarmerie, qui transmettra. BRUNO FRAPPAT.

L'INSTALLATION DE LA HAUTE AUTORITÉ

L'audiovisuel sous le chiffre neuf

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a été officiellement installée, mardi 31 août, par le président de la République, au cours d'une brève cérémonie organisée à la Maison de Radio-France. « Pluralisme et création », a déclaré M. François Mitterrand, doivent commander aux destinées du service public de la radio-télévision, dont la triple mission est, selon le chef de l'Etat, de « former, informer et distraire ». Le président de la Haute Autorité, Mme Michèle Cotta, a, par ailleurs, indiqué que les présidents des trois chaînes de télévision et de Radio-France seront nommés dans une quinzaine de jours.

Nommés le 22 août, les neuf membres de la Haute Autorité ont été installés sans tambour ni trompette, mais non sans cérémonie, neuf jours plus tard. Et c'est pour neuf ans que les neuf sages seront, dans l'avenir, appelés à siéger. Une cérémonie sans public autre que celui que donnent les médias, autre que les sages de la commission Molot, prédécesseurs et inspirateurs de la Haute Autorité, le chef de l'Etat, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, les ministres des P.T.T., de la culture et... celui de la communication, personnage que la commission Molot préconisait naguère de supprimer. Une cérémonie sans surprise : M. François Mitterrand, M. Georges Fillioud et Mme Michèle

Cotta, la présidente de la nouvelle institution, ont très simplement assumé ce qu'on appelle, peut-être un peu hâtivement, l'installation de l'audiovisuel et de l'Etat.

Mme Cotta devait d'ailleurs le même soir, alors qu'elle était interrogée par Patrick Poivre d'Arvor sur A2, que la nouvelle institution n'aurait aucune compétence directe en matière d'information, les journalistes dépendant désormais de leur seule conscience.

Neuf sages pour neuf ans : on ne peut qu'espérer des vertus accrues à ce chiffre qui va désormais marquer le rythme, la vie de l'audiovisuel. — F. E.

(Lire page 20.)

L'affaire du gazoduc

L'affaire du gazoduc sibérien, entre autres, continue de tendre les relations commerciales entre l'Europe et les États-Unis au point que l'Américain James Chace redoute que l'alliance atlantique ne soit menacée d'une fêlure à laquelle la C.E.E. ne survivrait pas. L'Allemand Eugen Loderer déplore l'érosion des rapports transatlantiques mais fait confiance aux travailleurs américains pour corriger l'action de leur gouvernement. Quant au Français Claude Evain, il invite la C.E.E. à mener une politique commerciale allant au-delà d'une simple réaction aux pressions extérieures.

La confiance ébranlée

par EUGEN LODERER (*)

DEPUIS quelque temps se multiplient les voix critiquant la politique de paix, la politique étrangère et la politique économique du gouvernement américain. Les États-Unis sont considérés comme la base de départ d'un mouvement néo-conservateur. Parfois, on place sur le même plan les deux grandes puissances : les États-Unis et l'Union soviétique. En fait, pour un regard superficiel, les différences avec les États-Unis prévalent sur l'ensemble des conflits qui opposent l'Ouest, la démocratie vivante, à l'Est et la paix des cimetières d'une dictature de parti.

Les ouvriers allemands restent fidèles à la démocratie et aux bases politiques de l'alliance occidentale. Il n'est pas nécessaire de réaffirmer chaque jour cette position. Elle n'est en aucun cas incompatible avec une discussion critique du gouvernement américain. L'administration Reagan doit savoir que l'Amérique, en tant que puissance exerçant le « leadership » au sein de l'alliance occidentale, ne saurait revendiquer un droit de tutelle sans contradiction.

La partie de poker Est-Ouest, qui se joue actuellement en matière d'armements, pousse les habitants de l'Europe orientale dans une situation matérielle de plus en plus misérable. La réalisation des promesses du socialisme à la mode est-européen est repoussée chaque jour dans un avenir plus lointain et plus illusoire. A l'Ouest, l'effort de défense fait obstacle à une reprise économique, dont l'urgence se fait sentir après une phase difficile d'adaptation structurelle.

Le gouvernement Reagan voudrait imposer, à la seule masse de socialement faibles, le soin de dissiper le poison inflationniste. Le déficit budgétaire des États-Unis, qui est le reflet des efforts de défense, comporte le péril d'une récession mondiale.

Les ouvriers américains de l'acier et de l'automobile sont durement touchés. Aux raisons internes de la crise s'ajoutent la pratique européenne des subventions et, dans certains cas, la perversion totale des règles de l'économie de marché.

La tendance à mettre en cause la politique commerciale avec les autres régions industrielles du monde se trouve encouragée aux États-Unis.

Poste de travail

Alors que l'on s'efforce, grâce à un énorme effort de réarmement, de démontrer d'une façon convaincante la résolution de se défendre, on néglige le danger que cette politique fait peser sur les bases essentielles de l'économie et de la société occidentales, sur la liberté des échanges et de la circulation des capitaux. Le gouvernement Reagan devrait finir par reconnaître que ses démonstrations vis-à-vis de l'extérieur ne se font pas convaincantes aussi longtemps qu'elles auront pour conséquence, à l'intérieur, un dépassement de la consommation.

(*) Président du syndicat I.G. Metall.

La volonté de paix doit être articulée plus clairement. Le besoin pour les Américains de manifester leur résolution face à l'Union soviétique finit par prévaloir d'une façon regrettable sur les règles reconnues de la vie économique. L'embargo américain touchant l'affaire du gazoduc affecte les postes de travail dans l'industrie métallurgique.

Les embargos en tant qu'instrument d'une politique sont inefficaces. Ils ébranlent la confiance dans les rapports économiques internationaux. La prolongation de l'accord commercial entre les États-Unis et l'Union soviétique affecte la crédibilité des demandes américaines. Et l'extension de l'embargo aux filiales des sociétés américaines à l'étranger, ou aux détenteurs de licences en dehors des États-Unis - décision unilatérale, sans consultation préalable des partenaires, - stimule une atmosphère antiaméricaine.

Nous critiquons l'administration Reagan, mais nous ne nous laissons en aucune manière entraîner dans une quelconque forme d'antiaméricanisme. Nous relevons volontiers que, dans un pays démocratique comme les États-Unis, une opinion publique très sensible impose des limites à l'action gouvernementale.

Nous nous défendons contre l'érosion des rapports cordiaux établis au cours de l'histoire entre Européens et Américains, et nous faisons confiance aux travailleurs américains pour infléchir l'action de leur gouvernement. Nous nous réjouissons s'il nous était possible d'entretenir les mêmes espoirs pour ce qui touche l'Europe de l'Est.

Solidarité et rivalités

par CLAUDE EVAIN (*)

IL faut donner ses justes proportions au contentieux commercial entre l'Amérique et l'Europe. Certes, ce contentieux est grave dans la mesure où il affecte des secteurs aussi importants que la sidérurgie et de nombreux emplois. Mais, globalement, il concerne moins de 5 % des échanges transatlantiques. Pour 95 %, ces échanges se réalisent donc sans soulever de difficultés, avec des droits de douane régulièrement abaissés au fil des conférences du GATT. Malgré la crise, ils continuent de se développer.

La publicité donnée aux conflits en cours ne doit pas éclipser cette réalité. Elle ne doit pas éclipser non plus le fait qu'il existe, entre l'Amérique et l'Europe, une solidarité issue d'intérêts communs. L'une et l'autre ont construit une économie de marché, fondée sur la liberté des échanges, tout en assurant à leurs populations un niveau de vie élevé. Si cet équilibre se révèle aujourd'hui fragile et menacé, la menace ne vient ni de l'Europe, ni de l'Amérique, ni de leurs échanges réciproques, mais de leur commune difficulté à faire face à de nouvelles concurrences, comme celles du Japon et de ses émules.

Et pourtant, le différend commercial entre l'Amérique et l'Europe est plus que jamais préoccupant. D'abord parce qu'il met crûment en lumière un contexte politique - celui de la défense - qu'en Europe on préfère oublier. Ensuite parce que, dans l'attitude américaine, on discerne, malgré de nombreuses contradictions, les grandes lignes d'une stratégie commerciale à laquelle l'Europe n'est à même de répondre que d'une manière purement défensive.

D'un point de vue politique, l'affaire du gazoduc soviétique est significative. Qu'elle soit ou non juridiquement fondée, la décision américaine d'embargo est, du point de vue des « *bonnes mœurs* » commerciales, inacceptable. Les milieux d'affaires américains en conviennent eux-mêmes, et l'ont fait savoir officiellement au président Reagan. Et surtout, la décision d'embargo témoigne de la conception que se font certains dirigeants des rapports Amérique-Europe. C'est une conception de rapports inégaux. Beaucoup de représentants de la « *nouvelle vague* » de Washington, celle qui vient de l'Ouest, du Sud, de l'Amérique profonde, s'étonnent de voir l'Europe s'insurger contre une manifestation de dépendance économique, alors qu'elle continue de se reposer sur une même dépendance en matière de défense.

La concurrence

Sur le terrain plus limité de la politique commerciale, les États-Unis deviennent à la fois plus protectionnistes et plus agressifs. Ils deviennent plus protectionnistes parce que, sur son propre marché, leur industrie se trouve de plus en plus exposée à la concurrence étrangère. Dans les années 60, la plupart des grands secteurs détenaient une part de leur marché intérieur supérieure à 90 %, et il semblait inconcevable qu'il en fût autrement. Aujourd'hui, les importations occupent 60 % du marché électronique grand public, 25 % de celui des machines-outils, 35 % de celui des chaussures, 27 % de celui de l'automobile. Dans la sidérurgie, les capacités sont utilisées à moins de 50 %. Pour les États-Unis aussi, aux prises avec le chômage et un dollar trop cher, l'objectif d'une reconquête du marché intérieur ne manque pas de justification. Et il existe à Washington un arsenal législatif de protection important et efficace.

Il appartient à la C.E.E. de se doter d'instruments comparables. Ce qu'elle fait d'ailleurs depuis quelques années, comme en témoignent l'utilisation très ferme de la procédure anti dumping ou les actions vigoureuses au GATT contre certains aspects de la législation américaine. Toutefois, la faiblesse institutionnelle de la C.E.E. l'empêche encore d'utiliser ses moyens avec toute l'efficacité souhaitable.

Il est par ailleurs des secteurs de l'économie américaine dont l'avenir exige, de plus en plus, une forte expansion à l'étranger, et donc en Europe. Activités de services, industrie de haute technologie, agriculture. Pour la première fois cette année, les statistiques américaines font apparaître dans les services (ce qui ne comprend ni le commerce, ni les transports, ni les administrations publiques) un nombre d'emplois supérieur à celui de l'industrie. Les exportations américaines de services dépassent actuellement 60 milliards.

Elles ont dégagé un excédent de 3,5 milliards de dollars en 1980. Quant à l'industrie américaine de haute technologie, elle réaliserait, d'après l'administration, un surplus d'exportation supérieur à celui de l'agriculture.

Il est donc naturel que la pression des gouvernements américains se porte désormais dans les négociations commerciales internationales sur ces deux secteurs. Pour les services, le dossier est trop complexe, et trop nouveau, pour que l'on puisse attendre des résultats rapides. Mais une chose est certaine : on se prépare depuis des années à Washington à cette négociation, alors qu'en Europe on n'a commencé à en étudier les données ni les enjeux. Les industries de haute technologie pourraient, beaucoup plus rapidement, devenir la source de nouvelles tensions. Ces industries progressent en effet plus vite aux États-Unis (et au Japon) qu'en Europe. Et l'un des objectifs de la nouvelle législation commerciale en discussion au Congrès est précisément de donner au président, d'une manière spécifique, le pouvoir de négocier dans ce domaine. Comme, de leur côté, la C.E.E. et les États membres sont légitimement désireux d'assurer le développement des mêmes activités sur leur propre territoire, on peut s'attendre à de nouvelles rivalités.

Retour à l'Europe

Quant à l'agriculture américaine, sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs s'est accrue dans une proportion impressionnante. Marginales dans les années 60, les exportations agricoles ont occupé en dix ans. Pourtant, les agriculteurs américains voient leur revenu baisser et les taux d'intérêt élevés pèsent lourdement sur les exploitations. Enfin et surtout, la cherté du dollar représente pour les exportations américaines un handicap majeur. C'est un retour à l'Europe, à la fin des années 60, pendant lesquelles ces exportations avaient, au contraire, bénéficié du stimulant décisif d'un dollar bon marché.

Cette situation, jointe à la puissance électorale des agriculteurs américains, explique l'apreté de la confrontation C.E.E.-États-Unis. La C.E.E. est en effet l'un des grands marchés de l'agriculture américaine et l'un de ses principaux concurrents dans le monde. Même si, comme le montrent des études récentes, le montant des aides publiques à l'agriculture est aussi important aux États-Unis que dans la C.E.E., les mécanismes communautaires, déjà ébranlés de l'intérieur, sont mis en accusation à Washington. Les prochaines négociations du GATT, qui doivent commencer à l'automne, seront l'occasion d'une nouvelle offensive.

En proposant de nouvelles négociations multilatérales, les États-Unis ont donc des objectifs fondés sur une claire vision de leurs intérêts à moyen et long terme. Ils veulent faire porter les négociations sur les services, sur la haute technologie et sur l'agriculture. Et s'ils prévoient d'y ajouter la libéralisation des investissements internationaux, c'est que les revenus de ces investissements apportent une contribution essentielle - plus de 30 milliards de dollars - à leur balance des paiements.

La C.E.E., elle, est sur la défensive. Au sommet de Versailles, les pays membres ont accepté, dans son principe, d'engager la négociation du GATT. On semble maintenant vouloir en réduire l'importance, voire la remettre en question. Attitude légitime, compte tenu des difficultés actuelles. Mais attitude risquée, car elle peut ouvrir la voie, aux États-Unis, à la tentation du bilateralisme, tentation concrétisée par les nombreux projets de loi fondés sur la recherche d'une réciprocité, secteur par secteur et pays par pays.

Dégagés des contraintes multilatérales, les États-Unis pourraient alors mettre plus directement leur dépendance économique et politique, ils retrouveraient en matière commerciale l'autonomie qu'ils ont reprise, au début des années 70, en matière monétaire. Certes, on est encore loin d'une telle conversion, et l'administration américaine ne la souhaite pas. Mais c'est à l'Europe surtout qu'il appartient de la prévenir. Et cela suppose que la C.E.E. mène une politique commerciale qui aille au-delà d'une simple réaction, même efficace, aux pressions extérieures.

(*) Conseiller du C.N.P.F.

Une alliance fantôme ?

par JAMES CHACE (*)

C'EST presque toujours une menace extérieure qui a forcé les pays d'Europe à faire face à leur destin. L'Europe restera-t-elle une juxtaposition d'États-nations querelleurs, ou ressemblera-t-elle à une communauté ? Dans le passé, l'Union soviétique a joué ce rôle de révélateur. Aujourd'hui, la majorité des Européens semblent penser que c'est le tour des États-Unis.

La menace, cette fois, ne met pas en danger la sécurité physique de l'Europe, mais son bien-être économique, et donc social. Il y a naturellement des tensions au sein d'une alliance dans laquelle le partenaire le plus puissant écrase les autres de son poids économique et militaire.

Au cours de l'année dernière, les Européens se sont alarmés de la ligne politique apparemment adoptée par l'administration Reagan en matière d'armement nucléaire, ainsi que du soutien américain aux actions contestées d'Israël au Proche-Orient. Mais la véritable cassure entre l'Europe et les États-Unis est moins liée aux positions internationales de M. Reagan qu'à son incapacité à résoudre les graves conflits économiques existant actuellement entre Washington et la Communauté.

M. Chace son a résumé de la façon la plus dramatique la réaction européenne à la politique économique américaine, lorsqu'il a évoqué le « *divorce progressif* » entre les États-Unis et l'Europe. « *Nous ne parlons plus le même langage, a-t-il déclaré. Les États-Unis semblent totalement indifférents à nos problèmes.* »

Il réagissait surtout à la décision de l'administration Reagan d'interdire aux sociétés étrangères l'utilisation de licences américaines pour la fabrication d'éléments du gazoduc sibérien. Washington craignait en effet que ces approvisionnements en gaz ne créent, pour l'Europe occidentale, une situation de dangereuse dépendance. Cet argument est rejeté par la plupart des Européens, pour lesquels cet accès au gaz soviétique donnera à l'Europe le temps de développer d'autres sources d'énergie. Ils soulignent également que l'U.R.S.S. dépendra au moins autant des devises fortes qu'elle recevra de l'Ouest que les Européens de son gaz. En tout état de cause, la France, l'Italie, l'Allemagne fédérale et même la Grande-Bretagne refusent toutes de se soumettre au diktat de Washington.

Hypocrisie

Autre point de désaccord entre les États-Unis et l'Europe : les relations avec le bloc soviétique qui ont abouti à l'augmentation des crédits à l'U.R.S.S. L'administration Reagan s'est montrée très critique à l'égard de cette évolution, les crédits étant accordés à l'Est à des taux inférieurs aux taux du marché - et cela à un moment où la Pologne se trouve sous la loi martiale. Mais les Européens estiment qu'une fois encore Washington ne veut pas reconnaître les intérêts européens. Ils soutiennent que les taux subventionnés des crédits sont généralement compensés par des prix plus élevés que ceux du marché pour les biens à financer, comme dans le cas du gazoduc.

De plus, les Européens accusent Washington d'hypocrisie lorsque l'administration Reagan déclare qu'ils compromettent la sécurité de l'Occident en honorant le contrat du gazoduc sibérien, pendant que les États-Unis livrent allègrement leur embargo sur les céréales. Le raisonnement officiel de Washington - l'achat de céréales américaines oblige l'U.R.S.S. à utiliser les devises fortes et l'empêche ainsi d'acquiescer la technologie occidentale avancée à des fins militaires - constitue aux yeux des Européens une pitoyable tentative de camouflage, l'intérêt de l'Amérique étant évident dans l'affaire.

(*) Rédacteur en chef de Foreign Affairs.

● RECTIFICATIF. - Les Editions Trans-Europ-Repress, dont nous avons donné les coordonnées au bas de l'article de Christian Delcampagne (Le Monde du 28 août), ne se trouvent pas dans la Gironde mais dans le Gers : 32120 MAUVEZIN.

solution sont aussi difficiles à accepter.

Si la Communauté européenne, cependant, peut se plaindre de la politique économique américaine, elle est trop divisée pour se défendre contre elle. L'incapacité des Européens à harmoniser leurs économies nationales menace dans ses fondements la fragile système monétaire européen. La R.F.A., la France et la Grande-Bretagne, chacune de leur côté et par des voies différentes, leur combat contre le chômage et la stagnation industrielle, aucune n'ayant enregistré de succès notoire.

Fissure

L'avenir est sombre. Le chaos économique peut ne pas signifier la fin de l'alliance occidentale, mais il pourrait bien présager une fissure au sein de cette alliance : la Grande-Bretagne restant très attachée à l'Amérique ; un ensemble de petits États, en Scandinavie et dans l'Europe du Nord, glissant vers le neutralisme ; une République fédérale profondément divisée et incapable de reconstruire neutralistes et atlantistes, et une France indépendante, fragile et isolée. L'alliance occidentale deviendrait une alliance fantôme, nostalgique d'un passé plus simple et craintive d'un avenir incertain.

Si cela devait arriver, il est douteux que la Communauté européenne survive. La fêlure de l'Occident - la révé de l'Union soviétique et le saut-chamar de l'Amérique et de l'Europe d'après guerre - serait proche.

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

L'IMPOT
DES FRANÇAIS
LE TEMPS LIBRE

Le numéro : 5 F

Abonnement un an France (10 numéros) : 50 F

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER

(par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 607 F 940 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : vos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

50 F 100 F 150 F 200 F 250 F 300 F 350 F 400 F 450 F 500 F 550 F 600 F 650 F 700 F 750 F 800 F 850 F 900 F 950 F 1000 F

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

M. Yasser Arafat est arrivé, ce mercredi matin 1^{er} septembre à Athènes, à bord du navire grec « Atlantis ». Il a été accueilli par le premier ministre, M. Andreas Papandréou, avec lequel un entretien est prévu. Il doit être ensuite l'hôte d'un déjeuner offert par le secrétaire d'État grec aux affaires étrangères, M. Papoulias. Le gouvernement hellénique, qui accueille ce mercredi M. François Mitterrand, ne semble pas souhaiter donner trop d'éclat au bref séjour du chef de l'O.L.P., qui doit quitter Athènes jeudi matin pour une destination encore inconnue.

Le sommet arabe convoqué à Fès semble devoir s'ouvrir le 6 septembre, date initialement prévue, la Ligue arabe ayant maintenu les invitations adressées à tous ses membres, nous signale notre correspondant à Tunis. Le premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, avait souhaité le report de ce sommet en invoquant le fait que la réunion prendrait des décisions touchant à l'avenir du Liban alors que le nouveau président de la République, M. Bechir Gemayel, ne prendra ses fonctions que

le 23 septembre. L'O.L.P. avait pour sa part indiqué qu'elle était opposée à la présence à Fès du nouveau chef d'État libanais.

Pour aider à la reconstruction du Liban, les États-Unis accorderont leur garantie à des prêts d'un montant de 30 millions de dollars destinés à la remise en état des infrastructures. Ces crédits viendront s'ajouter à la somme de 50 millions de dollars déjà prévue à titre d'aide humanitaire pour le Liban. M. Reagan estime, en effet, selon M. Peter McPherson, administrateur de l'Agence internationale pour le développement, actuellement à Beyrouth, où il a été reçu par M. Bechir Gemayel, que « les secours au Liban sont hautement prioritaires ». Il ne sont donc pas affectés par le veto opposé à une rallonge budgétaire la semaine dernière par la Maison Blanche. Dix millions de dollars seront consacrés à la remise en état de l'université et de l'hôpital américains de Beyrouth.

Dans une interview diffusée mardi par une chaîne de télévision américaine, M. Georges Habache, chef du Front populaire

de libération de la Palestine (F.D.L.P.), assure que l'O.L.P. poursuivra ses opérations en Israël en dépit du « grave problème » que pose sa « dispersion dans six ou huit pays arabes ». Le chef du F.D.L.P. déclare notamment : « En ce qui concerne la lutte armée ou le terrorisme hors de Palestine, je puis vous assurer que nous ne suivrons pas cette ligne ».

Attendu aux États-Unis la semaine prochaine après deux mois de mission au Proche-Orient, M. Philip Habib recevra de M. Reagan la « Medal of Freedom », principale distinction civile américaine. Washington entend, après le succès de son émissaire dans la région, « relancer le processus de Camp David » avec Israël et l'Égypte. Dans l'immédiat, M. Habib doit rencontrer à Beyrouth le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, qui y est arrivé mardi.

Le roi Hussein de Jordanie, pour sa part, se trouve à Djeddah (Arabie Saoudite), après un bref voyage en Irak. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

LA FIN DE L'ÉVACUATION DE BEYROUTH-OUEST

Treize mille cinq cents hommes ont quitté la capitale libanaise

De notre correspondant

Beyrouth. — L'opération d'évacuation des combattants palestiniens et des troupes syriennes de Beyrouth-Ouest s'achève plus tôt que prévu. Le retrait des Syriens a pris fin mardi 31 août, celui des Palestiniens devant être terminé ce mercredi 1^{er} septembre. L'émislaire américain, M. Philip Habib, qui a mené la difficile négociation ayant abouti à la conclusion de ces accords, prendra l'avion jeudi pour des vacances à Paris. La date limite du 4 septembre prévue par les accords aura été largement respectée.

Au total, l'évacuation aura concerné treize mille cinq cents hommes environ : un peu plus de onze mille Palestiniens et assaillis, dont deux mille six cents soldats de l'O.L.P., avec leurs familles, et mille soldats de l'armée syrienne.

Le point d'orgue de ce nouvel exode palestinien aura été le départ du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, le lundi 30 août. L'émotion était d'autant plus intense qu'elle était retenue et ne s'est pas manifestée, malgré la foule qui s'est déplacée au port pour un dernier adieu au chef de la résistance palestinienne, par l'embrasement baroud

Jérusalem. — En Israël aussi, on est quelque peu surpris de l'achèvement plus tôt que prévu et sans incident majeur de l'opération d'évacuation de Beyrouth par les hommes de l'O.L.P. et les soldats syriens. L'opinion publique israélienne aura à peine eu le temps par exemple d'apprécier quel événement symbolique pouvait représenter le départ de M. Yasser Arafat — événement qui est presque passé inaperçu.

Le gouvernement de M. Begin se félicite bien sûr de cette réussite mais paraît ne pas vouloir s'attarder dans une attitude de satisfaction, d'abord parce qu'il se voit en danger de perdre tout ce qu'il en dit, d'avoir vaincu définitivement l'O.L.P. et ensuite parce qu'il s'est fixé d'autres objectifs ambitieux dont la réalisation reste toujours improbable, d'autant que le soutien des États-Unis, avéré jusqu'à maintenant, semble beaucoup plus douteux pour l'avenir.

A ce sujet, des signes inquiétants viennent encore de confirmer les craintes israéliennes. Il apparaît de plus en plus que la « paix israélienne » dans la région, dont M. Begin et Sharon veulent lever les bases, part de l'intervention au Liban, ne correspond pas avec la « paix américaine » que l'administration du président Reagan est en train de concevoir. La radio israélienne a annoncé, mercredi matin, que le chef de la Maison Blanche avait adressé à M. Begin, la veille au soir, un message qui ressemblait fort à une mise en garde contre l'extension de la Jordanie et du territoire de Gaza.

Dans ce document, le président Reagan précisait qu'il s'oppose à la création de nouvelles implantations ou à l'extension de celles qui existent déjà et réaffirmerait que le sort de ces territoires est lié à celui de la Jordanie, une précision qui serait évidemment un désaveu de la position israélienne, souvent réaffirmée ces dernières semaines : la Jordanie est un État palestinien, donc Israël est en droit de revendiquer sa souveraineté sur la Cisjordanie

Jérusalem entend faire admettre

qu'une « ère nouvelle » est en train de s'instaurer

Une mise en garde de M. Reagan à M. Begin

De notre correspondant

et le territoire de Gaza et de s'accorder qu'une autonomie interne à leurs habitants. Dans les milieux proches du gouvernement, on a aussitôt et de manière assez entendue que Washington se livrait à une remise en cause inadmissible des accords de Camp David.

Dans ces conditions d'incertitude, une fois acquiescé l'expulsion de l'O.L.P. à Beyrouth, les dirigeants israéliens veulent agir vite, donner l'impression qu'ils sont déterminés à atteindre tous leurs buts, prouver qu'ils sont maîtres de la situation et donc ne pas se laisser freiner des bénéfices qu'ils désirent retirer de leurs succès militaires. En un mot, ils veulent poursuivre leur démonstration de force. Il est difficile de croire, même pour les observateurs israéliens, que la destruction d'un Mig-25, le 31 août, était due à une simple coïncidence.

Ce n'était pas la première fois qu'un avion de ce type — « un appareil de reconnaissance », a admis le porte-parole de l'armée, étonnamment au-dessus de la montagne libanaise. Pour les dirigeants de Jérusalem, c'était vraisemblablement l'occasion d'un avertissement avant la fin de l'évacuation de Beyrouth : une façon de prouver la Syrie que, dès maintenant, la deuxième phase du conflit est commencée et qu'elle doit se préparer à retirer ses troupes de l'ensemble du territoire libanais.

Le 31 août, l'armée israélienne a encore fait état de violation du cessez-le-feu (« des tirs d'armes automatiques ») dans la Bekaa et a fait remarquer que deux divisions syriennes se concentraient dans leurs positions dans cette région où elles abritent cinq mille « terroristes » sans compter les deux mille qui se trouvent dans le secteur de Tripoli. La presse israélienne indique que l'armée israélienne renforce

elle aussi, ses positions dans la Bekaa.

Après avoir ainsi manifesté sa fermeté avec la destruction du Mig-25, M. Sharon pouvait se permettre un ton relativement modéré en déclarant, dans la soirée du 31 août, qu'Israël ne cherchait pas la « confrontation » avec la Syrie, qu'il était convaincu que le départ de l'armée syrienne pourrait être obtenu par la voie diplomatique. Il sait que le président Assad, pressé non seulement par Israël, mais encore par le Liban et plusieurs autres pays arabes, n'a guère d'autre choix que de retirer son armée du Liban.

« Faire impression »

Toutefois, certains commentateurs à Jérusalem, rétorquent que le président syrien pourrait ne pas être très fâché par ces pressions. Le *Jerusalem-Post* estime notamment que le gouvernement de Damas pourrait avoir désormais intérêt à un repli de son armée dans la mesure où celui-ci devrait impliquer un recul de l'armée israélienne, car le gouvernement syrien perdrait certainement moins d'influence sur la politique libanaise que les dirigeants israéliens après un tel retrait.

Les dirigeants de Jérusalem, tout en admettant les limites de leur pouvoir dans la situation actuelle, paraissent se comporter comme s'ils voulaient surtout exprimer leur assurance, en quel que sorte « faire impression », au lieu de faire comprendre à tous les points de la population palestinienne leur détermination pour obtenir satisfaction sur la plupart des points de leur plan établi durant ces derniers mois. Les dirigeants israéliens voudraient notamment faire comprendre d'une part à M. Gemayel qu'il peut compter sur leur protection, et qu'il ne devrait pas se laisser trop séduire par l'attitude maintenant conciliante de certains pays arabes à

son égard, d'autre part, à l'opposition libanaise qu'elle doit accepter valablement que vaille l'ordre nouveau « créé au Liban ». Enfin Jérusalem entend que le monde arabe, à la veille du sommet de Fès, comprenne, selon l'expression de M. Begin et Sharon, qu'une « ère nouvelle » est en train de s'instaurer au Proche-Orient. L'initiative d'Israël, ce qui signifie, par exemple, qu'il est inutile et vain de s'opposer à la conclusion d'un traité de paix entre Israël et le Liban.

Le gouvernement israélien fait actuellement tout pour faire étalage de sa confiance et multiplier les faits accomplis comme pour la justifier. Ainsi, les liens économiques et politiques entre Israël et le Liban continuent de s'organiser. Les échanges commerciaux se développent : une ligne d'autobus entre la Galilée et le Sud-Liban vient d'être créée ainsi que des liaisons aériennes civiles entre Tel-Aviv et l'aéroport de Beyrouth, et le ministère des affaires étrangères a reçu, cette semaine, le chef de l'organisation des gardiens du Cedra, l'un des alliés de M. Bechir Gemayel au sein des forces libanaises — et plusieurs experts politiques de l'université de Kaif, dont l'influence a toujours été grande sur le parti phalangiste. D'autre part, le gouvernement fait d'ignorer les critiques ou les réserves américaines en matière de nouveaux projets d'implantation. On se pointe de peuplement devraient être installés en Cisjordanie au cours des prochains mois et l'on a annoncé, le 31 août, que les « lignes de village » qui sont pour l'administration israélienne dans les territoires occupés un instrument de « coopération » au sein de la population palestinienne devraient se réunir en une fédération de villages, espère-t-on du moins à Jérusalem, à avoir plus de poids pour prétendre représenter une partie des habitants des territoires occupés.

FRANCIS CORNU.

nalités

dégagé un excédent de 100 millions de dollars en 1980. L'industrie américaine de l'aviation, elle réalise, en administration, un surplus supérieur à celui de la

une nature que la pression des américains se porte dans les négociations internationales sur ces cours. Pour les services, le trop complexe, et trop pour que l'on puisse attendre des résultats rapides. Mais une certaine : on se prépare de l'année à Washington à la coopération, alors qu'en Europe, la coopération a commencé à se dégrader. Les enjeux, les enjeux de haute technologie pour la source plus rapidement la source de nouvelles tentatives industrielles progressent en vue aux États-Unis (et au qu'en Europe. Et l'un des de la nouvelle législation relative en discussion au est précisément de donner, d'une manière spécifique, pouvoir de négociation dans le. Comme, de leur côté, et les États membres sont de plus en plus désireux d'assurer le dément des mêmes activités, j'espère territoire, on peut se à de nouvelles nautés.

Retournement

ent à l'agriculture américaine, vendance mondiale des marchés s'est accrue dans une proportion impressionnante. Marginales, les années 80, les exportations ont été déclinées en dix ans, les agriculteurs américains voient leur revenu baisser et us d'intérêt d'être présentement sur les exportations. Enfin tout, la chute de dollar représente pour les exportations américaines un handicap majeur. C'est un argument comptable qui rapporte à l'agriculture à la fin des années 80, tant les exportations ont augmenté, au contraire, de la part des agriculteurs américains, qui ont décidé d'un bon côté.

ette situation, liée à la chute électorale des agriculteurs américains, a été l'objet de la Fondation C.E.E.-États-Unis la 1^{re} fois en 1982. L'un des problèmes de l'agriculture américaine est de ses principales exportations, le monde. Même si, comme nous le voyons, les exportations ont été déclinées en dix ans, les agriculteurs américains voient leur revenu baisser et us d'intérêt d'être présentement sur les exportations. Enfin tout, la chute de dollar représente pour les exportations américaines un handicap majeur. C'est un argument comptable qui rapporte à l'agriculture à la fin des années 80, tant les exportations ont augmenté, au contraire, de la part des agriculteurs américains, qui ont décidé d'un bon côté.

Un rapport de l'agriculture américaine, l'un des problèmes de l'agriculture américaine est de ses principales exportations, le monde. Même si, comme nous le voyons, les exportations ont été déclinées en dix ans, les agriculteurs américains voient leur revenu baisser et us d'intérêt d'être présentement sur les exportations. Enfin tout, la chute de dollar représente pour les exportations américaines un handicap majeur. C'est un argument comptable qui rapporte à l'agriculture à la fin des années 80, tant les exportations ont augmenté, au contraire, de la part des agriculteurs américains, qui ont décidé d'un bon côté.

RÉGINE PERNOUD

Christine de Pisan

« Régine Pernoud se sert de Christine pour reconstruire le Paris de la Guerre de Cent Ans... Elle y met la précision de l'historienne et la vraie tendresse d'une complice. »

MATTHIEU GALEY / L'EXPRESS

« Quel livre ! Quel personnage ! Nous découvrons une femme d'exception, féministe avant l'heure, aussi séduisante qu'émouvante. Régine Pernoud, la faisant revivre, nous enchante. »

JEAN PRATEAU / LE FIGARO

CALMANN-LÉVY

A TRAVERS LE MONDE

- ### Mozambique

 - UN SIXIÈME COOPÉRANT BULGARE a été capturé par les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique, dans le centre du pays, a affirmé, mardi 31 août, le porte-parole à Lisbonne du mouvement, qui avait annoncé la veille l'envolement des cinq premiers (le Monde du 31 août). A Sofia, de source officielle, on indiquait mardi n'avoir reçu aucun rapport sur cette affaire. Les rebelles se déclarent prêts à échanger leurs otages contre des prisonniers politiques détenus par Maputo. — (Reuters, U.P.J.)
- ### Paraguay

 - ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LEGISLATIVES LE 6 FÉVRIER PROCHAIN. Le gouvernement a annoncé mardi 31 août que les élections présidentielles et législatives auront lieu le 6 février 1983. Le général Alfredo Stroessner, âgé de soixante-neuf ans, au pouvoir depuis 1954, devrait solliciter un cinquième mandat. Les élections auront également à désigner trente sénateurs et soixante députés. — (Reuters.)
- ### R. F. A.

 - LE CONGRÈS DES CATHOLIQUES ouest-allemands (Katholikentag), auquel doivent participer environ 100 000 personnes à lieu à Düsseldorf du 1^{er} au 5 septembre. Le chancelier Schmidt et de nombreuses personnalités politiques ouest-allemandes participeront à un débat sur le pacifisme. Le président de Pologne, Mgr Giamp,
- ### Zambie

 - SOMMET DE LA LIGNE DE FRONT. — Les dirigeants des six États de la Ligue de front, qui soutiennent les mouvements nationalistes noirs s'opposant au régime blanc d'Afrique du Sud, se réuniront à Lusaka samedi, a-t-on annoncé mardi 31 août, à Harare, de source autorisée. Les dirigeants de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, de la Tanzanie et du Zimbabwe seront les hôtes du président zambien Kenneth. — (Reuters.)
- ### Zimbabwe

 - DEUX PREMIERS BLANCS, emprisonnés depuis sept mois et qui étaient au centre d'une controverse entre la justice et le gouvernement, ont été libérés, mardi 31 août, sur ordre du premier ministre. Les frères Noël et Alan York avaient été arrêtés en 1975, après la découverte d'armes dans leur ferme de figures dans le sud-ouest du pays. Bien qu'acquittés par un tribunal, ils restèrent en prison sur décision du ministre de l'Intérieur, agissant en vertu de l'état d'urgence. — (A.F.P.)

- ### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU SERA À PARIS DU 12 AU 14 SEPTEMBRE

M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, fera une visite officielle en France du 12 au 14 septembre, a annoncé le Quai d'Orsay mardi 31 août.

Le secrétaire général aura des entretiens avec M. Mitterrand, qui offrira un déjeuner en son honneur : avec M. Mauroy et M. Cheysson, ministre des relations extérieures.

M. Perez de Cuellar, qui avait dû ajourner un premier projet de visite à Paris en raison du conflit des Malouines, se rendra également à Moscou du 8 au 13 septembre.
- ### NOMINATIONS D'AMBAassadeurs

M. Michel Chatelets au Togo

Le *Journal officiel* de ce mercredi 1^{er} septembre annonce la nomination de M. Michel Chatelets comme ambassadeur au Togo en remplacement de M. Jean-Marc Voelchel.

[Né en 1923, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Michel Chatelets a servi comme avant d'entrer au Quai d'Orsay en 1964. Il a été en poste à l'administration centrale (conventions administratives et affaires consulaires), à Brazzaville et Tunis. Détaché en 1971 auprès de l'Organisation internationale d'administration publique, il est ensuite en poste à Bern, Moscou et, depuis 1980 à Aden-Ababa comme premier conseiller.]
- ### Mlle Claude-Lafontaine en Guyana

Le même *Journal officiel* publie la nomination de Mlle Françoise Claude-Lafontaine comme ambassadeur en Guyana en remplacement de M. René de Choiseul Frassin. Comme son prédécesseur, elle continuera de résider à Port-of-Spain (la Trinité et Tobago) où elle est ambassadeur depuis juillet dernier (le Monde du 1^{er} 2 août).
- ### LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

LA CRISE LIBANAISE

L'accueil bien ordonné de l'Algérie

De notre envoyé spécial

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS N'A PAS ADRESSÉ DE MESSAGE À M. ARAFAT déclare le Quai d'Orsay

Le Quai d'Orsay a démenti, mardi 31 août, qu'il ait adressé à M. Arafat, par l'intermédiaire de M. Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris, un message du gouvernement français signé de M. Chirac. Il a également démenti un projet de rencontre à Tunis du ministre des relations extérieures et du chef de l'O.L.P. Ces deux indications avaient été attribuées à M. Souss, qui s'était entretenu, mardi, à bâtons rompus, dans l'avion Paris-Athènes, avec des journalistes de la presse présidentielle française. La mot « message » donne fréquemment lieu à des malentendus. Du début de la guerre du Liban

à l'évacuation de Beyrouth, M. Souss a eu de très fréquents entretiens avec les services du Quai d'Orsay et a pu considérer comme un « message » le point de vue du gouvernement français qui lui était exposé pour qu'il le fasse connaître à M. Arafat. Les contacts entre la France et l'O.L.P. n'ont rien de mystérieux, souligne-t-on à Paris, et les rencontres à haut niveau, qui interviennent éventuellement et le gouvernement français les jugeaient utiles, ne seraient pas gardées secrètes. Rappels que tout projet de rencontre entre M. Mitterrand et Arafat pendant les séjours simultanés en Grèce a été démenti.

Soixante-dix prisonniers palestiniens du camp d'Ansar (Sud-Liban) ont été libérés mardi 31 août, a-t-on appris de sources officielles au Liban. Ces prisonniers étaient pour la plupart des blessés, et ils ont été remis au Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qui a veillé à leur réinstallation à Tyr ou à

Saida, a précisé la radio israélienne. Il y a quinze jours, le porte-parole de l'armée israélienne avait annoncé qu'un « nombre important » de prisonniers palestiniens au Sud-Liban seraient libérés, s'il était établi qu'ils n'avaient pas commis de « crimes terroristes ».

Alger. — « C'est des mêmes ! » Tel fut le cri du cœur du reporter de la chaîne 3 de la radio-diffusion algérienne en voyant des Palestiniens descendre du premier des huit avions qui les ont amenés, mardi 31 août, à 13 h. 45, à Tébessa.

Parlant en direct sur les ondes nationales, le reporter exprime à plusieurs reprises son étonnement devant l'appareil juvénile de ces « soldats » équipés d'armes légères, arborant un air lance-roquettes, qui des bandes de balles de mitrailleuses passées autour de la taille. Certains paraissent « dans les vingt ans », mais d'autres sont « des enfants de dix à onze ans ». Parmi eux, toujours dans le premier avion, une « femme combattante » et aussi « deux bébés, dont un emporté du bras droit ».

Le reportage est parfois interrompu par les interférences « Charles Bravo Echo » — de la tour de contrôle de l'aéroport devant laquelle un second appareil se présente quelques minutes plus

tard. Le reporter rappelle, en y voyant un symbole que Tébessa, ville de plus de deux cent mille habitants, près de la frontière tunisienne, est un « ancien sanctuaire » du P.L.N. pendant la guerre d'Algérie. Une colonie d'enseignants palestiniens y est déjà installée depuis longtemps. Elle accueille les rescapés de Beyrouth avec le reste de la population, « qui a poussé des cris de joie en apprenant qu'elle avait été choisie » pour cet honneur quelques heures plus tôt. Une multitude de drapeaux palestiniens sont brandis par l'assistance, tandis que les hôtes de l'Algérie, dont certains embrassent le sol du pays d'accueil, font le V de la victoire.

Le président, Chadli est resté à Alger, où se termine une visite officielle des chefs d'Etat maliens et mauritaniens qu'il reconduira à l'aéroport. En son absence, l'Etat et le parti sont représentés par le ministre des moudjahidin

(anciens combattants) et le responsable du secrétariat permanent du comité central, outre les représentants de l'O.L.P. à Alger, le préfet et des autorités militaires locales. Un détachement de l'armée algérienne « rend les honneurs aux combattants ». Mais très vite — et le reporter souligne le côté très ordonné, très contrôlé de la cérémonie — des camions militaires avancent. Une fois chargés ils font route vers une caserne située à une dizaine de kilomètres de la ville « des combattants » qui sont six cents au total.

A leur passage dans Tébessa, des femmes leur jettent du riz en signe de bienvenue. En fin de journée un meeting est organisé en leur honneur. « Nous sommes très heureux de vous accueillir chez nous en Algérie », déclare le responsable du secrétariat permanent du comité central, mais la véritable fête aura lieu le jour

de la libération de la Palestine. Le représentant de l'O.L.P. à Alger remercie l'Algérie pour « sa solidarité indéfectible à la cause palestinienne ».

Le 12 août, le ministère des affaires étrangères avait annoncé que l'Algérie acceptait de recevoir des combattants à la demande de l'O.L.P. Un communiqué officiel précisait : « L'Algérie, qui a toujours apporté son soutien à la résistance palestinienne et à son seul et unique représentant, l'O.L.P., rappelle sa position constante à savoir qu'il ne saurait y avoir de règlement de la question du Proche-Orient et notamment celle de la Palestine sans la solution du problème central qui est celui de la patrie et de l'Etat palestinien ».

En principe donc tout se déroule selon un scénario prévisible depuis plus de quinze jours. Il reste que, après le début de l'évacuation de Beyrouth, il y avait eu, au moins en apparence, un certain flottement à Alger.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ASIE

Chine

L'ouverture du XII^e congrès du P.C.

Le parti a « brisé les chaînes du dogmatisme et du culte de la personnalité » déclare M. Hu Yaobang

De notre correspondant

Pékin. — Le XII^e Congrès du parti communiste chinois s'est ouvert ce mercredi 1^{er} septembre, à 9 heures, à Pékin, au palais de l'Assemblée nationale populaire. Deux slogans ornent l'immense salle où avaient pris place 1545 délégués (au total 1600 ont été désignés) et 145 suppléants : « Vive le glorieux parti communiste chinois, vive le grand marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong » et « Battons-nous pour créer dans tous les domaines de nouvelles perspectives dans la construction du socialisme ».

Aucune délégation d'un autre parti communiste n'a été invitée à assister à ces travaux et la presse étrangère n'a pas non plus été conviée. A la différence de ce qui se passait lors des précédents congrès, un service de presse a toutefois été organisé qui informe les journalistes régulièrement sur le déroulement de ces assemblés.

M. Deng Xiaoping a prononcé, en tant que coprésident de la première séance, une allocution d'ouverture. Il a ensuite donné la parole à M. Hu Yaobang, président du parti, qui a commencé la lecture du rapport du comité central. Celui-ci a d'abord dressé le bilan du travail du parti au cours des dernières années. Prenant pour point de référence l'« énoncé de la » bande des quatre » en octobre 1976 et non le précédent congrès qui s'était tenu l'année suivante (août 1977), le président du parti a déclaré que la nation chinoise avait accompli durant cette période « un grand changement historique ». « La victoire n'a pas été facile, a-t-il dit, car le peuple et le parti ont dû surmonter d'immenses difficultés ».

« Vingt années tortueuses »

Entrant dans le détail, M. Hu Yaobang a ensuite énuméré les principales caractéristiques de ces « vingt années tortueuses » : le parti a « résolu brisé les chaînes du dogmatisme et du culte de la personnalité », réaffirmé la ligne idéologique marxiste, consistant à rechercher la vérité dans les faits et à « restaurer le véritable visage de la pensée Mao Zedong ». Il a mis un terme aux années de turbulence sociale et a favorisé une situation de stabilité, d'unité et d'entraide ; la démocratie et la légalité socialistes ont été progressivement perfectionnées ; les organes dirigeants du parti et de l'Etat à tous les niveaux ont été peu à peu réajustés, améliorés et renforcés, en sorte qu'aujourd'hui « les organisations du parti et de l'Etat sont pour l'essentiel entre les mains de cadres loyaux au parti et au peuple ». L'accent a été délibé-

ment porté sur la modernisation socialiste et les « erreurs gauchistes » en matière économique ont été éliminées ; enfin, des efforts importants ont été accomplis pour « édifier une armée révolutionnaire moderne et régulière ».

Tout en déclarant terminée la révolution culturelle, le onzième congrès avait continué d'approuver les thèses, les politiques et les slogans énoncés de celle-ci, a dit M. Hu Yaobang, et ce n'est qu'après le troisième plénum du comité central, en décembre 1978, qu'un examen en profondeur de cette époque a pu être mené et qu'un particulier, afin d'éviter le renouvellement de fautes tel que l'éclatement de la lutte des classes, la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat a été « systématiquement liquidée ».

Dans son allocution, M. Deng Xiaoping avait déclaré que le présent congrès était « le plus important de tous ceux qui s'étaient tenus depuis la VI^e Congrès » en 1945, soit quatre ans avant la fondation de la République Populaire. La ligne du VIII^e Congrès (1958-1968) était « correcte », a-t-il dit, « mais comme le parti n'était pas préparé de façon adéquate sur le plan idéo-

logique pour la construction du socialisme à cette époque, cette ligne et certains points de vue corrects mis en avant par ce congrès n'ont pas été suivis dans la pratique ».

L'orateur n'a pas évoqué les trois congrès suivants qui avaient été dominés par les partisans de la révolution culturelle et pour le XI^e, par M. Hua Guofeng, le successeur de Mao. Il s'est contenté de dire qu'après le VIII^e congrès le pays avait connu « de sérieux revers, mais aussi certains succès ». M. Deng Xiaoping a affirmé qu'après les « vingt années tortueuses » qui avaient suivi le VIII^e congrès jusqu'à la mort de Mao, et depuis le troisième plénum du comité central du parti en décembre 1978, le parti avait « restauré des politiques correctes sur les plans économique, politique, culturel et dans d'autres domaines ». Il a insisté sur l'attachement de la Chine à son indépendance et sur la nécessité pour elle de compter sur ses propres forces. Mais il a assuré que la politique d'échanges avec le monde extérieur serait poursuivie. Le parti, a-t-il toutefois mis en garde, ne permettra jamais « au mode de vie bourgeois de se répandre dans notre

pays ». M. Deng a réaffirmé aussi la volonté de Pékin de récupérer Taïwan et de combattre l'agression américaine. Le vice-président a indiqué enfin qu'au cours des prochaines années, le parti devrait s'atteler aux quatre importantes tâches suivantes : réorganiser l'administration et promouvoir des cadres compétents professionnellement et ayant une bonne formation, construire une société d'un haut degré de civilisation, combattre les crimes économiques et rectifier le style du parti.

Pour mener à bien ce programme, il existe, a-t-il dit, « une bonne coopération entre les masses et les nouveaux cadres ».

Rajoutons. L'intégration du nouveau et de l'ancien, retrait en « seconde ligne » de vétérans expérimentés et prestigieux : ces thèmes dominent d'autre part l'éditorial publié ce même mercredi par le *Quotidien du peuple* pour célébrer l'ouverture du congrès qui, à l'évidence, va être l'occasion d'un profond renouvellement des organes centraux du parti. Un chiffre fournit à ce sujet une indication intéressante : environ 40 % des membres du prochain comité central devront avoir moins de quarante ans et l'âge moyen des membres sera inférieur à soixante ans.

MANUEL LUCBERT.

La délégation conduite par M. Mermaz a été reçue avec des égards exceptionnels

De notre envoyé spécial

Pékin. — La délégation du bureau de l'Assemblée nationale, conduite par M. Louis Mermaz, a quitté Pékin, ce mercredi 1^{er} septembre, pour se rendre à Xian puis à Shanghai. Au cours de leur séjour dans la capitale chinoise, les parlementaires français, et notamment le président de l'Assemblée nationale, ont reçu des autorités chinoises un accueil exceptionnellement chaleureux.

M. Mermaz a ainsi pu rencontrer les quatre plus importants dirigeants du gouvernement et du parti, à qui il a exposé les positions de la France en ce qui concerne, d'une part, les grands dossiers de politique étrangère, d'autre part, les relations bilatérales sur les plans commercial et culturel.

Au cours de ses entretiens, M. Mermaz s'est efforcé de rassurer ses hôtes quant à la continuité du rôle traditionnel de la France sur la scène internationale, c'est-à-dire depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. En ce domaine, a-t-il estimé, « nous avons des courants d'opinion qui nous lient de larges convergences existent entre la France et la Chine qui sont toutes deux des pays « pacifistes et jaloux de leur indépendance ». M. Mermaz a également insisté sur l'importance que les socialistes attachent à la construction européenne.

En ce qui concerne enfin l'affaire Helmut-Li Shuang (1), qui reste un point de contention entre les deux pays, M. Mermaz s'est montré volontairement discret. Il a évoqué ce problème avec M. Hu Yaobang, mais n'a pas souhaité faire de déclaration publique qui puisse en quoi que ce soit gêner une solution positive. Tout en insistant auprès de son interlocuteur sur l'importance que l'opinion publique française attache

che à cette affaire, le président de l'Assemblée a centré son propos sur le problème « humain et humanitaire » que pose la détention de la jeune chinoise, tout en ne cachant pas qu'un meilleur aboutissement ne peut qu'aider au développement « d'une grande politique de relations entre la France et la Chine ».

Les dirigeants chinois, de leur côté, ont notamment insisté sur les besoins de leur pays en matière de technologie. Recevant M. Mermaz, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a souligné que la France accorde à la Chine des facilités en ce qui concerne les taux d'intérêt et consente dans ses exportations des prix plus raisonnables. Dans ce domaine, a-t-il expliqué, la Chine demande à être traitée sur le même plan que les pays en voie de développement.

Cet entretien avec le premier ministre chinois s'est déroulé à Zhongnanhai où siège le comité central du P.C.C. Le choix de ce lieu, à lui seul, est un autre signe de la volonté des dirigeants chinois de réserver le meilleur accueil à la délégation française. Sortie de ville à l'intérieur de la ville Zhongnanhai constituée en effet une « zone interdite » de Pékin. Le nombre de journales qui accompagnaient à cette occasion M. Mermaz apparaît à lui seul, selon les observateurs de

la vie pékinoise, comme un événement exceptionnel qui témoigne d'un incontestable rapprochement dans les relations entre les deux pays.

« Nous, du côté chinois, a-t-il déclaré le président du P.C.C. chinois, M. Hu Yaobang, nous n'avons pas ressenti de reproches dans nos relations avec la France ». Affirmant que l'amitié entre la France et la Chine était « éternelle », il a fait allusion au rôle éminent des personnalités chinoises qui ont accepté de recevoir M. Mermaz ou l'ensemble de la délégation en assurant : « Nous avons ainsi lancé un mouvement progressif ! » Cette attitude répond, semble-t-il, à une volonté tout à fait précise de Pékin, qui souhaite préparer le mieux possible la visite que doit faire en Chine au mois de mai 1983 M. Mitterrand. Les dirigeants chinois savent en effet que seul le président de la République française est à même de prendre un certain nombre de décisions d'ordre politique concernant la conclusion d'importantes accords entre les deux pays.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Mlle Li Shuang, jeune artiste, chinoise à un diplomate français, M. Helmut-Li Shuang, a été arrêtée à l'intérieur au moment même de la visite de M. J. Robert, en Chine, à la fin 1981. Le ministre du Commerce extérieur avait, pour cette raison, accusé son séjour en Chine.

Egypte

Le remaniement ministériel marque une nouvelle promotion du maréchal Abou-Ghazala

Correspondance

Le Caire. — Huit mois après avoir formé son premier gouvernement le 4 janvier, le président Hosni Moubarak l'a remanié, mardi 31 août, à la suite, selon les déclarations de M. Fouad Mohieddine, premier ministre sortant et reconduit, de « la demande formulée par plusieurs ministres d'être libérés de leur charge ». Trois vice-premiers ministres, M. Fikri Makram-Obaid, chargé des affaires de l'Assemblée du peuple, M. Nabeul Ismail, ministre de l'Administration locale (et dernier ministre de l'Intérieur de Sadate), et M. Abdel Fattah Ibrahim, en charge des affaires économiques, disparaissent ainsi du cabinet. Un seul ministre, celui de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou-Ghazala, devient vice-premier ministre, tout en conservant les importantes responsabilités qui font de lui le « patron » de l'armée, même si le rôle demeure, selon la Constitution, le chef suprême de la force militaire.

Considéré comme le plus sérieux concurrent du président Moubarak, le général Abou-Ghazala, déjà élevé au maréchalat par le successeur de Sadate, reçoit cette fois une promotion au sein de l'équipe gouvernementale. Toutefois, le poste de vice-président de la République qui le désignerait comme dauphin reste vacant. L'avenir dira si le rôle,

en multipliant les honneurs militaires et politiques autour du maréchal, a voulu en quelque sorte compenser son refus de lui confier les secondes fonctions de l'Etat.

Outre les départs de MM. Obaid, Ismail et Ibrahim, on note ceux de M. Fouad El-Hachem, ministre du Commerce extérieur et de l'Economie, Adel Taher, ministre du Tourisme, Saad El-Cherbi, ministre du Développement populaire, et Ahmed Samir Sami, ministre de la Justice, tandis que cinq nouvelles personnalités entrent au gouvernement pour remplacer les sept partisans de l'ancien président. Parmi eux, le général Abou-Taleb (développement populaire), Mustafa Kamel Saïd (économie et Commerce extérieur), Mamdouh Akila (Justice), Tawfik Abou-Jamal (Tourisme) et Ousama El-Cherbi, pour lequel est créé un nouveau portefeuille, celui des Investissements et de la Coopération internationale. Apparemment, la décision prise par Sadate quelques semaines avant son assassinat, en octobre 1981, d'avoir désormais trois coptes dans le gouvernement, au lieu de deux, n'a pas été reconduite. Après le départ de M. Obaid, vice-premier ministre, seuls deux chrétiens demeurent en poste : MM. Boutros Boutros-Ghali et Albert Basmoun-Salama.

Dans sa déclaration à la presse, M. Mohieddine indique que par « les objectifs fondamentaux » que poursuivra le cabinet remanié figurent la « sécurité alimentaire du citoyen » et « la lutte contre la corruption », thèmes sans cesse repris ces dernières années par la propagande gouvernementale. Au-delà de la nouvelle promotion du maréchal Abou-Ghazala, c'est cependant le démantèlement de l'équipe économique qui frappe les observateurs avec les départs de MM. Abdel Fattah Ibrahim et Fouad El-Hachem, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont guère réussi à donner une politique cohérente de développement au pays. M. Mohieddine, qui était devenu la cible favorite de l'opposition, est maintenant dans une fonction de chef du gouvernement, mais il a indiqué qu'un « véritable plan quinquennal » sera présenté à la prochaine session du parti national démocratique au pouvoir, qui se tiendra du 20 au 23 septembre. Le premier ministre semble ainsi confirmer que son gouvernement s'apprête à donner la priorité absolue à l'économie.

MONA EL-BANNA.

INSTITUT MONTAIGNE 92200 NEUILLY
la réussite au Bac
PAR LA RIGUEUR DE L'ENCADREMENT **Discipline**
ET DES PROFESSEURS DE HAUT NIVEAU **Méthode de JOST**
Séances à l'alternance. Rentrée 16 sept. Cours de vacances : 14/11 sept.
7, rue Saint-Pierre, à 100 m. St Salomon - 01.24.24.74 ou 01.24.24.75

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
FORMATION DE TRANSITION
VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Méthodologie écrite et orale - Renforcement en langues vivantes
SCIENCES PO
• Entrée en AP et en 2^e année • Année complète Octobre-Juin
SUCCÈS CONFIRMÉS
AUTEUIL 6, av. Léon Huez, 75016 Paris - Tél. 24.10.72 +
TOULBIAC 83, av. d'Italie, 75013 Paris - Tél. 555.59.35 +

Préparation
au C.P.E.C.
au B.T.S. (Informatique et Comptabilité)
au D.E.C.S., au C.E.S.,
au Mémoire
ENODE 25, rue de Strasbourg
75009 Paris, 22.05.11

PRÉPARATIONS PHARMACIE
MEDECINE
CEPES 57, rue de la Harpe, 75005 Paris, 72.24.07.00

من الاموال

BANAISE ET SES RÉPERCUSSIONS

Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza craignent une accélération de la politique d'annexion « de fait »

De notre correspondant

Jérusalem. — Quelles que soient leurs divergences d'opinion, la plupart des Palestiniens de Cisjordanie et du territoire de Gaza se retrouvent dans une même analyse de leur situation au moment où les troupes de l'O.L.P. quittent Beyrouth : le gouvernement israélien va, dans les semaines et les mois prochains, multiplier les initiatives pour accentuer davantage son contrôle sur les territoires occupés depuis 1967, car c'est essentiellement pour poursuivre et parachever sa politique d'annexion « de fait » qu'il a déclenché la guerre au Liban.

Les uns, comme M. Bassam Chakka, maire de Naplouse, destitué de ses fonctions au printemps dernier parce qu'il était proche de l'O.L.P., dissimulent manifestement leurs craintes et leur pessimisme en affichant un certain optimisme. Ils soulignent que les Israéliens n'ont pas réussi à « liquider » l'O.L.P., ainsi que l'a prouvé le départ en bon ordre des fedayin « après deux mois et demi de résistance contre l'une des armées les plus fortes du monde ». Ils font valoir que les Palestiniens, avec la survie de l'O.L.P., conservent plus que jamais la possibilité de faire entendre leur voix. Les autres, réputés plus « modérés » comme M. Elis Freij, maire de Bethléem — seul élu restant à la tête d'une municipalité importante en Cisjordanie — font remarquer qu'ils n'avaient pas tort les mois précédents de se montrer alarmistes, voire « défaitistes » selon les accusations de leurs détracteurs, en déclarant que « le temps presse et joue en faveur d'Israël » et en invitant l'O.L.P. à choisir le « dialogue » plutôt que le jusqu'au-boutisme dans la lutte armée.

Les uns se justifient en disant que toute discussion entre Palestiniens et Israéliens est illusoire puisque le gouvernement de M. Begin vient de prouver qu'il en refuse les termes. Les autres le font en affirmant que les derniers événements montrent qu'il ne reste qu'un seul moyen : prendre Israël au piège de la paix, si difficile que cela puisse paraître. Ces derniers estiment que, en dépit de l'insuccès de M. Begin, un patient travail politique peut porter ses fruits auprès de l'opinion internationale.

Les habitants de Cisjordanie et du territoire de Gaza. Le premier ministre israélien adressait ainsi une mise en garde aux dirigeants américains qu'il soupçonne actuellement de vouloir donner une autre interprétation de ces accords plus proche de celle des Egyptiens, ceux-ci considérant que l'autonomie peut être le prélude à l'autodétermination et même à l'indépendance.

Quand M. Sharon déclare aux États-Unis qu'il ne cherche pas à discuter dans les territoires occupés avec des « collaborateurs » mais avec toute personne « qui veut négocier une coexistence pacifique avec Israël », les Palestiniens, qu'ils se voient ou non comme des « modérés », répondent que M. Sharon joue sur les mots car selon eux il n'y a que des « collaborateurs » qui peuvent admettre l'idée d'une « coexistence » au sens où l'entend M. Sharon.

« Aucun Palestinien, si modéré soit-il, n'admettra les conditions posées par le gouvernement israélien », nous a déclaré une personnalité de Cisjordanie depuis toujours hostile à l'O.L.P. Résumant sur ce point l'avis de la majorité des notables de Cisjordanie et de Gaza, toutes tendances confondues, cette personnalité a ajouté : « En réalité, les Israéliens ne souhaitent pas avoir affaire à des modérés parce que ce serait pour eux un bien plus grand danger que de se trouver en face des extrémistes de l'O.L.P. En effet, une initiative palestinienne réaliste pourrait bénéficier d'un véritable soutien international dont les Américains seraient obligés de tenir compte, mais évidemment les revendications minimum de tels modérés paraissent toujours excessives à M. Begin et Sharon... »

Tous les Palestiniens viennent d'observer que M. Sharon ne se souciait guère de sauver les apparences puisque sa première démarche entreprise dans les territoires occupés, maintenant qu'il peut distraire quelque peu son attention des événements de Beyrouth, a été, la semaine dernière, de réunir les dirigeants des « lignes de village », mouvements créés par l'adminis-

tration israélienne et presque unanimement dénoncés en Cisjordanie comme des instruments de « collaboration » (le Monde du 8 juillet). M. Sharon a vivement incité ses interlocuteurs à profiter de l'occasion offerte par l'affaiblissement de l'O.L.P. pour redoubler d'efforts dans leur campagne destinée à encourager la « coopération » avec les autorités israéliennes.

Une campagne qui a déjà abouti ces derniers mois à des incidents violents dans de nombreux villages, tandis que se sont multipliés les attentats contre plusieurs chefs de ces lignes.

En Cisjordanie, comme à Gaza, on craint maintenant que le gouvernement israélien ne donne un nouvel élan à ses projets d'implantation — des plans ambitieux sont en préparation, alors que l'agrandissement des colonies existantes continue — et n'achève l'opération de limage des conseils municipaux qui refusent de se soumettre à l'administration civile créée l'an dernier, pour remplacer en fait l'administration militaire, et, selon les opposants préfigurant ainsi le régime d'autonomie tel que le conçoit M. Begin. Au début de la guerre au Liban, comme pour souligner les liens qu'il établit entre celle-ci et la situation dans les territoires occupés, le gouvernement israélien avait encore pris des mesures dans ce sens, notamment en destituant le maire de Gaza, M. Rachad Chawa, qui ne pouvait qu'être passer pour un extrémiste inféodé à l'O.L.P. C'est précisément cette décision qui avait achevé de convaincre nombre de Palestiniens, critiquant l'attitude de refus systématique de l'O.L.P., qu'il n'y avait pas de modération possible face au gouvernement de M. Begin. Enfin, la majorité des « Palestiniens de l'intérieur » s'attendent, en cas de protestation contre ces nouvelles mesures, à un renforcement de la répression. Dans un texte publié le 17 août, la plupart des conseils municipaux des associations et des syndicats de Cisjordanie indiquent que le gouvernement israélien voulait créer « une atmosphère de désespoir et de reddition ».

FRANCIS CORNU.

APRÈS L'ÉLECTION DE M. BECHIR GEMAYEL

« C'est l'ennemi israélien qui a imposé son candidat », nous écrit M. Raymond Eddé

Après l'élection de M. Bechir Gemayel à la présidence de la République libanaise, nous avons reçu la lettre suivante de M. Raymond Eddé, chef de file des chrétiens modérés, qui vit en exil en France depuis 1976.

Jérusalem d'abord, Washington ensuite, se sont empressés de féliciter le nouveau président de la République libanaise.

M. Begin, qui a fait élire très ostensiblement son candidat, Bechir Gemayel, sous la protection des chars israéliens, n'hésite pas à lui servir du « cher ami ».

Quant au président Reagan nullement indisposé par l'emploi, par l'aviation israélienne, de la « bombe à vide » et à la fragmentation », il s'est félicité que l'élection ait pu se dérouler « selon les principes traditionnels et constitutionnels ».

Que Begin « se réjouisse du plus profond de son cœur », rien de plus normal.

Mais que le chef de la plus grande démocratie du monde se félicite que les « principes traditionnels et constitutionnels » aient été respectés, voilà de quoi être abasourdi.

Le fait qu'il n'y ait eu qu'un seul candidat, alors qu'il y en avait une cinquantaine avant l'invasion israélienne du 6 juin dernier, constitue-t-il vraiment une application des « principes traditionnels et constitutionnels » ?

Le fait que l'Assemblée nationale ait été réunie dans une caserne, sous la protection des milices armées du candidat appuyées par les chars de l'ennemi israélien est-il vraiment conforme aux traditions démocratiques et constitutionnelles ? Alors qu'il a fallu aussi recourir à tous les moyens de pression et de menaces allant jusqu'à la tentative d'assassinat, la veille du scrutin, d'un député, Hassan Rifit, qui s'en est heureusement tiré. Et il a fallu, en plus, attendre deux heures durant pour atteindre le quorum, réduit à 62 députés par la volonté du président Kamel el Assad, alors que le quorum requis par la Constitution est de 66 députés.

Cela dit, le peuple libanais, il faut le reconnaître, s'est habitué depuis

longtemps à voir la force primer le droit et le fait accompli s'imposer petit à petit.

En effet, depuis l'indépendance, le candidat à la présidence de la République à presque toujours été « désigné » par une ou deux puissances étrangères, alors que sous le mandat français Emile Eddé a été élu démocratiquement président de la République avec deux voix de majorité contre son adversaire Bechara el-Koury.

En 1943 puis en 1952, c'est le général Spears, représentant de la Grande-Bretagne, qui « désigna » les présidents Bechara el Khoury et Camille Chamoun.

En 1958 et en 1964, c'est l'Amérique qui, d'accord avec le président Nasser, « désignait » les présidents Fouad Chehab et Charles Helou.

En 1976, c'est l'Amérique aussi, mais avec l'accord cette fois du président syrien Hafez el Assad, qui « désigna » le président Sarkis.

La seule élection présidentielle qui se fit sans aucune intervention étrangère a été celle du président Frangie, qui a été élu en 1970 à une seule voix de majorité, la sienne, comme il se plaisait à le répéter.

Mais, pour la première fois, c'est l'ennemi, l'ennemi israélien, l'occupant israélien, qui a imposé et fait élire son candidat, Bechir Gemayel.

Reste à savoir quelle sera la réaction du monde arabe et si les souverains et chefs d'Etat arabes, qui ne l'ont pas encore félicité le feront après le 23 septembre, jour de la prestation du serment constitutionnel.

Accepteront-ils, éventuellement, de le recevoir au sommet de Fera, qui doit se tenir le 6 septembre prochain, en compagnie du président Sarkis, ou à un autre sommet arabe, le jour où il sera président de la République libanaise ?

Si cela venait à se produire, ils auraient admis implicitement qu'Israël n'est plus l'ennemi et qu'il est même devenu, grâce à Bechir Gemayel, l'allié des Arabes.

Je pourrais alors me rendre, impunément, à Jérusalem me recueillir au Saint-Sépulchre.

la personnalité

M. Dang a travaillé à l'agence de Pékino de la presse et de la communication. Le vice-président a été nommé pour deux ans, mais son mandat sera prolongé de six mois. M. Dang a été nommé pour deux ans, mais son mandat sera prolongé de six mois.

MANUEL LUCRET

Normaux tionnels

LAURENT ZECHINI

PHARMACIE ICINE

TOUT EST PLUS CLAIR

Cette rentrée n'est pas comme les autres. Aujourd'hui nous devons défendre pied à pied notre pouvoir d'achat. Le choix de votre magasin devient essentiel pour préserver votre manière de vivre.

Plus que des promesses, il vous faut des preuves, avec des prix pour faire face à la crise, des produits pour faire face à vos besoins et des magasins organisés pour économiser au maximum.

C'est pourquoi dans les hypermarchés Radar Géant nous allons tout faire pour vous aider à y voir clair.

Le choix est clair. A l'intérieur de nos magasins vous pourrez repérer plus facilement le rayon qui vous intéresse. Les produits y sont classés par ordre de prix, de taille. Vous choisirez votre produit rapidement selon vos propres critères de prix, de poids, de taille et de qualité.

Nos prix sont clairs. Nous simplifions votre recherche de bonnes affaires en signalant à votre attention trois sortes de prix : « les prix coûtants », « les remises » dont le montant de la baisse est exprimé clairement en francs ou en pourcentage, « les conseils » qui désignent dans chaque rayon les produits présentant un intérêt particulier : mode, nouveauté, prix, très bas, etc.

Nos informations sont claires. Dans chaque rayon, des panneaux signalent à votre attention des recommandations, des informations, des conseils nécessaires à une meilleure utilisation des produits que vous aimez.

Ainsi nous vous montrons comment les faire durer. Vous gagnez du temps et de l'argent.

En supprimant les sources de confusion et d'erreurs, nous vous aidons à bien acheter pour conserver la vie que vous aimez.

C'est cela y voir clair chez Radar Géant.

radar géant R

EUROPE

LES TROUBLES EN POLOGNE

A Gdansk, jusqu'à minuit, jets de pierre, bombes fumigènes, barricades...

(De l'envoyé spécial de l'A.F.P.)

Gdansk. — A la sortie des chantiers Lénine, mardi en début d'après-midi, ils étaient quelque cinq mille sur les dix mille travailleurs qui comptent l'équipe du monument à la mémoire des ouvriers tués dans les émeutes de 1970. Ils ont scandé, pendant une heure environ, des slogans qui ne laissent subsister aucun doute sur leur état d'esprit : « Libérez Lech (Walesa), enfermez Wojciech (Jaruzelski) ! », « Abolissez l'état de siège ! », « Libérez les internés et les condamnés ! » (en vertu de l'état de siège), « Liberté pour la Pologne, du pain pour le peuple ! », « Le papa doit venir en Pologne ! », « Solidarité valait-elle ! ».

Après avoir, des délégations des divers ateliers des chantiers avaient déposé des gerbes au pied du monument sous les applaudissements frénétiques de la foule. Cette manifestation a aussi eu ses moments cocasses. Alors qu'un hélicoptère de la police survolait les travailleurs, quelqu'un a lancé à son adresse : « En pleine crise, les voilà (les dirigeants du pays) qui gaspillent du carburant inutilement ! ». La foule a éclaté de rire.

Un orateur inconnu s'est ensuite adressé aux travailleurs. Sous leurs applaudissements, il a souligné que « de jour en jour, la Pologne se libère de la domination nationale ».

Ces paroles devaient être rapidement démenties par les faits. La place du monument fut subitement entourée par des éléments des ZOMO, les brigades d'intervention, et par des colonnes de police avec en tête des blindés légers. A peine un officier de police avait-il lancé l'ordre aux manifestants de se disperser que l'air fut déchiré par des détonations de grenades lacrymogènes et de bombes fumigènes.

La manifestation a alors dégénéré. Les assauts des forces de l'ordre ont été musclés. Des violents affrontements se sont

déroulés à proximité des chantiers, du siège du comité régional du parti et de la vieille ville. A la multitude des grenades lacrymogènes et des bombes fumigènes, les manifestants, rejoints par de nombreux autres habitants de la ville, ont répondu par des jets de pierres et de briques. Ils ont même dressé des barricades avec des bancs et des poubelles. Sans cesse harcelés par les forces de l'ordre, ils ont résisté plus de cinq heures durant. Dans plusieurs endroits, ils se sont regroupés autour des soldats qui barraient les rues et ont tenté de les gagner à leur cause. Les militaires, qui ne sont pas intervenus directement dans les incidents, sont restés de marbre.

Le dernier carré des manifestants n'a cessé que peu avant minuit, à proximité de l'ancien siège du syndicat, à Wrzeszcz, faubourg de Gdansk, à 5 kilomètres environ du cœur de la ville. Les manifestants y avaient dressé une barricade de plus d'un mètre de hauteur qui barrait toute la chaussée sur une trentaine de mètres. Ils y avaient entassé paille, pierres, briques, bancs, chaises, etc. Une centaine de jeunes gens armés de cocktails Molotov la défendaient. Cinq camions de soldats avaient rebrousse chemin devant cet obstacle.

Enfin une importante colonne de ZOMO est arrivée sur les lieux. La charge a été violente. Des blindés légers ont enfoncé la barricade pendant qu'une pluie de bombes fumigènes s'abaissait sur ses défenseurs. Les manifestants ont alors été dispersés rapidement.

De violents combats ont également opposé forces de l'ordre et manifestants sur la route de Gdansk à Wrzeszcz. Les forces de l'ordre ont dû à l'encontre trois barricades. Deux camions de police, dont l'intérieur était entièrement brûlé, gisaient en bordure de la chaussée. Un kiosque à journaux était entièrement calciné et le sol était jonché de pierres, d'éclats de bombes fumigènes et de verre.

Des centaines d'arrestations

(Suite de la première page.)

La place du Palais de la Culture, la place Krasiński et tous les alentours de la vieille ville ont été rapidement noyés dans la fumée des grenades. La foule abandonnait le terrain puis revenait à la charge, criant « gestapo, gestapo », « à bas la fust ! » ou encore « vive Solidarité ».

Pour après 17 heures, deux barricades étaient érigées avenue M. Rechał-Marszałkowski. Les chauffouilles aux roues partiellement démontées, les voitures des grandes usines de la capitale, se poursuivaient jusqu'à 18 heures, heure à laquelle des groupes se rassemblaient dans de nombreux points de la ville dont des quartiers entiers devenaient inaccessibles. Les autobus sillonnaient la capitale et les hélicoptères tournaient dans le ciel, vraisemblablement pour guider les forces de l'ordre. Les affrontements ont duré jusqu'aux alentours de minuit. Au milieu de la nuit, dans le quartier ouvrier de Praga, une barricade fumait encore, entourée de gens descendant de leurs appartements et discutant passionnément des événements de la journée.

« Divorçons d'avec l'U.R.S.S. »

A Gdansk, les manifestants ont lancé un slogan inimaginable il y a un mois encore : « Divorçons d'avec l'U.R.S.S. ! ». A Cracovie, les affrontements ont commencé à 15 heures, lorsque les forces de l'ordre ont chargé plusieurs milliers de personnes rassemblées au centre de Nowa-Huta, le faubourg ouvrier de la ville. Un cortège sans cesse grossi par les passants s'est alors formé, se dirigeant vers une église où devait être célébrée une messe. Dispersés, il n'a pu se reformer qu'à 18 heures, devant cette même église, où se massaient quelque dix mille personnes, hommes, femmes et enfants de tous âges. A la fin de la messe, la milice a chargé pour la troisième fois, jusqu'au parvis, et de véritables batailles rangées ont alors commencé. Elles se poursuivaient en fin de soirée à Cracovie même, le centre de la ville étant totalement bloqué par les ZOMO et des affrontements se déroulant dans les rues adjacentes.

A Wrocław, dès 15 heures, soit une heure avant le rendez-vous fixé, trois mille personnes étaient rassemblées place Grabiszyńska, au cœur de la ville, et les affrontements éclatèrent rapidement. On ne dispose pour l'instant d'aucune information sur la suite des événements dans cette ville, dont les communications

téléphoniques ont été très rapidement coupées comme celles de nombreuses autres capitales régionales.

Dans la soirée, les porte-parole du gouvernement, affirmant qu'il n'y avait pas eu de morts, déclaraient que les affrontements avaient donné lieu à « plusieurs centaines » d'arrestations et que « quelques personnes ont été blessées tant du côté des manifestants que de celui des forces de l'ordre ». L'armée n'est intervenue nulle part, sauf pour des tâches de protection, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur en assurant que la situation était « bonne », que « les organisateurs n'ont pas réussi à constituer une menace ». Les ouvriers n'ont pas participé, il n'y a pas eu de grèves et la population n'a pas réagi. C'est un succès pour les forces qui veulent l'entente, a poursuivi le porte-parole officiel avant de conclure : « Il n'y aura pas de changement de ligne politique ».

Le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a quant à lui, laissé échapper une explication qui est allée au-delà de l'incertitude du pouvoir : « Les extrémistes, 2-4-1 dit, sont pas pour l'entente, ils veulent la guerre, pour l'instant, ils déstabilisent le pays ». Pour M. Urban, « il n'est pas exclu que d'autres troubles aient lieu ».

Dans la matinée, les services de sécurité avaient arrêté deux membres du KOR, MM. Z. W. et W. R. Les deux hommes, qui ont été tous deux placés en détention provisoire. Ils jouaient l'un et l'autre, et particulièrement le premier, un rôle important dans le mouvement clandestin depuis le camp d'Etat, et, selon l'agence P.A.F., les documents trouvés sur eux prouvaient que leur activité était dirigée contre l'Etat polonais. Ce mercredi matin, le radio à par ailleurs fait état du démantèlement, à Cracovie, d'un groupe de terroristes dirigé par l'ancien animateur de l'« Ombre » de Solidarité dans cette région. Ce groupe, selon le radio, aurait projeté d'assassiner plusieurs officiels dans des endroits publics. « C'est là », a ajouté le radio, une véritable preuve de la nature élitiste des opposants politiques.

A Francfort, la plupart des cinq cents banques occidentales créditrices de la Pologne ont accepté de reporter de deux mois le délai bancaire et les autorités de polonaises étaient convenues de s'entendre, le 10 septembre prochain,

sur le remboursement des dettes arrivant à échéance cette année, mais les deux parties se sont aperçues qu'il serait impossible de respecter cette date limite. A Washington, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a justifié, mardi, dans une lettre adressée au Congrès la décision de son gouvernement de faire jouer sa garantie sur les dettes polonaises envers les créanciers américains. « Une cessation de paiement, a-t-il écrit, serait contraire à l'intérêt national des Etats-Unis, car elle pourrait mener à un rejet illégal par la Pologne de ses obligations et réduire, de ce fait, la pression financière exercée par l'imposition des sanctions économiques occidentales ».

Une famille exemplaire

M. Zbigniew Romaszewski, dont les autorités viennent d'annoncer l'arrestation, est l'un des cinq membres de la direction clandestine de Solidarité pour la région de Varsovie. Spécialiste des micro-ondes, il travaillait à l'institut de physique de l'Académie des sciences de Pologne. Il avait passé deux ans à Moscou auprès du physicien Prokhorov, prix Nobel pour ses travaux sur le laser.

Membre du Comité de défense des ouvriers (KOR), créé, en 1976, après une révolte ouvrière d'Ustka et Radom, il présida à l'époque la commission de défense légale du KOR. Envoyé en 1979 en mission à Moscou, il prend une interview de M. André Sakharov. A la création de Solidarité, il déploie une grande activité dans la région de Varsovie (Mazowiec) et assiste Zbigniew Bujak dans la direction de la commission pour le respect de la loi, créée par le syndicat indépendant.

A l'inauguration de l'état de guerre, en décembre 1981, sa fille, Agnieszka, l'un des leaders des syndicats étudiants libres, est internée. Elle devait être libérée en mai. Sa femme, une assistante de Radio-Solidarité, a été arrêtée le mois suivant. Il n'échappa alors à l'arrestation que parce qu'il était arrivé en retard à leur rendez-vous.

Wladislaw Gomulka est mort

L'inexorable décadence du héros

Varsovie (A.F.P.). — M. Wladislaw Gomulka, qui dirigea le parti ouvrier polonais de 1943 à 1948, et le parti ouvrier unifié de 1956 à 1970 (jusqu'aux révoltes sanglantes des ouvriers de la Baltique), est mort dans la nuit de mardi 31 août au mercredi 1^{er} septembre d'un cancer, annonce un communiqué du comité central du P.O.U.P. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Wladislaw Gomulka fut un des quelques hommes d'Etat communistes capables de susciter l'élan. Et il ne récolta que la tristesse. Dans le désert de sa retraite, l'ancien chef du parti polonais travaillait d'arrache-pied à la rédaction de Mémoires qui ne seront peut-être jamais publiés. Il voulait à tout prix justifier ce qu'il avait accompli et décrire cet exercice qu'il croyait encore exercer le pouvoir. Dernières kronie de l'histoire : le dirigeant qui avait horreur les hommes de plume, surtout quand ils n'en faisaient qu'à leur tête, était malgré lui, pour essayer de sauver son destin, dans la confrérie des écrivains maudits. Tout Gomulka, avec sa grandeur passée et son inexorable décadence, est dans cet entêtement qui, souvent, lui permit de triompher des obstacles mais finalement le fit trébucher devant une réalité qu'il ne voyait plus.

Longtemps il sut profiter d'instinct de sa propre faiblesse. Ce fils d'un serrurier, né en 1905 à Krośno, paralysé, comme beaucoup d'autres, condamné à mener une vie obscure, besogneuse. Son père avait vainement tenté sa chance aux Etats-Unis. La famille était revenue au pays sans argent, sans espérance. Le jeune Wladislaw n'avait pas les moyens de s'attarder à l'école bien qu'il fût bon élève. A quatorze ans, il entra en apprentissage. Deux ans plus tard, il militait au syndicat et adhéra au parti socialiste qu'il allait vite quitter pour le parti communiste. A deux reprises, il fut arrêté par les autorités bourgeoises. Cette infortune fut sa première chance. En 1928, Staline décida d'en finir avec le parti communiste polonais, insuffisamment docile. Le Komintern prononça la dissolution du groupe et les dirigeants convo-

qués à Moscou furent exécutés. Gomulka, incarcéré en Pologne, échappa au massacre. Il s'éleva au début de la guerre.

Il ne chercha pas à se réfugier en U.R.S.S. et, en 1941, il participa dans la clandestinité à la reconstruction, sous le nom de parti ouvrier polonais, du parti communiste. Deux ans plus tard, il en prendra la direction. Après la libération, il cumula ce poste avec celui de vice-président du conseil et de ministre des territoires reconquis. Il était alors le numéro un du pays et commençait à gagner la popularité. Les paysans lui avaient gré de mener à la campagne une politique prudente, et beaucoup de ses compatriotes notaient qu'il avait, lui aussi, le sens national.

Epuré en 1948

Les signes de tension apparurent entre cet homme qui pendant toute l'épreuve était resté attaché à la gauche, et les leaders rapatriés de Moscou. Gomulka était irremplaçable aussi longtemps que le parti disputait le pouvoir aux formations bourgeoises. Il devenait encombrant à partir du moment où la dictature du prolétariat était installée.

Ses rivaux n'eurent guère de peine à persuader Staline que le secrétaire général semblait le fagot. Ne fallait-il pas obstacle à la collectivisation agricole ? N'était-il pas hostile à la reconstruction d'une sorte d'internationalisme ? Et surtout n'avait-il pas critiqué la condamnation de Tito par le Komintern ? Son sort fut scellé au cours de l'été de 1948. Le 31 août, devant le comité central, il fut accusé par Bierut d'être un « déviationniste droitier ». Il perdit aussitôt ses fonctions de secrétaire général. Un an plus tard, il fut exclu du parti, puis, en 1950, emprisonné. On attendait d'un moment à l'autre son procès. Les dirigeants soviétiques faisaient pression sur les Polonais pour accélérer la lutte contre les déviations de toute espèce. Comment et pourquoi les Polonais firent-ils traîner les choses ? L'ancien chef du parti avait-il gardé des ailes suffisamment courageuses, puissantes et habiles pour le protéger ? Staline mourut en mars 1953,

et un peu plus tard Gomulka fut discrètement remis en liberté.

A cette époque, les pays communistes faisaient, dans le tohu-bohu, leur examen de conscience. Mis au courant des crimes du « culte de la personnalité », les peuples, des militaires, demandaient des comptes aux hommes encore en place. Ils réclamaient une amélioration radicale des conditions de vie. En juin 1955, l'émeute grondait à Poznan. Les journaux de moins en moins contrôlés se déchaînèrent. A Varsovie comme à Budapest, le régime risqua d'être emporté. Il ne restait qu'une carte à jouer : rappeler à la barre l'ancien dirigeant qui avait encouru les foudres de Staline.

La partie était loin d'être gagnée. Les Soviétiques s'inquiétaient de ce renouveau et ils avaient les moyens matériels de remettre de l'ordre. Alors que le comité central s'appuyait à élire Gomulka au poste de premier secrétaire, un « quartet » de dirigeants du Kremlin fit, le 19 octobre 1955, une arrivée retentissante et institua à Varsovie, Flanké de Molotov, Mikoyan et Kaganovitch, Krouchtchev essaya de renverser la tendance, cependant que l'armée soviétique présente sur le territoire polonais procédait à d'inquiétantes manœuvres. Mais dans les usines les ouvriers se préparaient à résister. L'U.R.S.S. se réagit alors au retour de Gomulka. Ce fut une explosion de joie : les Polonais surent le sentiment qu'ils avaient fait éclater « le printemps d'octobre ».

L'euphorie se prolongea pendant quelques mois. Les journalistes, les écrivains, bénéficièrent d'une liberté sans précédent. Les paysans reprirent leurs terres. Le pouvoir civil conclut un accord avec l'Eglise et le cardinal Wyszyński retrouvait son siège. Les Polonais croyaient avoir arraché le droit de conscience et le socialisme comme ils l'entendaient et ils pensaient avoir trouvé le guide réel de leurs aspirations. Seule faiblesse grise mine les cadres traditionnels du parti qui s'était pratiquement dissous. Nous sommes amoralistes, les « apparatchiks » étudiants se disputaient l'inauguration de leur nouveau patron : « La classe ouvrière a donné dernièrement à la

direction du parti et au gouvernement une leçon d'humilité... La classe ouvrière n'a jamais utilisé la légère arme de la grève... Il faut dire la vérité hier, et il faut le dire aujourd'hui ».

Un malentendu

Mais les épousailles du peuple et du leader étaient fondées sur un malentendu. Gomulka voulait en finir avec les monstruosités du stalinisme et restituer à la Pologne sa personnalité. Pourtant, il restait imprégné jusqu'à la moelle du socialisme qui lui avait été inculqué. Il ne sentait pas que les temps, le monde et son propre peuple avaient changé. Il brillait par le caractère plus que par l'intelligence. Au bout de deux ans, le charisme était déjà rampli. Les gomulkaistes, les plus ardents de 1953 étaient devenus des dévotionnels, mais au point qu'ils tenaient un langage incompréhensible pour le premier secrétaire. Les conseils ouvriers avaient cessé d'exister. Bientôt, les relations allaient se tendre avec l'Eglise, beaucoup plus influente que ne l'était le parti. Les difficultés économiques s'accumulaient. De plus en plus, Gomulka devait s'appuyer contre ceux qui l'avaient ramené au pouvoir, sur les adeptes de la manière classique et forte.

Les intellectuels avaient perdu tout espoir. La population acceptait encore la direction d'un homme qui représentait non plus une chance mais un moindre mal. Pourtant, inquiet des menaces qui s'annonçaient, le premier secrétaire nouait des alliances politiques avec les gouvernements d'Europe de l'Est les plus dogmatiques : le Tchecoslovaque Novotny et l'Allemand Ulbricht. Et lui, le champion de la voie nationale, il se faisait de plus en plus le défenseur de la politique soviétique. Contamé par les « libéraux », il s'accommodait de la montée des « partisans » qui exaltaient le nationalisme national mais prônaient la sévérité pour rétablir l'ordre et cultivaient l'antistalinisme. Pour arrêter la contagion du « révisionnisme » (dés) les étudiants avaient manifesté à Varsovie. Gomulka fut, en 1968, l'un des avocats de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. La population eut honte de ce qu'avait dit et

fait en son nom l'ancien « rebelle ». Le premier secrétaire menait pour s'approcher un combat que chacun, sauf lui, jugeait désespéré. En lui, animé par le goût du pouvoir, l'attrait des biens matériels que donne la puissance ? Sans doute pas. Ses adversaires reconnaissent qu'il a vécu dans l'humilité et l'ascétisme. Mais aussi, ce qui est impardonnable, pour un homme de sa condition, dans l'ignorance. Il n'entendait plus ou ne voulait plus entendre les murmures des échos accolés par la durée des temps, lui qui avait su leur parler en 1953. Il ne connaissait plus guère que la langue de bois des hommes d'appareil et s'en tenait à des schémas démodés. Il avait perdu prise sur la réalité polonaise.

En décembre 1970, alors qu'il venait de signer avec le chancelier Brandt le traité normalisant les relations germano-polonaises, il se laissa persuader de prendre des mesures draconiennes pour remettre d'aplomb l'économie. Les prix des produits alimentaires subirent une augmentation allant jusqu'à 30 %. C'en était trop ! Les ouvriers des villes de la Baltique descendirent dans la rue le 15 décembre. Il y eut des morts. Les autorités ripostèrent la violence : ces événements étaient le fait de « voyous ». Le pouvoir, déconcerté, ajoutait l'insulte au crime. Les troubles s'étendirent. Il fallait de toute urgence apaiser les esprits. Le 20 décembre, le comité central acceptait la démission que le premier secrétaire offrait « pour raison de santé » et nommait à sa place M. Gierek.

Une fois déjà, il avait été dit à Varsovie : « Sans aucun doute, la mesure avait été dépassée. Or on ne peut le faire impunément... Pour que soit possible le gouvernement d'un pays, il faut que la classe ouvrière et les masses travailleuses accordent un crédit de confiance à leurs représentants qui tiennent le gouvernement de l'Etat ». Ce crédit de confiance peut être prolongé à condition que soient honorés les engagements contractés à l'égard de ceux qui l'ont accordé. Le premier secrétaire déchu avait oublié la leçon magistrale que donnait, en ces termes, le 20 octobre 1968, Wladislaw Gomulka.

BERNARD FÉRON.

LA PRESSE SOVIETIQUE PUBLIE DES COMPTES-RENDUS SUR LES MANIFESTATIONS DE « VOYOUS »

(De notre correspondant.)

Moscou. — M. Brejnev était à peine rentré de vacances, mardi 31 août, après deux mois passés sur les bords de la mer Noire que les manifestants polonais l'interpellaient déjà. Et les « voyous » avec l'U.R.S.S. à sa suite à Gdansk n'est pas parvenu jusqu'au Kremlin, l'agence Tass et la télévision soviétique ont dû annoncer au public que la « manifestation antisocialiste a provoqué un conflit pour démontrer que les forces contre-révolutionnaires ne sont pas encore abattues ». La presse d'extrême gauche a fait allusions à la possibilité d'incidents ; depuis plusieurs semaines, Moscou semblait, en effet, considérer que la Pologne était « normalisée » et la non reconnaissance Brejnev-Jaruzelski le 16 août, en Crimée, donnait cette impression.

Aussi l'extrême célérité de Tass et de la télévision, mardi, puis l'insistance des quotidiens, mercredi, pour annoncer les manifestations dans les principales villes de Pologne, est étonnante, sinon inquiétante. L'agence Tass, alors que les heurts se poursuivaient encore entre milliers et milliers de partisans de Solidarité, écrivait : « Les forces antisocialistes ont déployé une campagne de provocation en vue d'aggraver la situation. Elles ont coordonné leur action avec les centres subversifs étrangers ». C'est avec force détails que les médias soviétiques ont évoqué, mercredi matin, « les colonnes de voyous descendant dans les rues de Varsovie, de Wrocław, de Gdansk, de Cracovie et d'autres villes polonaises ».

Désormais, le public soviétique sait que « la foule arborait des insignes de Solidarité, scandait des slogans antigouvernementaux et a tenté d'ériger des barricades après s'être donné, la plus souvent, rendez-vous dans les églises ». Il sait également que dans un pays frère voisin « les canons à eau et les grenades lacrymogènes ont été utilisés, plusieurs des « voyous déchaînés ont opposé une résistance à la milice ou ont attaqué des groupes de militaires ».

Jusqu'aux incidents de mardi, la thèse officielle était que la « normalisation » progressait et que l'état de guerre avait pratiquement paralysé Solidarité : « Finalement, les choses se passent plutôt mieux que prévu », ironisait même les meilleurs officiers. Les manifestations du 31 août auront sans doute mis fin à cette belle assurance. Rien ne permet encore de prédire un changement d'attitude radical au Kremlin, qui, à la veille du 31 août, était prêt à jeter de l'huile sur le feu. Mais la confiance accordée au général Jaruzelski a dû être fortement entamée par le déroulement de la journée. Plus que jamais, les dirigeants soviétiques ont les yeux braqués sur Varsovie.

(Interim.)

Devant l'ambassade de Pologne à Paris

UNE IMMENSE CROIX DE FLEURS

Prières des chrétiens, slogans (« A bas le stalinisme ! Le socialisme, c'est les trotskistes ! »), des groupes gauchistes massivement représentés — plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées mardi 31 août en fin d'après-midi à Paris devant l'ambassade de Pologne, sur l'esplanade des Invalides.

Organisée de l'appel du Comité de coordination du syndicat Solidarité en France, appuyé par la manifestation d'unité en situation d'une immense croix de fleurs, copie conforme de celle que les Varsoviens s'obstinent à reconstruire chaque matin sur un trottoir malgré la répression. Au croisement des deux branches, un portrait de M. Walesa, des fils de Jerzy Brzeziński, des drapeaux de Solidarité et de la Pologne. On se recueille, on chante en faisant le V de la victoire et on s'interpelle entre amis, en polonais bien sûr, mais aussi en français. La police est très discrète et débonnaire, se contentant d'interdire strictement les accès de l'ambassade. La foule grossit, mélange étrange de gauchistes de l'extrême gauche, des milieux chrétiens, des milieux syndicaux et aussi des milieux conservateurs.

On aperçoit plusieurs dirigeants syndicaux de premier plan, dont M. Edmund Maire. Un militant de Solidarité dit quelques mots, bien difficilement audibles mais applaudis à tout rompre. C'était la première manifestation de la rentrée, un rien mondaine, mais chaleureuse et émue avec ses groupes de jeunes Polonais accompagnés à des transistors, pour parler à chaises longues en attendant les premiers échos de ses manifestations auxqueltes chacun pense : celles de Pologne. Des manifestations similaires ont eu lieu dans la plupart des autres grandes villes d'Europe.

من الامن

GRECE

La recherche de voies nouvelles

La Grèce qui accueille, ce mercredi 1^{er} septembre, M. François Mitterrand en visite officielle n'est pas aujourd'hui un hôte tout à fait comme les autres — si elle le fut jamais. Cinq mois après la France, elle a en effet, elle aussi, choisi de donner sa chance à la gauche en accordant au parti socialiste panhellénique de M. Andreas Papandréou une majorité absolue au Parlement.

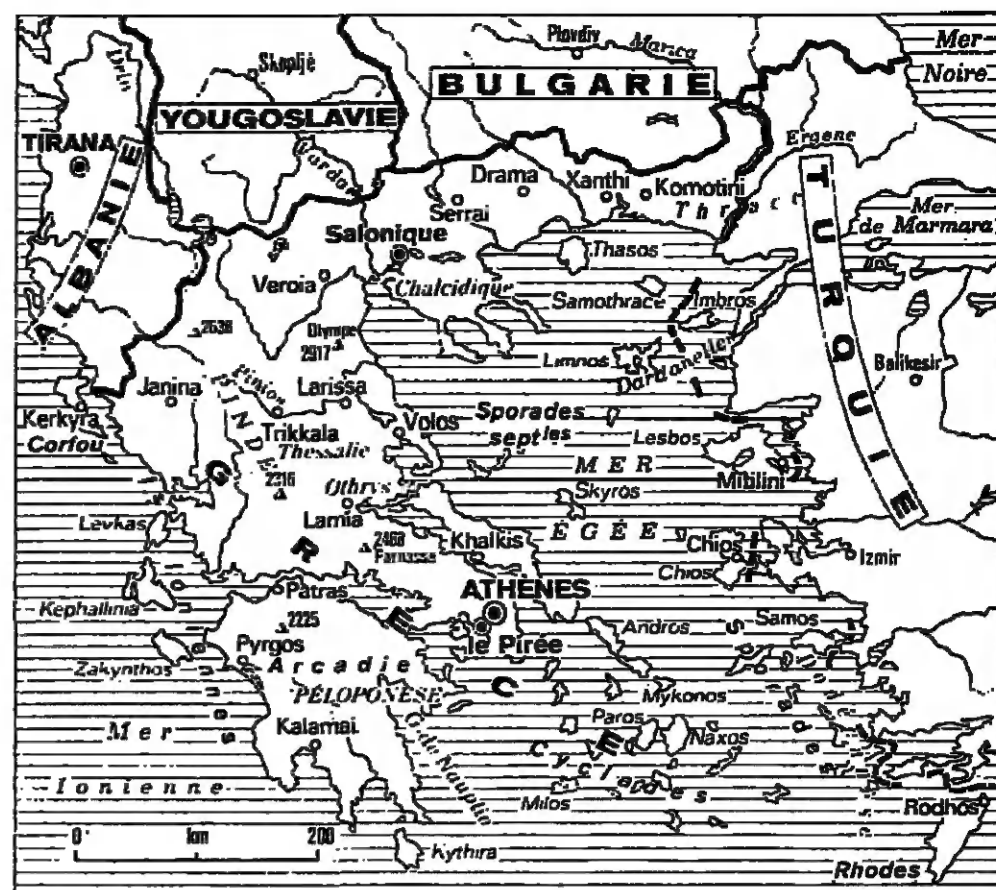
A Athènes comme à Paris, cette victoire socialiste devait beaucoup, certes, à l'usure de l'équipe de droite ou de centre droit sortante. Et aussi au charisme d'un chef de file dont le succès venait couronner une longue patience. Mais elle bouleversait sans doute bien plus de choses en Grèce qu'en France. Restaurée après la chute des colonels en été 1974, la démocratie hellénique paraissait encore fragile : allait-elle supporter l'épreuve de l'alternance ?

A ce jour, la réponse est un oui éclatant. Ce n'est pas le moindre succès d'institutions qui voient coexister un président de la République, M. Caramanlis, issu de l'ancienne majorité, et un premier ministre, M. Papandréou, porte-drapeau de la nouvelle et vivant symbole du « changement ». Un changement encore trop récent, à l'approche du premier anniversaire de la victoire électorale du 18 octobre 1981, pour dresser un bilan complet.

A l'actif du nouveau gouvernement, outre son caractère pacifique dans l'alternance (qui s'inscrit d'ailleurs tout autant au crédit de l'opposition) on doit porter un certain nombre de mesures sociales et juridiques en faveur des plus défavorisés ou encore destinées à mettre un terme à certains archaïsmes de la société grecque.

Au passif figure notamment un préoccupant insuccès économique certes amorcé sous le gouvernement de la Nouvelle Démocratie de MM. Rallis et Averof, mais dont le caractère dramatique tend à s'accentuer. Autres terrains sur lesquels les critiques de l'opposition ne paraissent pas sans fondement : l'orientation de l'information d'Etat et, au-delà, une politisation abusive de la fonction publique. Ce ne sont pas choses nouvelles, mais on attendait sans doute de la gauche un autre type de comportement.

C'est dire à quel point on a été attentif, à Athènes, avant octobre 1981, mais à plus forte raison depuis, à tout ce qui se passait à Paris. Non seulement, bien sûr, parce que la France a traditionnellement joué un rôle important dans les amitiés européennes de la Grèce, ou parce qu'elle est son deuxième investisseur étranger. Mais aussi, mais surtout, parce qu'il apparaissait à beaucoup de Grecs, qu'ils se sentent ou non mem-



bres de la majorité nouvelle, que la France constituait une sorte de laboratoire du changement et que le cours de la vie politique parisienne pouvait préfigurer celui d'Athènes.

A en juger par un certain nombre de réactions, notamment dans la presse, c'est avec des sentiments mêlés que l'opinion hellénique observe les résultats de l'expérience française. Et M. Mitterrand ne trouvera pas à Athènes que des admirateurs : le socialisme au pouvoir ne paraît décidément pas à un certain nombre de Grecs être le remède approprié à la crise économique. Du moins le président français y trouvera-t-il beau-

coup d'ami — de son pays, — même s'ils ne le sont pas tous de son parti.

Héritière d'un passé si riche, si prestigieux, qu'il est souvent plus un handicap qu'un atout, longtemps déchirée par les séquelles d'une guerre civile féroce, puis d'une dictature qui finit par mesurer de ses propres intrigues, la Grèce moderne cherche un peu à titonner des voies nouvelles. La fidélité à l'histoire n'exclut pas de sa part un certain « ras-le-bol » devant les clichés, même les plus flatteurs. Plus dynamique qu'elle ne le croit souvent elle-même, la Grèce qui accueille M. Mitterrand est un pays qui tente — enfin ! — d'épouser son siècle. — B. B.

Athènes, la C.E.E. et l'OTAN

L'émancipation sans rupture

C'ETAIT sans doute dans le domaine de la diplomatie que l'on attendait (non sans crainte dans le camp occidental) les changements politiques les plus nets et les plus spectaculaires de la part du nouveau pouvoir grec. M. Papandréou et ses amis n'avaient-ils pas fait campagne contre l'alliance atlantique et la Communauté économique européenne, l'une et l'autre accusées de porter ombrage à l'indépendance nationale et de limiter la marge de manœuvre d'Athènes ? En fait, dès cette époque, le chef du PASOK tenait sur ce terrain, comme sur bien d'autres, un langage sensiblement plus nuancé que la plupart de ses adversaires. Habile manœuvrier, le futur premier ministre semblait soucieux de ménager l'avenir et de garder les coudecs français. Son ambition, en réalité, se voulait plus élevée, plus « gauloise » que celle qui eût simplement consisté à quitter avec fracas l'alliance atlantique ou le Marché commun. M. Panagoulis vient de démissionner de son poste de secrétaire d'Etat à l'Intérieur parce qu'il estime que le premier ministre, sur ce plan, n'a pas tenu ses promesses. S'il le fallait, M. Papandréou n'exclurait pas d'en arriver là, mais il se serait alors agi d'un moyen, non d'une fin.

La vraie grande ambition de la nouvelle ligne diplomatique d'Athènes est tout simplement de donner à la Grèce un rang international appréciable, supérieur en tout cas à celui dont la gauche a hérité en arrivant au pouvoir en octobre dernier. A tort ou à raison, beaucoup de Grecs estimaient que les précédents gouvernements n'avaient pas su, malgré un retrait d'ailleurs provisoire de l'organisation militaire de l'OTAN, faire entendre suffisamment fort la voix de la Grèce vis-à-vis des Américains mais aussi vis-à-vis de la Turquie, en particulier dans l'affaire de Chypre. Même sans adhérer aux slogans anti-américains

du parti communiste de « l'extérieur », très nettement pro-soviétique, une bonne partie de l'opinion nourrissait à l'égard des Etats-Unis un sentiment qui n'était pas très loin de l'humiliation un peu rageuse, et dont les socialistes ont fort bien su jouer.

Le contentieux avec Ankara

Les rapports avec Washington se compliquent pour Athènes du problème particulier posé par la Turquie, alliée des Etats-Unis et partenaire de l'OTAN. La question n'est pas nouvelle. M. Caramanlis, lorsqu'il dirigeait le gouvernement, avait déjà dû y faire face. La Grèce se sait depuis longtemps indispensable au dispositif de défense occidental en Méditerranée et n'entend pas laisser Ankara tirer seul auprès de Washington le bénéfice d'une telle situation géo-stratégique. Comme son prédécesseur, M. Papandréou comptait sur la menace d'un éventuel retrait grec de l'alliance pour inciter les Etats-Unis à faire pression sur la Turquie afin que celle-ci évacue Chypre ou au moins y amorce une désescalade militaire. Et aussi pour qu'elle assouplisse ses positions sur un certain nombre de points de l'interminable contentieux grec-turc. En particulier, la délimitation des eaux territoriales et de l'espace aérien en mer Egée.

Avec ce sens consommé dont on pourra, au choix, vanter l'habileté ou dénoncer le cynisme, la nouvelle diplomatie grecque s'est ingénée à souffler alternativement le chaud et le froid sur les relations Athènes-Ankara, tout en continuant à maintenir une pression psychologique sur Washington au sujet de l'OTAN. Il n'est plus guère question d'en sortir, mais la Grèce ne manque pas à l'occasion de prendre quelque distance, particulièrement lors des manœuvres ou des réunions communes aux pays de l'alliance.

La nature du régime actuel de la Turquie ne pouvait d'ailleurs que faciliter les choses pour la Grèce. Non que le pouvoir militaire se soit finalement montré plus compréhensif que le pouvoir civil, comme on l'avait d'abord espéré. Mais parce que la répression dont les généraux turcs ont accompagné la lutte contre le terrorisme a jeté une ombre sur les relations d'Ankara avec ses alliés, notamment européens. Toujours est-il que, voici guère plus d'un mois, un moratoire gréco-turc a été conclu qui suspend toutes les démarches mutuellement hostiles de l'un

et l'autre pays et devrait favoriser une certaine reprise du dialogue (*Le Monde* daté 25-26 juillet).

Il est vrai que l'argumentation développée en mai dernier par M. Haig, alors chef du département d'Etat, lors de sa visite en Grèce et en Turquie pour convoier ses interlocuteurs de cesser leur « chantage » à la fermeture des bases américaines peut avoir contribué à cette décision. D'autant plus que dans le principal domaine du contentieux — la situation à Chypre — M. Papandréou s'est heurté à une difficulté inattendue avec l'évolution du président Kyprianou vers la solution préconisée par le parti communiste de Nicosie, à la suite de son alliance avec ce dernier en vue de la prochaine élection présidentielle. Mais en faisant un voyage triomphal à Chypre, le premier ministre grec avait tenu à marquer solennellement que la recherche d'une solution au drame qui déchire l'île depuis l'été 1974 demeurerait pour lui une priorité absolue.

Une « Ostpolitik » à la grecque

Dans différentes circonstances, la nouvelle diplomatie grecque a pris ses distances, non plus seulement avec une alliance atlantique jugée trop complaisante pour les Grecs, mais bel et bien avec l'ensemble du camp occidental. Non que M. Papandréou puisse sérieusement être suspecté de la moindre tentation pro-soviétique. Mais la Grèce ambitionne de jouer dans les relations Est-Ouest un rôle original, un peu à la manière de la France du général de Gaulle ou de la R.F.A. de M. Brandt. Cette tentation, au demeurant, n'est pas nouvelle, et M. Caramanlis rêvait déjà d'une « Ostpolitik » à la grecque. M. Papandréou a poussé plus loin sa mise en œuvre, comme on l'a vu en particulier à propos de la situation en Pologne.

La Grèce a pour l'instant adopté une attitude beaucoup moins sévère à l'égard de Moscou ou du régime militaire de Varsovie que ses partenaires des Dix par exemple. Athènes excelle désormais dans l'art d'exprimer « des réserves significatives » lorsque la solidarité occidentale est sollicitée, fût-ce de façon purement verbale. Il est vrai que M. Papandréou a, en plus de ses ambitions diplomatiques en direction de l'Europe de l'Est, deux autres bonnes raisons au moins de ne pas s'afficher outre mesure à l'Ouest.

Les limites des relations avec la France

APRÈS les visites officielles du général de Gaulle en mai 1963 et de M. Valéry Giscard d'Estaing en septembre 1975, celle de M. François Mitterrand met en relief un courant de francophilie issu de la mémoire collective et de la sensibilité des Hellènes. Ce courant demeure toujours aussi fort et aussi profond, mais il n'en reste pas moins que l'influence réelle de la France ne correspond toujours pas à son rayonnement dans ce pays. Et alors que les Anglais, les Allemands et les Américains, pourtant moins compris et donc moins appréciés du peuple grec, continuent à jouer un rôle souvent déterminant, la France n'est pas encore parvenue à s'assurer de plus importantes posi-

tions et des relations vraiment privilégiées.

Les Grecs n'ont pas oublié la part considérable assumée par la France dans leur lutte pour l'indépendance et la liberté. Dès la seconde moitié du dix-huitième siècle, avant même que n'éclate l'insurrection contre le joug ottoman, les écrits de Montesquieu et des Encyclopédistes avaient un profond écho dans ce pays. Durant les quatre siècles de la domination ottomane, les Grecs n'ont jamais cessé de vouloir redevenir une nation libre. C'est en se réclamant des droits de l'homme proclamés par la France que les patriotes grecs appelaient les peuples balkaniques à se libérer.

MARC MARCEAU.
(Lire la suite page 8.)



Le Groupe Bancaire Français International
Europe — 20 pays
Amérique — 14 pays
Afrique — 21 pays
Moyen-Orient — 7 pays
Extrême-Orient — 15 pays

Le Groupe de la BANQUE NATIONALE DE PARIS première banque française, seconde banque mondiale, dispose d'un réseau national de plus de 2000 agences et d'un réseau international de 700 agences implantées dans 77 pays.

En GRECE :

BNP
Succursale à Athènes
5, rue Koumbari
tel. 364.37.11
telex : 210759



BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social : 16 Boulevard des Capucines 75009 PARIS
Tél. : 244.45.46 - Télex 280 605

BERNARD BRIGOLEUX.

LA PRESSE SOVIÉTIQUE PUBLIE DES COMPTES-RENDUS SUR LES MANIFESTATIONS DE « VOYOUS »

(De notre correspondant)

Moscou. — M. Brejnev est parti pour la Grèce, après avoir passé quelques jours sur les bords de la mer Noire. Les manifestations de « voyous » ont été dénoncées par la presse soviétique. M. Brejnev a déclaré que les manifestations de « voyous » sont une honte pour la Grèce. La presse soviétique a dénoncé les manifestations de « voyous » en Grèce. M. Brejnev a déclaré que les manifestations de « voyous » sont une honte pour la Grèce. La presse soviétique a dénoncé les manifestations de « voyous » en Grèce.

La Grèce qui accueille, ce mercredi 1^{er} septembre, M. François Mitterrand en visite officielle n'est pas aujourd'hui un hôte tout à fait comme les autres — si elle le fut jamais. Cinq mois après la France, elle a en effet, elle aussi, choisi de donner sa chance à la gauche en accordant au parti socialiste panhellénique de M. Andreas Papandréou une majorité absolue au Parlement.

A Athènes comme à Paris, cette victoire socialiste devait beaucoup, certes, à l'usure de l'équipe de droite ou de centre droit sortante. Et aussi au charisme d'un chef de file dont le succès venait couronner une longue patience. Mais elle bouleversait sans doute bien plus de choses en Grèce qu'en France. Restaurée après la chute des colonels en été 1974, la démocratie hellénique paraissait encore fragile : allait-elle supporter l'épreuve de l'alternance ?

A ce jour, la réponse est un oui éclatant. Ce n'est pas le moindre succès d'institutions qui voient coexister un président de la République, M. Caramanlis, issu de l'ancienne majorité, et un premier ministre, M. Papandréou, porte-drapeau de la nouvelle et vivant symbole du « changement ». Un changement encore trop récent, à l'approche du premier anniversaire de la victoire électorale du 18 octobre 1981, pour dresser un bilan complet.

Devant l'ambassade de Pologne à Paris

UNE IMMENSE CROIX DE FLEUR

Près de 100 personnes ont participé à la manifestation. Une immense croix de fleur a été portée par les manifestants. La manifestation a été très pacifique. Les forces de l'ordre ont été très nombreuses. La manifestation a été très réussie.

La manifestation a été très réussie. Les forces de l'ordre ont été très nombreuses. La manifestation a été très pacifique. Les manifestants ont été très nombreux. La manifestation a été très réussie.

La manifestation a été très réussie. Les forces de l'ordre ont été très nombreuses. La manifestation a été très pacifique. Les manifestants ont été très nombreux. La manifestation a été très réussie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Boue-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie : du Monde, 3, rue des Italiens, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire : n° 57 437. ISSN : 0026 - 9360.

M. ANDREAS PAPANDREOU : le socialisme à l'épreuve du réel

« **V**OUS étiez son fils. Maintenant, il est votre père... ». Ainsi un admirateur félicite-t-il, il y a un peu moins d'un an, M. Andreas Papandreou au lendemain d'une victoire qui allait achever d'en faire bien plus que l'héritier, à tout le sens du mot, de Georges. Mais il y avait déjà, en réalité, un certain nombre d'années que le nouveau premier ministre grec s'était distingué de l'ancien. Et qu'il avait réussi non seulement à se faire un prénom, mais encore à obtenir que, pour les jeunes électeurs au moins, le nom de famille évoquât plus spontanément le fils que le père.

Pourtant, M. Papandreou n'est pas entré en politique à l'âge des jeunes loups. Les circonstances, il est vrai, l'avaient incité à une longue patience. Connaître deux fois l'exil, durant son adolescence, avec la dictature de Metaxas, puis, de 1967 à 1974, avec celle des colonels, ne favorise pas les plans de carrière politique soigneusement organisés.

Un premier séjour aux États-Unis avait conduit le jeune Andreas à embrasser tout à la fois la carrière universitaire et la citoyenneté américaine, en 1944, au prix d'un service de deux ans dans l'U.S. Navy. Le second exil, après des débuts en dents de scie dans la vie politique hellénique, devait voir M. Andreas Papandreou reprendre le chemin du Nouveau Monde.

La chute des colonels après les événements de Chypre, en été 1974, lui permit enfin d'entamer la grande carrière politique à laquelle il a décidé de se consacrer désormais pleinement. Son retour à Athènes, comme d'ailleurs celui de son grand rival, M. Georges

Caramanlis, est triomphal, en particulier parmi la jeunesse. Ses succès de mélanges sont considérables. Son étoile ne cesse de monter. Il n'empêche : chat échaudé craint l'eau froide et les électeurs grecs, sortant de sept ans de dictature d'extrême-droite, préfèrent obstinément les modérés à la gauche.

Car, entre-temps, M. Papandreou a évolué. Certes, il se situait déjà plutôt à l'aile gauche de la formation centriste de son père avant le coup d'État du 21 avril 1967. Mais lors de son second exil, il est devenu socialiste. Un mot qui fait encore peur à beaucoup dans un pays où la guerre civile de la Libération, après la sédition communiste, a laissé dans bien des têtes la hantise des « rouges ». Il lui faudra encore sept ans de lutte pour arriver au pouvoir, le 18 octobre dernier, porté par une vague électorale qui ressemble fort à un raz de marée.

Le temps de l'action

Commence alors pour cet orateur brillant, charmeur, pour ce théoricien admirateur de Kennedy, mais touché sur le tard par la grâce socialiste, le temps de l'action, et donc celui des dures réalités. L'alternance s'effectue sans drama, certes. La droite s'incline devant le verdict des urnes, l'armée ne bronche pas. Mais le chef du parti socialiste panhellénique, si sage et pragmatique premier ministre qu'il se vaille, a de jeunes amis encombrants et remuants, toujours prompts à la surenchère. Quant aux faits économiques, ils sont, comme les autres, têtus. Du moins à l'appro-

che du premier anniversaire de sa victoire de 1981, et donc des premiers bilans, M. Papandreou peut-il se flatter d'avoir su, grâce à sa considérable « équation personnelle », et même à son authentique charisme, faire admettre à ses électeurs que nombre de ses engagements parmi les plus spectaculaires soient, au minimum, différés. Tout particulièrement en ce qui concerne la politique étrangère d'Athènes. Au risque de donner rétrospectivement un certain crédit aux critiques de ceux qui l'accusaient, durant la campagne, de promettre tout et n'importe quoi pour se faire élire, et d'abuser d'une magie du verbe où il excelle. Et peut-être aussi, plus subtilement, mais plus dangereusement, de réinventer une certaine campagne déjà ancienne contre lui : celle qui tend à le présenter, malgré ses déclarations souvent hostiles à l'alliance atlantique et à Washington, comme une sorte d'« Américain honteux », voire de « sous-marin » des États-Unis.

Son passé durant l'exil, les origines de sa femme, sa parfaite connaissance de l'Amérique et de sa langue, les amitiés solides qu'il a nouées dans le Nouveau Monde, tout a pu être utilisé contre lui pour le dépeindre, contre vent et marée, comme « l'homme de Washington ». Non pas tant chez les communistes, d'ailleurs, qu'à l'extrême-droite. Mais pour beaucoup de Grecs qui l'observent se coller avec les difficultés économiques, tout en tentant de rendre à la Grèce le rang international qu'il voudrait lui voir tenir, Andreas Papandreou est tout simplement « l'homme d'Athènes ».

B. B.

Les limites des relations avec la France

(Suite de la page 7)

Les Grecs n'oublient pas non plus que, dès 1821, l'opinion publique française s'enflamma pour leur cause et que les armées françaises furent présentes à Navarin avec l'amiral de Ligny et en Morée avec les généraux Fabvier et Maison. A Thessalonique, un cimetière pieusement entretenu témoigne de la fraternité d'armes de 1917-1918 et de 1940. Cependant les Hellènes ne peuvent également oublier le rôle joué par une Russie protectrice de l'orthodoxie, une Allemagne liée à l'ancienne dynastie grecque et une Grande-Bretagne suivie par une oligarchie, dont le noyau central demeure constitué par des armateurs aux intérêts étroitement imbriqués avec ceux de la cité. Ces puissances tutélaires ont régulièrement pesé de leur poids sur les affaires grecques. L'influence américaine devenant progressivement prépondérante après la seconde guerre mondiale.

Luttes d'influences

Ceux qui, à Athènes, se sont efforcés durant les dernières décennies de rapprocher plus étroitement la Grèce et la France se sont heurtés aux tenants d'un camp anglo-saxon bien décidé à conserver cette « classe gardée ». Ainsi le tir de barrage déclenché par ce qui est pudiquement qualifié de « facteur allié » fut particulièrement violent lors de la visite du général de Gaulle en mai 1963. Aux yeux de la grande majorité des Hellènes, du paysan à l'officier, de la jeunesse des champs et des ateliers à celle des universités, le général de Gaulle incarnait l'indépendance et la dignité nationales. Mais sa visite fut gâtée par certains milieux dirigeants.

M. Constantin Caramanlis, francophile viscéral et courageux, réticent devant la tutelle américaine, était premier ministre lorsque, dans un fracassant discours prononcé à Thessalonique, le chef de l'État français invita les Grecs à se rapprocher plus étroitement de la France. Le mois suivant M. Caramanlis était écarté du pouvoir et choisissait l'exil à Paris.

Vers la fin de 1974, l'effondrement de la dictature, le rétablissement de la démocratie et le retour au pouvoir de M. Constantin Caramanlis créèrent une conjoncture particulièrement favorable à la France. Alors que depuis 1948 les nouvelles réalités économiques avaient entraîné les jeunes générations vers les Anglo-Saxons, une flambée de francophilie fit quelque peu illusion.

Dans le cadre de la traditionnelle politique française au Levant, certains pensèrent qu'Athènes pouvait constituer un relais et un support. Paris tenta alors une percée qui fut vite et radicalement contrée. Lors de sa visite en septembre 1975, M. Valéry Giscard d'Estaing savait à quel s'en tenir.

Il est vrai que cette visite ne suscita pas cet élan d'enthousiasme, voire cette ferveur politique qui avaient marqué celle du général de Gaulle. Les étroites et amicales relations entre M. Giscard d'Estaing et M. Caramanlis avaient en effet quelque peu personnalisées les relations entre la France et la Grèce, et comme l'on hérite toujours des ennemis de ses amis, le président de la République française se vit boudé par les Grecs hostiles au premier ministre d'alors.

Le même phénomène psychologique marque la visite de M. François Mitterrand qui, par ailleurs, se situe dans une période par trop tonitruante. En effet, le succès du parti socialiste grec a été perçu comme un prolongement de la victoire électorale des socialistes français. Du coup, ceux qui en Grèce doutent, refusent ou s'opposent à l'expérience en cours dans ce pays ont tendance à regarder M. François Mitterrand à travers le prisme de leurs options politiques.

L'attirance de Paris

Il n'en reste pas moins que, sur le plan culturel, la présence de la France demeure sensible et s'est renforcée depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir. Paris attire toujours les intellectuels, les artistes, les hommes de science grecs, et même les jeunes grecs traditionnellement les moins bien disposés à l'égard de la France ne peuvent que constater combien leurs lecteurs s'intéressent à tout ce qui est français.

Sur le plan économique, la France a indiscutablement gagné de nouvelles et fortes positions. Les échanges sont plus nombreux et la collaboration plus étroite dans le domaine de la recherche scientifique et de la technologie. Des groupes français participent activement au développement économique de la Grèce et de son équipement. Une collaboration s'est engagée pour la modernisation des divers services grecs, mais la France est durement contrée par la concurrence internationale dans presque tous les secteurs et à bien des niveaux.

La présence de la gauche américaine

Sur le plan politique, il existe des liens d'amitié et de confiance entre les dirigeants socialistes grecs et français, mais pas au point de réduire le rôle important joué par les sociaux-démocrates allemands par exemple. En effet, les dizaines de milliers de travailleurs grecs vivant en République fédérale d'Allemagne, et dont la plupart sont des fervents partisans de M. Papandreou, assurent une liaison permanente entre les deux pays. Comme, d'autre part, la République fédérale d'Allemagne dispose en Grèce de nombreux, puissants et fidèles supports dans les milieux économiques et industriels, Bonn ne manque pas d'attouts dans son jeu.

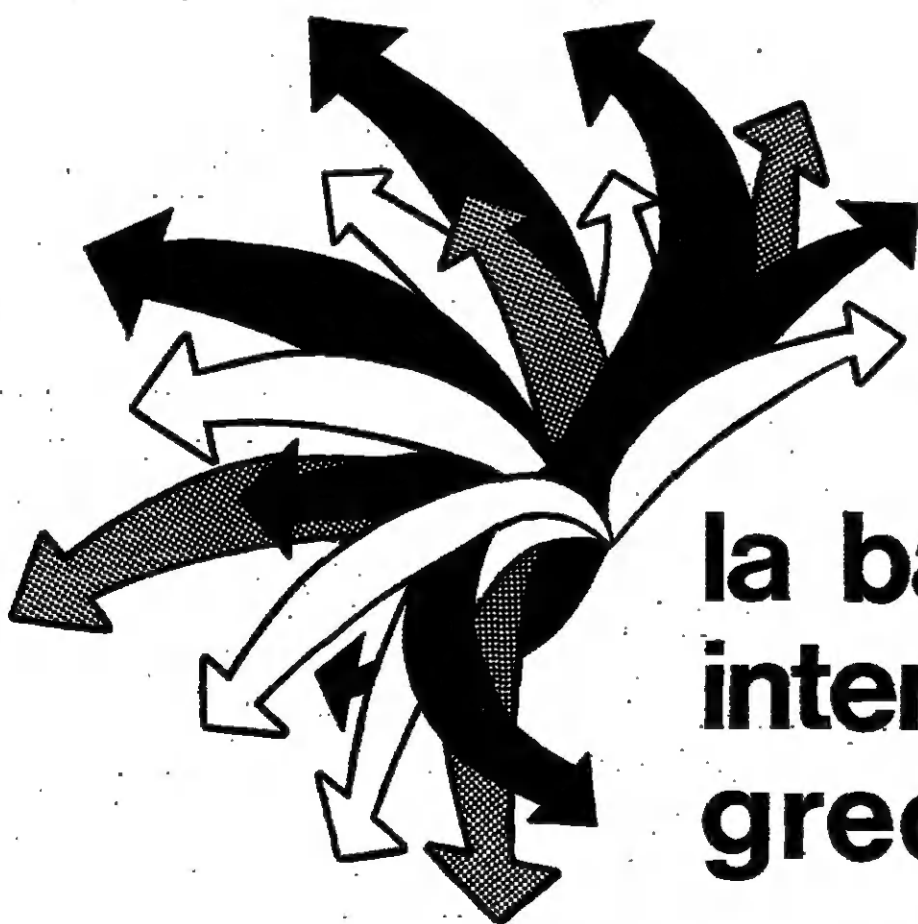
De toute façon, la politique étrangère très diversifiée du nouveau gouvernement grec limite les possibilités d'une plus concrète coopération avec Paris. Enfin, à Athènes, avec ses économistes et ses technocrates, la gauche américaine occupe de plus en plus le haut du pavé et contrebalance l'influence des pro-Européens et des francophiles.

Ainsi, la visite du président François Mitterrand illustre avec éclat la puissance d'attraction exercée par la France dans ce pays, mais les constantes nationales, les impératifs géopolitiques et les fortes positions acquises par les autres puissances tracent les limites de l'influence française. Cependant, ces limites ne sont pas immuables, et de nouveaux horizons pourraient s'ouvrir à la présence française.

MARC MARCEAU.

MEILLY ET
SC.PO
classe préparatoire
CEPES

Atelier de poterie
LE CRU ET LE CUIT
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
1 RUE LACPEDE, PARIS-14
Tél. 01 47 00 11 11



la banque internationale grecque

La Banque Nationale de Grèce est la plus grande institution bancaire en Grèce. Elle contrôle un groupe de 25 compagnies du secteur bancaire — assurance, industrie et tourisme — qui sont parmi les plus étendues et les plus avantageuses du pays.

La Banque Nationale dispose de 400 succursales en Grèce et de 19 succursales et bureaux à l'étranger. Elle contrôle aussi 4 institutions bancaires à l'étranger (ayant 15 succursales) et 5 institutions bancaires dans le pays même.

Ainsi des transactions en Grèce signifient avoir à faire avec la Banque Nationale de Grèce.

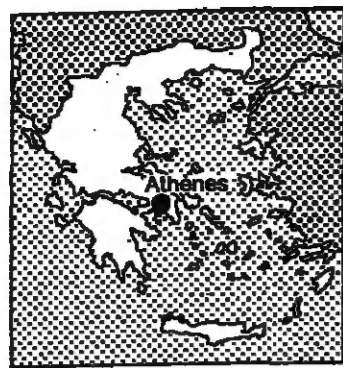


BANQUE NATIONALE DE GRECE

A Paris: 65, avenue Franklin-D. Roosevelt - Tel.: 359.0403

هكذا من الأصل

La Société Générale en Grèce



Présente dans plus de 65 pays la Société Générale peut faciliter vos affaires en Grèce.

Succursale d'Athènes
3, rue Korai
Athènes 132
Tél : 325.50.01
Télex : 219055 SOGE GR

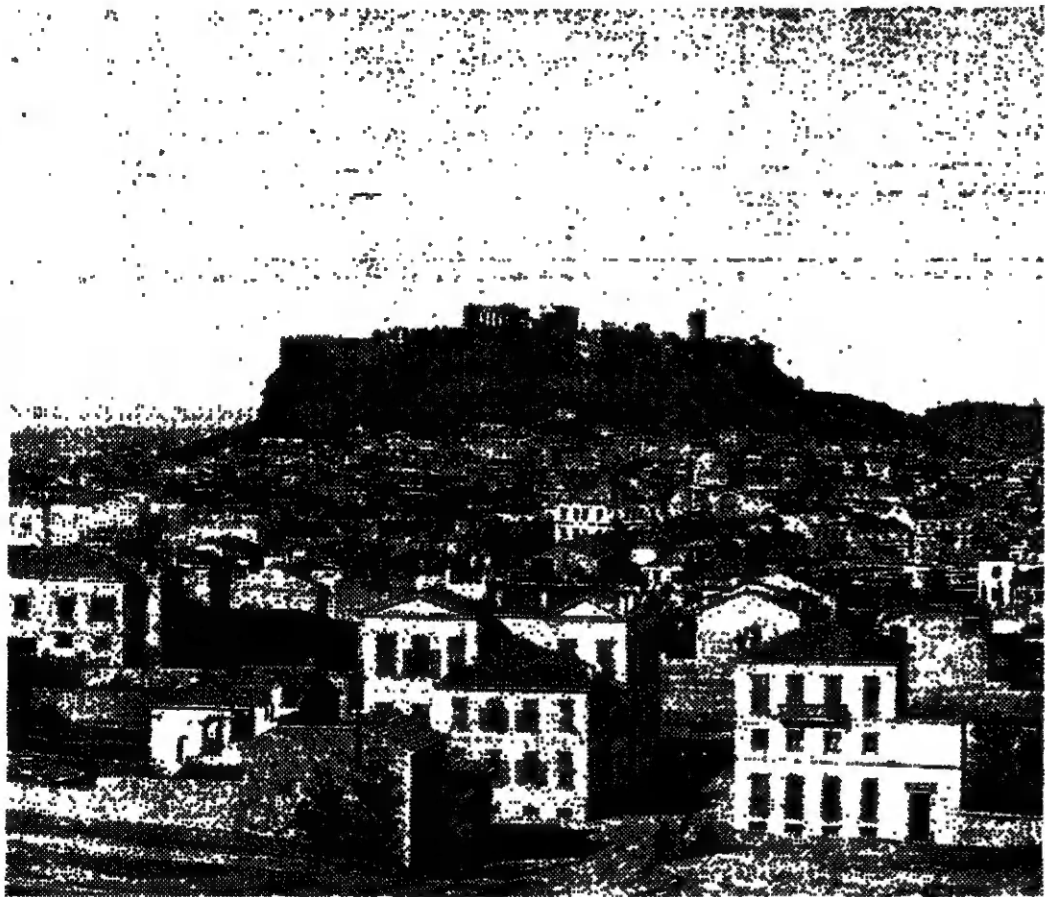
© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



BANQUE COMMERCIALE DE GRÈCE

Vos intérêts en Grèce
seront mieux servis par nous

Succursales dans tout le Pays
Correspondants dans le monde entier



ATHÈNES, ANCIENNE VILLE ET L'ACROPOLE

PARIBAS EN GRÈCE

A Athènes et au Pirée,
les succursales de la Banque Paribas
sont au service
des sociétés locales et des compagnies internationales.

Banque de Paris et des Pays-Bas
Panepistimiou, 39.
B.P. 527 Athènes 111
Tél : 325.50.21 - Télex : 210 761 BPPB GR

Banque de Paris et des Pays-Bas
Off Shore
Merarchias, 13
B.P. 422 Piraeus
Tél : 413.72.02 - Télex : 211 541 BPPB GR

Directeur des succursales de Grèce : Dimitri PANDELAGIS

LA BATAILLE DES PRIX ET DES REVENUS

En prenant le pouvoir en octobre 1981, le premier ministre, M. André Papandréou, s'est retrouvé face à une situation économique difficile. L'absence de toute planification, les contradictions d'une navigation à vue, la gabegie et le laxisme des dernières années avaient aggravé les faiblesses structurelles, sans oublier les problèmes créés par la crise du pétrole et la récession mondiale.

Le 22 novembre 1981, devant le Parlement, le premier ministre expose les grandes lignes de la politique économique de son gouvernement. De 1974 à 1981, le drachme avait perdu les deux tiers de sa valeur avec un taux d'inflation dépassant 25 % ; les investissements productifs et le revenu national stagnaient et le déficit du budget ordinaire de l'Etat était passé de 22,5 milliards à 190 milliards de drachmes, alors que le déficit du secteur public était passé de 128 milliards à 350 milliards de drachmes. Pour sa part, le déficit de la balance des paiements était passé de 932 millions de dollars en 1976 à 2,3 milliards de dollars en 1981 et le service de la dette extérieure n'avait cessé d'augmenter, pour atteindre 700 millions de dollars en 1981.

Inflation

Après avoir dénoncé l'inégalité des conditions et les injustices sociales, M. Papandréou mit en relief les disproportions dans le développement des différentes régions du pays. Après avoir indiqué que l'objectif fondamental de son gouvernement était un développement économique autonome, lié au progrès social, à la mise en valeur de toutes les forces productives, à une plus équitable répartition de la richesse et du revenu national, le premier ministre annonce d'importantes changements institutionnels et un plan quinquennal de développement s'étalant sur la période 1983-1987.

Un pareil changement ne peut que progresser lentement, par étapes prudentes, car il se heurte à des structures économiques et administratives figées et menacées de sclérose, ainsi qu'à l'hostilité de l'ancien système. Cependant, le gouvernement socialiste devait courir au plus pressé : maintenir l'économie sous contrôle, maîtriser l'inflation, lutter contre le chômage et, en inspirant confiance, créer les conditions pouvant permettre une relance générale.

Le 6 juillet 1982, M. Papandréou a remanié son gouvernement. L'intendance ne suivait pas. Et une conjoncture maussade imposait une refonte des équipes spécialement chargées des secteurs économiques. Pragmatique, le premier ministre filina quelques poids morts et fit appel à des économistes et technocrates, car il estime que l'organisation économique doit être laissée aux spécialistes en la matière.

Aujourd'hui, il serait difficile de tenter de faire un bilan complet et rigoureux de l'évolution économique depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir. Les données vérifiées sont peu nombreuses et les statistiques officielles parfois contradictoires. Quant aux éléments avancés par l'opposition, ils relèvent plus de la polémique que de l'information.

Pour l'inflation, l'opposition prétend qu'elle dépassera 30 % d'ici la fin de l'année, mais le gouvernement affirme qu'elle sera finalement inférieure à 25 %. Alors que le marnage commercial persiste, l'industrie se présente comme toujours aussi délabrée, avec un endettement gigantesque et des structures anachroniques. Le gouvernement s'efforce d'assainir le secteur industriel, en éliminant les « canards boiteux », en soutenant les unités rentables et en encourageant tout particulièrement les P.M.E. Pour ce qui est du secteur agricole, par suite des mesures prises par le gouvernement et du dynamisme de coopératives de plus en plus nombreuses, une pierre blanche devrait marquer 1982. En revanche, l'investissement demeure incertain et problématique.

La marine marchande pose problème. Les armateurs grecs affrontent une crise, et 10 % de leurs navires sont désarmés. La crise mondiale du fret frappe 30 % des tanques et 25 % des cargos, ce qui entraîne une flambée du chômage chez les inscrits maritimes. Cette crise provoque aussi une chute des rentrées en devises (13 % pour le premier trimestre 1982).

Des mesures radicales s'imposent pour permettre à l'armement grec de faire face à une concurrence internationale de plus en plus redoutable. Cependant, il conviendra également de créer de véritables liens entre l'économie du pays et les armateurs, qui ont toujours tendance à recourir aux pavillons de complaisance, et dont certains ont déjà transféré leurs bureaux à l'étranger (lire ci-dessous l'article de François Grosrichard).

Outre le fret, la balance des paiements sera affectée par une diminution des rentrées en devises assurées par les travailleurs grecs de l'étranger et par le tourisme. Des lacunes et des défaillances font que, cette année, la progression touristique paraît devoir marquer le pas (lire ci-contre).

Chômage

Un autre problème préoccupant est le chômage. Le taux officiel est d'environ 6 %, particulièrement fort dans l'industrie et le bâtiment. Cependant, il faut tenir compte du fait que, en Grèce, la structure de l'emploi est différente de celle des autres membres de la Communauté économique européenne. En Grèce, les salariés représentent la moitié de

l'emploi contre 81 % en moyenne dans la Communauté. En outre, le secteur agricole, avec ses ouvriers saisonniers et les emplois occasionnels, rend encore plus floue la délimitation entre salariés et non-salariés, et il faut tenir compte du nombre très élevé de jeunes à la recherche d'un premier emploi. Enfin, le problème du chômage se complique du fait que près de 100 000 étrangers travaillent en Grèce, dont environ 70 000 au marché noir et sans permis de travail.

C'est dans le domaine de la microéconomie que le gouvernement socialiste livre une bataille tout aussi rude que sur les plans politique et social. De substantielles augmentations des salaires et traitements, ainsi que divers avantages sociaux, ont saisi les salariés, alors que les petits retraités, les agriculteurs et les économiquement faibles ont vu leur sort s'améliorer. Il n'a rien de moins que la défense du pouvoir d'achat et du « panier de la ménagère » demeure au centre des priorités gouvernementales. En effet, si les Grecs ne sont plus pauvres (800 000 voitures privées et plus de 2 millions d'appareils de télévision), ils n'en sont pas moins mornes et de plus en plus préoccupés par leurs problèmes quotidiens.

Or la politique des prix et des revenus demeure menacée par l'enrichissement constant des produits importés, mais aussi par le jeu de divers groupes de pression que le nouveau pouvoir socialiste intrigue ou inquiète. Le gouvernement ne peut également tolérer les spéculations faussant les circuits de distribution au détriment des consommateurs. En modifiant la législation qui concerne les mandataires, les grossistes et tout le système de ravitaillement du pays, les dirigeants socialistes ont ouvert des brèches dans des forteresses jusqu'ici imprenables.

Optimisme

Si le gouvernement gagne la bataille des prix et des revenus, il aura surmonté l'un des plus grands obstacles situés sur la voie du changement. Le combat est d'autant plus sévère qu'il relève en grande partie de facteurs psycho-sociologiques. Les dirigeants socialistes doivent donc tenir compte non seulement de la résistance des industriels et des magnats de la finance, mais également des mentalités et des habitudes acquises.

De toute façon, les milieux gouvernementaux font preuve d'un certain optimisme : l'inflation sera contenue, le revenu national sera légèrement augmenté et le déficit du secteur public sera ramené de 17 à 12 % du produit national brut, alors que les signes d'une relance économique devraient se préciser d'ici la fin de l'année.

M. M.

LA PREMIERE FLOTTE MARCHANDE

À lire les statistiques officielles du Lloyd's Register of Shipping, la flotte marchande grecque n'occupe que le second rang mondial (3 344 navires), 41,8 millions de tonnes de jauge brute au 30 juin 1981, derrière le Libéria (2 195 navires, 74,7 millions de tonnes).

Mais ces chiffres sont trompeurs. Car sous le pavillon de Monrovia et sous d'autres immatriculations dans des pays de complaisance (Chypre, Singapour, Panama) se cachent en réalité des cargos, des pétroliers, des paquebots, des minéraliers, appartenant à des armateurs ou des grandes familles du Pirée, les Niarchos, Lemos, Chandris, Livanos, Callimachopoulos, les héritiers d'Onassis, les frères Goulandris, et beaucoup d'autres dont les bureaux d'ailleurs sont beaucoup plus importants à Londres et à New York qu'en Grèce même. Il est remarquable d'autre part que la très grande majorité des armateurs grecs soient avant tout des entrepreneurs individuels et que les noms des armements soient les noms patronymiques de leurs animateurs.

Avec l'entrée de la Grèce dans la C.E.E. en janvier 1981, la Communauté européenne regroupe désormais plus du quart du tonnage mondial (la France, avec 11 millions de tonnes, est au neuvième rang).

Une exploitation moins coûteuse

La flotte grecque compte plus qu'elle ne concurrence les armements européens. En effet, les navires battent pavillon bien et blanc appartiennent, pour 70 % d'entre eux, à la catégorie du « tramp » c'est-à-dire qu'ils ne naviguent pas sur des itinéraires réguliers, à date fixe pour les escales. Transporteurs de pétrole, de minerais, de céréales, de farines ou de produits divers, ou encore de gaz, ces navires effectuent des voyages à la demande, en fonction du jeu de

l'offre et de la demande, à la différence de ce que l'on appelle les cargos de lignes régulières.

Autre différence avec les armements de la « vieille Europe » : les navires grecs coûtent en général moins cher, à l'exploitation que les bateaux français, belges, allemands ou suédois, et ce pour deux raisons au moins :

— Les équipages sont rémunérés à des taux de salaires généralement inférieurs à ceux pratiqués sur les navires des autres pays de la C.E.E. La loi grecque limite à 25 % de l'effectif total le nombre de marins étrangers pouvant être employés sur les navires grecs. Les syndicats reprochent aux armateurs de dépasser régulièrement ce plafond. Effectivement fin 1980, 59 500 Grecs et 32 300 étrangers travaillaient à bord de navires grecs. Mais les armateurs ne trouvent pas, dans le pays même, suffisamment de jeunes attirés par les métiers de la mer. C'est pourquoi ils s'efforcent de passer des contrats avec les organisations syndicales de Sri-Lanka, de l'Inde, du Bangladesh, des Philippines, pour embaucher des marins de ces pays (aux postes subalternes).

— Leurs navires étant, en moyenne, plus anciens, les charges d'amortissement sont moins lourdes. La vétusté des navires grecs (les cargos notamment), le non-respect à bord de certaines règles élémentaires de sécurité, d'hygiène, de salaires, ont souvent été dénoncés. Mais les pouvoirs publics et les armateurs ont pris conscience récemment — de la mauvaise image que pouvait donner le pavillon hellénique et ont entrepris d'y remédier. Une loi récente, qui veut encourager le renouvellement de la flotte nationale, fixe à dix-sept ans la limite d'âge pour l'inscription d'un navire sous pavillon grec.

L'âge moyen des cargos grecs est toutefois de quatorze ans et le taux des pertes est généralement plus élevé que le taux mondial.

L'importance de la flotte a des répercussions bénéfiques sur la

balance des paiements du pays bien que les armements grecs soient obligés de verser des sommes considérables à l'étranger pour l'entretien et l'exploitation de leurs navires qui sillonnent toutes les mers du monde, pour les réparations, les assurances, les fournitures, la construction des navires (les chantiers navals n'ont pas une capacité en rapport avec la flotte), et l'envoi des salaires des marins étrangers dans leurs pays d'origine.

Une crise grave

Toutefois, note un récent numéro du *Norwegian Shipping News*, les recettes invisibles provenant de l'activité maritime dépassent certaines années celles du tourisme. En 1981, elles ont été évaluées à 2 milliards de dollars. La même revue ajoute : « En ce qui concerne l'exploitation des navires, les armateurs ne croient pas que le gouvernement socialiste modifiera sensiblement le cadre juridique relatif aux immatriculations, qui leur a permis de rapatrier, du 1^{er} janvier 1978 au 1^{er} août 1981 438 navires, totalisant 9,5 millions de tonnes, auparavant inscrits au Libéria, à Panama ou à Chypre ».

Comme tous les armateurs du monde, les Grecs ressentent les effets de la crise maritime mondiale due à une surcapacité du tonnage par rapport aux quantités de marchandises à transporter (surcapacité due notamment aux énormes investissements faits par les armateurs de l'Asie du Sud-Est, notamment de Hongkong).

Le nouveau ministre grec de la marine marchande, M. Georges Katsifaras, a d'ailleurs déclaré très récemment que la situation de la marine grecque était beaucoup plus grave qu'on ne l'avait pensé et que le nombre des navires désarmés pourrait atteindre mille d'ici à la fin de l'année.

FRANÇOIS GROSCHARD.

سكرا من الاصل

CE : La recherche REVENUS

contre 81 % en moyenne la Communauté. En outre, le secteur agricole, avec ses ouvriers agricoles et les emplois occasionnels, est encore plus touché par la déflation entre salariés et non-salariés et fait tenir compte de la déflation d'un premier emploi. Le problème du chômage se pose du fait que près de 100 étrangers travaillent en France, dont environ 70 000 au Maroc et sans permis de travail. Dans le domaine de la recherche, le gouvernement a lancé une bataille tout aussi que sur les plans politiques. De substantiels augmentations de salaires et traitements, des avantages sociaux, des retraites, les agriculteurs et économiquement faibles ont vu leur sort s'améliorer. Il n'est pas que la défense du pouvoir, mais du « panier de la ménagère » des gouvernements. En effet, la Grèce ne soit plus pauvre, 1000 voitures privées et plus de 1000 d'appareils de télévision, les gens ne sont pas moroses et en plus préoccupés par leurs problèmes quotidiens. La politique des prix, sous l'égide de la loi de stabilisation des prix, a été imposée, mais aussi par les divers groupes de pression qui ont vu leur pouvoir socialiste inquiéter. Le gouvernement ne peut tolérer les spéculations (aussin les circuits de distribution au détail des consommateurs). En modifiant la législation qui cerne les mandataires, les gens et tout le système de revendre le du pays, les dirigeants ont ouvert des brèches dans le système jusqu'ici impensable.

Optimisme

Si le gouvernement gagne la bataille des prix, il des revenus, il a su imposer l'un des plus grands succès situés sur la voie du changement. Le combat est d'autant plus ardu qu'il relève en grande partie des secteurs psychosociologiques. Les dirigeants socialistes doivent tenir compte non seulement de la résistance des industriels et des agents de la finance, mais également des mentalités et des habitudes.

De toute façon, les milieux gouvernementaux font preuve d'un certain optimisme. L'inflation sera contenue, le revenu national sera globalement augmenté et le déficit du secteur public sera ramené de 17,2 % du produit national brut, alors que les signes d'une relance économique devraient apparaître au premier trimestre de l'année.

M. M.

ARCHANDE

Balance des paiements du pays qui ne les armements grecs soient obligés de verser des sommes considérables à l'étranger pour l'entretien de l'exploitation de leurs navires qui allongent toutes les mers du monde. Les réparations, les assurances, les fournitures, la construction de navires des chantiers navals ont une capacité en rapport avec la flotte), et l'entretien des navires de marine étrangers dans leurs ports d'origine.

Une crise grave

Toutefois, note un récent numéro du *New York Times*, les recettes fiscales grecques provenant de l'activité maritime dépassent les dépenses annuelles de la marine. En 1981, elles ont été de 2 milliards de dollars. Le même chiffre a été atteint en 1980. L'exploitation de la mer, les travailleurs ne craignent pas que le gouvernement socialiste ne détruise le secteur qui leur a permis de gagner leur vie. Le 10 septembre 1982, le rapport de l'Union grecque des travailleurs de la mer, les 9,5 millions de membres appartenant à 100 000 entreprises de pêche en Méditerranée, l'Asie du Sud-Est, notamment à Hongkong.

Le nouveau ministre grec de la marine maritime, M. George Katsifaras, a déclaré que la situation de la marine grecque était meilleure que celle de la marine grecque et que le nombre des navires grecs appartenant à l'industrie maritime a augmenté l'année dernière.

FRANÇOIS GROSCHARD

voies nouvelles

Cinq millions et demi de touristes

Après la ruée sur le littoral, partir à la découverte de l'intérieur

La Grèce blanche et bleue. Il ne s'agit pas ici du tour du monde des Evzones ni même des couleurs du drapeau national. Il s'agit bien plutôt de la mer, la mer Egée et la mer Ionienne, et de la montagne qui couvre d'un manteau neige l'hiver venu. Car si l'on sait souvent que le pays compte plus de 1 000 kilomètres de côtes, plus de 1 000 îles dont près de 300 habitées, on sait moins que, sur le Parnasse, le Vernion, le Pilon, les remontées mécaniques se multiplient pour le plaisir des skieurs.

Le tourisme a par un petit paradis. Il souffre pourtant, ici comme souvent ailleurs, d'un remarquable non-équilibre des congés : sur les 577 entrées de touristes enregistrés en 1981, plus de 10 % l'ont été pour le mois de juillet et août. Ce résultat a pourtant très satisfaisant pour les autorités grecques et on peut le rapprocher de 1 609 millions de touristes en 1970. Plus qu'un triplement en dix ans.

L'industrie touristique grecque est devenue la principale ressource en devises pour le pays, devant la marine marchande et les sommes retournées par les travailleurs qui émigrent. Alors que le tourisme avait rapporté 171 millions de dollars en 1970 en devises, il a rapporté l'an passé un milliard 100 millions de dollars, soit plus de 10 milliards de nos francs.

Les Anglais surtout

Ainsi, la Grèce pour une bonne part la consommation de son appareil productif et les services au tourisme dont les recettes ont dépassé la consommation de 1981 en 1981 le déficit de la balance commerciale grecque de 67 % en 1981 et 70 % en 1979. Cela représente à peu près le paiement de la facture énergétique annuelle de la Grèce.

Ce sont les Anglais, venus en masse l'an passé, qui sont les plus nombreux à gravir les pentes de l'Acropole. Ils étaient 965 000 en 1981. Loin devant les Allemands,

1 000, les Yougoslaves, 800 000, quoique ce chiffre s'explique par une frénésie de leur séjour. La durée de leurs séjours est beaucoup plus réduite - les Américains, 321 000 et les Français, 200 000.

Le nombre de nos compatriotes avait nettement baissé l'an passé car il s'établissait à 100 000 en 1980. Les premiers résultats de 1982 laissent à penser que le déficit a comblé l'année pour revenir à son niveau de 1981. Le changement politique intervenu en Grèce semble être très bien accueilli par les Français et l'on espère à Athènes que le voyage présidentiel ajoutera à cet état de fait.

La fin de l'anarchie

Comme l'explique M. Constantin Chrysostalis, directeur de l'Office national hellénique du tourisme à Paris, « les Français ont été sensibles à la démocratie. Ils n'acceptaient pas que le pouvoir soit exercé par un régime totalitaire ». La dimension culturelle du tourisme en Grèce (et la clientèle que cela suppose) s'est, en effet, très mal accordée, pendant neuf ans, à la dictature militaire.

D'autre part, l'accueil des Français par la population grecque a toujours été excellent. On se souvient que l'avion qui a ramené M. Constantin Caranfilis à Athènes en 1974 avait été piloté par M. Giscard d'Estaing, un des intellectuels grecs en exil avaient trouvé refuge à Paris. Une façon peut-être de dire merci.

Globalement, les résultats sont bons et le nombre de touristes a progressé en 1981 de 10 % selon un rapport récent de l'O.C.D.E. Le nombre du tourisme comptait 100 000 emplois directs et indirects l'an passé, soit 10 % de la population grecque totale.

Le gouvernement s'est naturellement intéressé à cette manne économique. Les services officiels ont été renforcés. Sous la tutelle du ministre à la présidence du conseil, deux secré-

taires généraux, comparables à ceux du secrétariat d'Etat, ont été placés à la tête de l'E.O.T., l'Office national du tourisme hellénique. L'E.O.T., par l'intermédiaire des grandes banques, depuis longtemps nationalisées en Grèce, et de cet Office, maîtrise donc totalement le développement touristique futur du pays. A l'anarchie qui, dans la période précédente, a présidé à l'aménagement du littoral et de la montagne, on essaie de substituer la planification.

Dans le cadre de la préparation du plan quinquennal qui devrait être mis en place en 1983, le gouvernement s'est fixé plusieurs objectifs. La priorité sera donnée à la construction d'infrastructures modernes des grands centres d'accueil traditionnels. La construction d'hôtels, de villages de vacances, ne s'est en effet pas toujours accompagnée d'infrastructures nouvelles : routes, aéroports, ou de réseaux d'adduction d'eau nécessaires à leur fonctionnement. Ce pays roi de la plaisance manque aussi de marins, l'on s'apprête à multiplier de manière raisonnable.

Une fois « réparées » les erreurs dues en partie au succès fulgurant du tourisme grec, l'E.O.T. va s'employer à étaler les séjours dans le temps et l'espace. Ainsi, on a décidé d'accroître l'aménagement des trente-neuf agglomérations traditionnelles - la Grèce - le gouvernement précédent. Il s'agit de programmes de restauration de villages anciens, on les laisse à l'autorité de l'Office.

Tourisme social et environnement

Cette politique vernaculaire s'inscrit dans un cadre qui s'attache désormais à la protection de l'environnement et à la lutte contre les pollutions. Tout comme, en France, on se lance dans un programme de redécouverte de la Grèce en de promotion du tourisme social.

On n'oublie pas cependant le tourisme de « piège à devises », celui

des hôtels de luxe et des affaires. Depuis cinq ans, plusieurs palaces sont installés dans l'agglomération d'Athènes, tels le Méridien, l'Intercontinental et le Marriott. Cela serait insuffisant si la capitale ne se dotait d'un grand hôtel des congrès, actuellement à l'étude.

On encourage aussi aux petites unités, on ne néglige pas pour autant le tourisme de luxe. Les prix de l'hôtellerie, l'année dernière, ont augmenté d'environ 20 %. L'an prochain, l'augmentation des tarifs sera sous contrôle.

L'Etat gère lui-même, en Espagne, une chaîne d'hôtels très confortables, les Astir, on projette le développement, que la chaîne Xenia, qui compte vingtaine d'hôtels, sur des sites privilégiés.

On a décidé de renforcer effectifs de la police touristique, qui, à l'image des syndicats d'initiative, regroupent de nombreux agents, jeunes gens instruits qui parlent le français, l'anglais et l'allemand, sont capables de donner tout renseignement aux touristes.

L'accent sera mis d'autre part sur la formation des professionnels et l'on compte actuellement un grand franco-hellénique en le savoir-faire hôtelier. Cet accord pourrait aussi porter sur des échanges techniques, ce sera en discussion lors du voyage présidentiel.

La Grèce s'apprête enfin à promouvoir la montagne, qui occupe plus de 10 % du territoire. C'est d'ailleurs une entreprise française qui a lancé le tourisme des remontées mécaniques des deux sommets de ski du Parnasse. Le thermisme devrait aussi retrouver ses lettres de noblesse après plusieurs années de désertion.

Décidément, jamais deux politiques de tourisme, l'une française, l'autre grecque, ne se sont autant entendues. Il est vrai qu'en Europe la France et la Grèce ont pris de concert, à contre-pied de leurs voisins, des chemins parallèles.

OLIVIER SCHMITT.

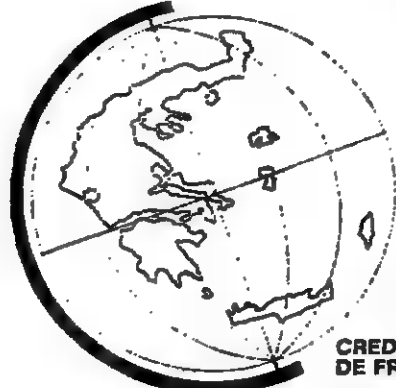
CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

AU CENTRE DES TRANSACTIONS BANCAIRES EUROPEENNES ET MONDIALES

Le développement de vos activités à l'étranger et particulièrement avec la Grèce, le C.C.F. vous aide à faire appel à des services bancaires de plus en plus sophistiqués et efficaces.

Votre réussite dépendra des conseils qui vous seront donnés et des choix de formules bancaires que vous choisirez en fonction des changements du marché.

Le C.C.F. Grande Banque de Rayonnement Mondial, a une réputation de "Banque Européenne" sur le plan international.



International sur le plan européen et mondial. Pour vous aider à développer vos relations bancaires internationales, le C.C.F. vous propose des services bancaires plus sophistiqués que ceux offerts par les banques locales.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE S.A.
8 FIELLINON, ATHÈNES 118
TEL 3241831 ADR TELEGR.
FRANCIAL GRECE TELEX (21)
6714 CCFG (21) CCFG
9 IONOS DRAGOMI,
SALONIQUE TEL 533454
TELEGR FRANCIAL GRECE
TELEX (041) 2029

LE MONDE diplomatique de septembre EST PARU

● Les chances de la chirurgie israélienne au Liban.
● Le bras armé des États-Unis.

ETBA

Le pays passe illustre, vise actuellement à assurer un avenir dynamique.

La nouvelle loi 1262 1982 instituant incitations tendant à promouvoir le développement économique et régional du pays ouvre de très vastes horizons d'activités lucratives. Les incitations avantageuses instituées par la loi susvisée sont octroyées aux investissements productifs, sont échelonnées en fonction de la région dans laquelle est implantée l'entreprise et prévoient entre autres :

- une subvention aux investissements : elle varie de 10 à 50 % sur le coût de l'investissement et est accordée à titre gratuit aux investissements jusqu'à concurrence de 10 millions de drachmes, à 40 millions de francs français
- des déductions du taux d'intérêt.
- des déductions non imposables.
- des taux d'amortissement majorés.

Aux fins de l'octroi des incitations de la loi susvisée, le pays est divisé en quatre régions, chacune d'elles : c'est la région insular, le plus développé des pays méditerranéens.

RÔLE DE LA BANQUE

La Banque Hellénique pour le Développement Industriel S.A. (ETBA) est le principal facteur d'expansion économique et politique de développement du pays. Son rôle plus particulier est de soutenir les sociétés filiales spécialisées dans plusieurs branches de l'industrie, s'orientant vers les voies essentielles : créer une infrastructure appropriée, soutenir les entreprises par l'octroi de prêts à exécuter des projets de développement.

DOMAINES D'ACTIVITÉS

- Le programme de développement de la Grèce a trait à la création de domaines industriels et de centres commerciaux dans deux régions du pays choisies ad hoc pour l'implantation, dans des conditions favorables, d'entreprises industrielles et artisanales.
- Sur le plan du développement, l'ETBA est axée sur l'octroi de prêts à long terme et sur la mise en œuvre d'entreprises industrielles, maritimes et touristiques qui réalisent des investissements productifs, et sur la mise en œuvre d'entreprises industrielles, maritimes et touristiques qui réalisent des investissements productifs, et sur la mise en œuvre d'entreprises industrielles, maritimes et touristiques qui réalisent des investissements productifs.

INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS

- La création d'industries métallurgiques pour le développement de la Grèce. Des études ont été menées pour la création d'industries métallurgiques pour le développement de la Grèce. Des études ont été menées pour la création d'industries métallurgiques pour le développement de la Grèce.
- La création ou l'extension d'industries chimiques, machines-outils, de matières premières pharmaceutiques, etc. fait qui permettra de devenir moins tributaire des autres pays quant à l'importation de produits chimiques, machines-outils, de matières premières pharmaceutiques, etc. fait qui permettra de devenir moins tributaire des autres pays quant à l'importation de produits chimiques, machines-outils, de matières premières pharmaceutiques, etc.

BANQUE HELLÉNIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL S.A.

18, AVENUE E VÉNIZÉLOS ATHÈNES 135 - GRÈCE - TEL 32.37.981

Enfin, la conférence d'Hobart a adopté une motion finale dans laquelle elle demande notamment le bannissement des armes nucléaires et la reconnaissance du rôle majeur que doit jouer l'éducation ~~— dans~~ dans la promotion de la santé des individus et des groupes.

هكذا من اللاحق

L'innocence d'un vétéran

هكذا من الإله

RADIO-TELEVISION

Semaine du 3 au 9 septembre

Les programmes des mercredi 1er et jeudi 2 septembre sont sur page 28.

Vendredi 3 septembre

Un film
HOMMAGE
A INGRED BERGMAN
JEANNE PANG
Film américain de J. Fleming (1948), avec I. Bergman, F. L. Sullivan, J. Ferrer, J. Carroll-Nalsh, W. Bond, R. May. A 2, 23 h 05.
« Cette vie de « notre » Jeanne d'Arc (des vides de Domremy) est un hommage à Ingred Bergman, une actrice qui a su incarner avec une présence humaine, une conviction profonde, dans cette épopée en technicolor, le rôle du don-bouge. — J.S. »

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1
12 h 30 Feuilleton : Les Faucheux de marguerites.
13 h Journal.
14 h 30 Série : Amusement vété. Le cours de dot (rediffusion).
15 h 30 Croque vacances.
16 h 30 Série : Nick Verlaina.
17 h 30 Émissions régionales.
18 h 40 Encore des bislottes.
19 h Journal.
20 h 30 Variétés : Monte-Carlo show. Avec M. Pélissier, J. Verdon, Stéphane Grappati, Shields and Yarnell, Ariana Meliponte, etc.
21 h 30 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2
10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 45 Journal.
14 h 30 Série : Les Arpents verts. La promotion (rediffusion).
14 h 40 Aujourd'hui la vie. Vivre avec des dettes.
15 h 30 Sports : Volley.
16 h 30 Série : Récit A2.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Les : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Descente en hélicoptère.
21 h 30 Journal.
22 h 30 Feuilleton : Les Confessions de Félix Krull.

Une tragédie sans fin
LE NOUVEAU VENDREDI : LES LARMES AMERES DU SOLEIL MARTEL. FR 3, 20 h 35.
Le 12 juillet, le président à vie Jean-Claude Duvalier, proclame la fin d'un régime militaire, dont l'objet principal était d'écraser le régime des finances. M. Marc Baudin, ancien haut fonctionnaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui s'était montré très critique sur les méthodes financières du régime et sur la situation économique du pays. Fin août, on apprend qu'une vague d'arrestations avait suivi cette mise à l'écart (le Monde du 20 août). Arrêtés d'un côté, haut-fonctionnaires haïtiens ultra privilégiés, et même le président à vie Jean-Claude Duvalier. — CH.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3
10 h 30 Journal.
12 h 30 Émissions régionales.
14 h 40 Pour les jeunes.
15 h 30 Les rêves et des fantasmes.
16 h 30 Des chiffres et des lettres.
17 h 30 Série : Les Arpents verts.
18 h 30 Les : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Descente en hélicoptère.
21 h 30 Journal.
22 h 30 Feuilleton : Les Confessions de Félix Krull.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-MUSIQUE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

Samedi 4 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1
12 h 30 Feuilleton : Les Faucheux de marguerites.
13 h Journal.
14 h 30 Série : Amusement vété. Un drôle d'oiseau.
15 h 30 Croque vacances.
16 h 30 Série : Nick Verlaina.
17 h 30 Émissions régionales.
18 h 40 Encore des bislottes.
19 h Journal.
20 h 30 Variétés : Monte-Carlo show. Avec M. Pélissier, J. Verdon, Stéphane Grappati, Shields and Yarnell, Ariana Meliponte, etc.
21 h 30 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2
10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 45 Journal.
14 h 30 Série : Les Arpents verts. La promotion (rediffusion).
14 h 40 Aujourd'hui la vie. Vivre avec des dettes.
15 h 30 Sports : Volley.
16 h 30 Série : Récit A2.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Les : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Descente en hélicoptère.
21 h 30 Journal.
22 h 30 Feuilleton : Les Confessions de Félix Krull.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3
10 h 30 Journal.
12 h 30 Émissions régionales.
14 h 40 Pour les jeunes.
15 h 30 Les rêves et des fantasmes.
16 h 30 Des chiffres et des lettres.
17 h 30 Série : Les Arpents verts.
18 h 30 Les : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Descente en hélicoptère.
21 h 30 Journal.
22 h 30 Feuilleton : Les Confessions de Félix Krull.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-MUSIQUE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

Dimanche 5 septembre

Deux films
HOMMAGE
A INGRED BERGMAN
POUR QUI SONNE LE GLAS
★ Film américain de S. Wood (1948), avec G. Cooper, I. Bergman, A. Tamm, A. de Cordova. TF1, 20 h 35.
En Espagne, pendant la guerre civile, un Américain, qui se bat du côté des républicains, est chargé de faire passer un pont tenu par les fascistes. Il s'agit d'une épopée en technicolor, le rôle du don-bouge. — J.S.

L'AFFAIRE CIGERON
Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1944), avec J. Mason, D. Dreyer, M. Rennie, W. Hampden, O. Brown. FR3, 20 h 35.
L'affaire Cigeron est une affaire d'espionnage à Ankara, qui aurait pu changer le cours de la deuxième guerre mondiale. Mankiewicz s'est intéressé à la reconstruction historique et à la pensée qu'il a peinte de personnages cyniques, vengeurs et pervers d'une étrange manière. — J.S.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-MUSIQUE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-MUSIQUE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1
9 h 15 Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
12 h 30 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2
10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 45 Journal.
14 h 30 Série : Les Arpents verts. La promotion (rediffusion).
14 h 40 Aujourd'hui la vie. Vivre avec des dettes.
15 h 30 Sports : Volley.
16 h 30 Série : Récit A2.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Les : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Descente en hélicoptère.
21 h 30 Journal.
22 h 30 Feuilleton : Les Confessions de Félix Krull.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3
10 h 30 Journal.
12 h 30 Émissions régionales.
14 h 40 Pour les jeunes.
15 h 30 Les rêves et des fantasmes.
16 h 30 Des chiffres et des lettres.
17 h 30 Série : Les Arpents verts.
18 h 30 Les : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Descente en hélicoptère.
21 h 30 Journal.
22 h 30 Feuilleton : Les Confessions de Félix Krull.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-MUSIQUE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

FRANCE-CULTURE
17 h 2. Météo. 17 h 30. Météo. 18 h 30. Météo. 19 h 30. Météo. 20 h 30. Météo. 21 h 30. Météo. 22 h 30. Météo. 23 h 30. Météo.

سبأ من الراحيل

Lundi 6 septembre

Trois films

GALACTICA

LA BATAILLE DE L'ESPACE

Film américain de Richard A. Lester (1978). Avec M. Hatch, D. R. Harris, L. Greene, R. Milland, L. Ayres.
TF 1, 20 h 35.
Un film à l'origine, une série réalisée pour la télévision américaine. La version cinématographique est, malgré le fait qu'elle soit supervisée par John Dikstra, principal réalisateur de la série, une copie d'origine de la série.

STORMY WEATHER

(SYMPHONIE MUSICALE)

Film américain de Stone.
Avec L. Norman, B. Robinson, F. Walker, C. Calloway, K. Dunham.
A 2, 21 h.

★ Les grands moments de la musique américaine, de 1918 à 1978. Sur le fil des événements, les numéros éblouissants, particulièrement jazz. Ce film est rareté. Projétons-en.

SENCHAL LE MAGNIFIQUE

Film français de Jean Boyer (1957), avec Fernandel, M. Gray, J. Aubert, E. Chevalier, Armand.

Un scénario sans égal, découlant, grâce à la ville, d'un scénario de J. Boyer. Un scénario de J. Boyer. Un scénario de J. Boyer. Un scénario de J. Boyer.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 30 : L'aventure des plantes.

J.-M. Pelt et J.-P. Cuny. La collection des découvertes.

13 h 30 : Feuilleton : Les Fanchoux de la marquisette.

14 h 30 : Journal.

15 h 30 : L'été et les hommes.

16 h 30 : L'été et les hommes.

17 h 30 : L'été et les hommes.

18 h 30 : L'été et les hommes.

19 h 30 : L'été et les hommes.

20 h 30 : L'été et les hommes.

21 h 30 : L'été et les hommes.

22 h 30 : L'été et les hommes.

23 h 30 : L'été et les hommes.

24 h 30 : L'été et les hommes.

25 h 30 : L'été et les hommes.

26 h 30 : L'été et les hommes.

27 h 30 : L'été et les hommes.

28 h 30 : L'été et les hommes.

29 h 30 : L'été et les hommes.

30 h 30 : L'été et les hommes.

31 h 30 : L'été et les hommes.

32 h 30 : L'été et les hommes.

33 h 30 : L'été et les hommes.

34 h 30 : L'été et les hommes.

35 h 30 : L'été et les hommes.

36 h 30 : L'été et les hommes.

37 h 30 : L'été et les hommes.

38 h 30 : L'été et les hommes.

39 h 30 : L'été et les hommes.

40 h 30 : L'été et les hommes.

41 h 30 : L'été et les hommes.

42 h 30 : L'été et les hommes.

43 h 30 : L'été et les hommes.

44 h 30 : L'été et les hommes.

45 h 30 : L'été et les hommes.

46 h 30 : L'été et les hommes.

47 h 30 : L'été et les hommes.

48 h 30 : L'été et les hommes.

49 h 30 : L'été et les hommes.

50 h 30 : L'été et les hommes.

51 h 30 : L'été et les hommes.

52 h 30 : L'été et les hommes.

53 h 30 : L'été et les hommes.

54 h 30 : L'été et les hommes.

55 h 30 : L'été et les hommes.

56 h 30 : L'été et les hommes.

57 h 30 : L'été et les hommes.

58 h 30 : L'été et les hommes.

59 h 30 : L'été et les hommes.

60 h 30 : L'été et les hommes.

61 h 30 : L'été et les hommes.

62 h 30 : L'été et les hommes.

63 h 30 : L'été et les hommes.

64 h 30 : L'été et les hommes.

65 h 30 : L'été et les hommes.

66 h 30 : L'été et les hommes.

67 h 30 : L'été et les hommes.

68 h 30 : L'été et les hommes.

69 h 30 : L'été et les hommes.

70 h 30 : L'été et les hommes.

71 h 30 : L'été et les hommes.

72 h 30 : L'été et les hommes.

73 h 30 : L'été et les hommes.

74 h 30 : L'été et les hommes.

75 h 30 : L'été et les hommes.

76 h 30 : L'été et les hommes.

77 h 30 : L'été et les hommes.

78 h 30 : L'été et les hommes.

79 h 30 : L'été et les hommes.

80 h 30 : L'été et les hommes.

81 h 30 : L'été et les hommes.

82 h 30 : L'été et les hommes.

83 h 30 : L'été et les hommes.

84 h 30 : L'été et les hommes.

85 h 30 : L'été et les hommes.

86 h 30 : L'été et les hommes.

87 h 30 : L'été et les hommes.

88 h 30 : L'été et les hommes.

89 h 30 : L'été et les hommes.

90 h 30 : L'été et les hommes.

91 h 30 : L'été et les hommes.

92 h 30 : L'été et les hommes.

93 h 30 : L'été et les hommes.

94 h 30 : L'été et les hommes.

95 h 30 : L'été et les hommes.

96 h 30 : L'été et les hommes.

97 h 30 : L'été et les hommes.

98 h 30 : L'été et les hommes.

99 h 30 : L'été et les hommes.

100 h 30 : L'été et les hommes.

19 h 30 : Encore des histoires.

20 h 30 : Journal.

21 h 30 : L'avenir du futur : Le monde de R.-A. Colla.

22 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

23 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

24 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

25 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

26 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

27 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

28 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

29 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

30 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

31 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

32 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

33 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

34 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

35 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

36 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

37 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

38 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

39 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

40 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

41 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

42 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

43 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

44 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

45 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

46 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

47 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

48 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

49 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

50 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

51 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

52 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

53 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

54 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

55 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

56 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

57 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

58 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

59 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

60 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

61 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

62 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

63 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

64 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

65 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

66 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

67 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

68 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

69 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

70 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

71 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

72 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

73 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

74 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

75 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

76 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

77 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

78 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

79 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

80 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

81 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

82 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

83 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

84 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

85 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

86 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

87 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

88 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

89 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

90 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

91 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

92 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

93 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

94 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

95 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

96 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

97 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

98 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

99 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

100 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

101 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

102 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

103 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

104 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

105 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

106 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

107 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

108 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

109 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

110 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

111 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

112 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

113 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

114 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

115 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

116 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

117 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

118 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

119 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

120 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

121 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

122 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

123 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

124 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

125 h 30 : Le monde de R.-A. Colla.

Le métier de syndic

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

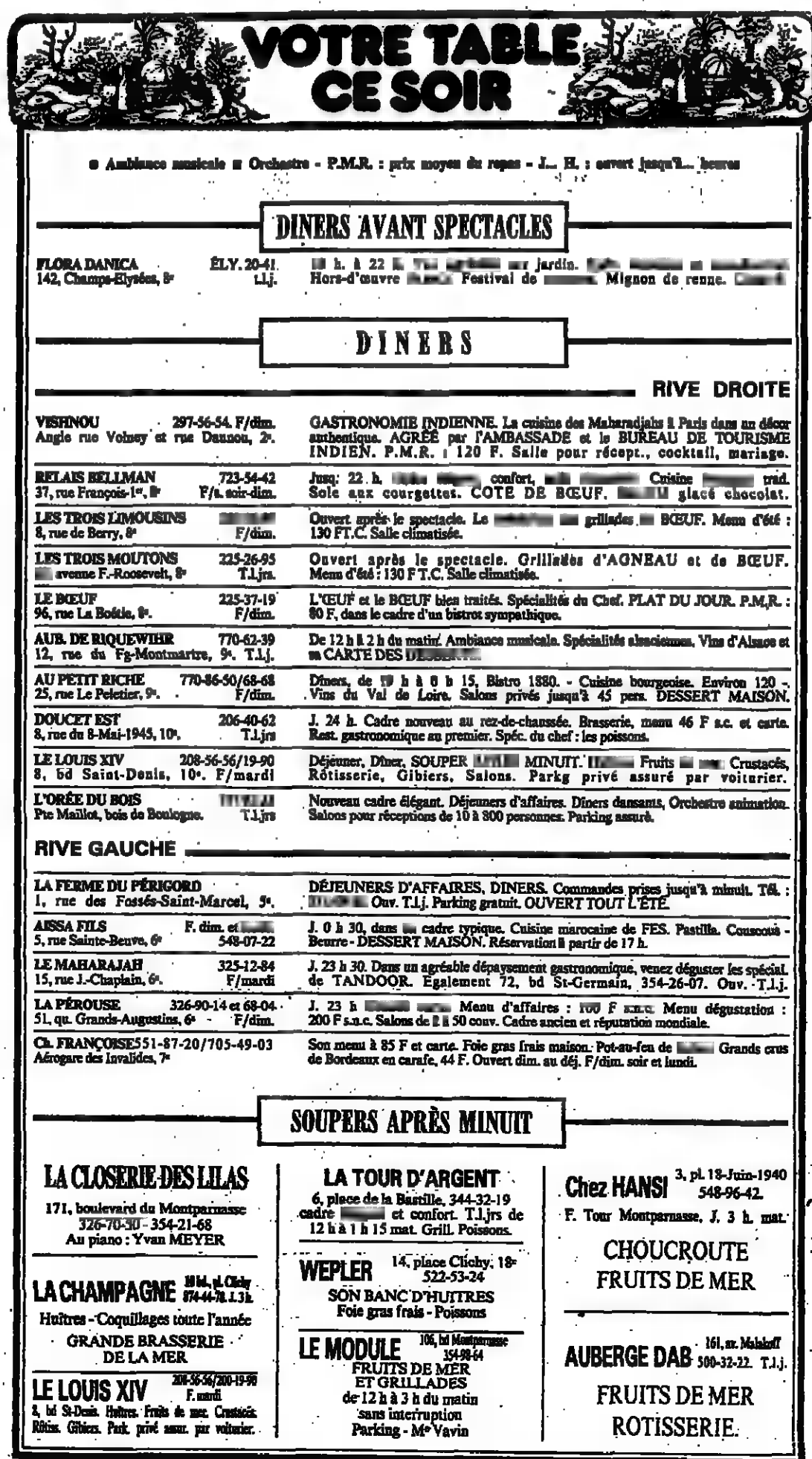
LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

LES ENJEUX DE L'ECRAN.

CINÉMA



Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : *Mémoires de Henri Caillaud* ; 19 h : *Le pays sans soleil*, de Georges Scazzano ; 21 h : *L'opéra de quat'sous*, de Jacques Breton.

JEUDI 2 SEPTEMBRE

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : *L'amour saut de la maison*, de Pierre de Hérédia ; 19 h : *L'arche de Noé*, de Henry Jacques ; 21 h : *Les Mégares de Cécrops*, de Vittorio Gassman.

VENSDI 3 SEPTEMBRE

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : *Les portes de la nuit*, de Marcel Caracul ; 19 h : *Nungas à la dérive*, de Mikiu Nunez ; 21 h : *Horizons perdus*, de Frank Capra.

SAMEDI 4 SEPTEMBRE

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : *Les amants de Vénus*, d'Albert Capetani ; 17 h : *Le secret de Monte Cristo*, d'Albert Valentin ; 19 h : *Le Journal d'une femme de chambre*, de Jean Renat ; 21 h : *Ces bon vieux sacs*, de Jacques Breton.

DIMANCHE 5 SEPTEMBRE

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : *Julie de Carlembien*, de Jacques Mameel ; 17 h : *Portrait d'un assassin*, de Bernard Rolland ; 18 h : *La pointe courte*, d'Agathe Varin ; 21 h : *Les mita blanches*, de Luciano Viri.

LUNDI 6 SEPTEMBRE

MARDI 7 SEPTEMBRE

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : *Maitre après Dieu*, de Louis Daguin ; 19 h : *Synanon*, de Richard Quin ; 21 h : *Révoltes au*

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : 1^{er} SEPTEMBRE
15 h : Éraklion, de Maurice Sallier ;
17 h : L'été d'été, de Giacomo Gon-
thomo ; 19 h : La comédie musicale : Que-
sante destinée rue.
JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE
15 h : L'écuse blanc, de Maurice Tour-
ner ; 17 h : Des enfants, des autres et un
général ; 19 h : L'été d'été, de Giacomo Gon-
thomo ; 21 h : Dames de Ray Enright.
VENREDI 2^e SEPTEMBRE
15 h : Loin vers l'est, de Todd Browning ;
17 h : Pages gagnées de Boccace, de
Hugo Fresponce ; 19 h : La comédie musi-
cale : Sur la rivière, de Walter Lang.
SAMEDI 3^e SEPTEMBRE
15 h : La comédie musicale : 17 h : La
comédie musicale : 19 h : La comédie musi-
cale : 21 h : La comédie musicale : Un étran-
ger au paradis, de Vincenzo Ianni ;
21 h 30 : Tout le plaisir est pour moi, de
H.C. Fort.
DIMANCHE 5^e SEPTEMBRE
15 h : Les voyages en Crogo, de Maurizio
Lippi ; 17 h : Les comédiens du moment
du Yan-Tie, de Tong ; 19 h 15 : La comé-
die musicale : Dams Yankee, de Stan-
ley Dunsen ; 21 h 30 : Un numéro de tan-

LUNDI 6 SEPTEMBRE
19 h. : Le miracle de Saint-Germain, de Jacob Prochaska ; 17 h. : Le comte Topper, de Roy del Ruth ; 19 h. : La comédie musicale : Pique-nique au pyramide, de Stanley Donen et Georges Aboulé.


MARDI 7 SEPTEMBRE
Raidées.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A. v.o.) : Vidéo-rama, cf. (325-60-342).

L'ANGE DE LA VENGEANCE (A. v.l.) : 12 épisodes, cf. (770-78-66).

LES ANNEES DE PLOMB (AIL, v.a.) : Quinzième, cf. (633-79-38).

APHRODITE (F.v.) :  (770-73-38), Mer., Vend.

LES AVENTURES DE L'ARCHE (A. v.l.) : 12 épisodes, cf. (354-20-12).

LA BELLE MARIAGE (F.v.) : Marsin, cf. (272-47-36) ; Haute-fantaisie, cf. (770-79-38).

MÉLÉ (Fr.): Paramount City, # (286-
30-97); Seattle 28, 18 (606-36-07), **V.**
MELO (A., v.s.) (*): Marignas,
(359-82-92).

CALCULU (A. mezzale) (Fr.):
(*) Erminges, # (359-157-1); Rio
Opéra, 28 (742-82-54); Maxville,
(710-7-846); Montparnasse, 14* (327-
72-52).

LA CUVÈRE (Fr.): Impérial, 2* (742-
72-52).

LE CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) Saint-
André-des-Arts, # (326-48-18).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.):
Rev. # (236-49-33); U.G.C. Odéon, #
(323-71-08); Bizarria, # (326-49-23);
Le Capitole, 14* (326-49-23); U.G.C. La
Lyons, 12* (336-31-59); U.G.C. Gobelins,
13* (336-24-44); Miramar, 14*
(326-89-52); Minéral, 14* (329-52-43);
Moulin de la Ville, 14* (326-52-43); Ciné-
city Pathé, 18* (322-46-01); Tournales,
20* (364-51-98).

COUNTRYMAN (Ang., v.s.), Forum, 18
(297-53-74); Elysées Lincoln, # (359-
36-14); Parisiennes, 14* (323-83-11);
Hollywood Boulevard, # (770-
10-41).

LA DERNIÈRE VAGUE (Aut., v.s.)
= Maria, # (278-47-86).

DÉSCENTE AUX ENFERS (**VICE**

LES DIPLOMES DU DERNIER RANG
(Fr.): Berlitz, 55 (742-60-31); Richardson, 35 (235-5670); Marignan, 39 (359-12-22); Favre, 121 (331-60-74); Monmarché, 122 (331-60-106); Gannont, Convention, 195 (328-42-27); Cléty, Pabst, 198 (532-46-01); Gannont Gambetta, 202 (636-10-95).

DIVA (Fr.): Movies, 1 (260-43-99); Paulsen, 12 (747-97-52); Paulsen, 35 (359-12-22); Marignan, 39 (359-92-47); Parassens, 14 (329-53-11).

DRESSÉ POUR TOUTE (Fr.): Paramount Odéon, 57 (325-95-83).

ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.): J. Cocteau, 35 (354-47-62). H. sp.

FAMILY ROCK (Fr.): Quarter Latin, 59 (359-12-22).

FITZCARRALDO (AIL, v.a.): Quintesse, 5 (633-79-38).

GEORGIA (A. v.a.): Charly Eclos, 35 (354-20-12); U.G.C. Marneby, 35 (225-18-45).

GREASE II (A. v.a.): Ermitage, 37 (359-12-22).

72-86; Cambo, 9 (246-66-44); U.G.C.
Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Mi-
nistr., 14 (320-59-38).

LA GUERRE DU FEU (F.) : Loca-
ment, 6 (544-57-34).

SAMMETT (A., v.d.) : Hantefeuille, 6
(246-66-44).

TENDRONCET (J.) : U.G.C. Opér.,
2 (261-50-32); U.G.C. Marbeuf, 2
(228-18-45).

LEONS TRÈS PARTICULIERS (A.,
v.d.) (*) : Pubis Clamps-Eyrolles,
72 (246-66-44); Publications Marseil-
laises, 10 (320-59-10).

LETITRES D'AMOUR EN SOMALIE
(F.) : Olympe, 14 (547-62-47).

LE LION DU DESERT (A.-Lise) (v.f.)
arg.) : Ambassade, 2 (559-19-03) ; V.
N., 11 (320-59-10) ; Montparnasse
Publi, 14 (320-12-06).

LIND MAX II (Anast.) (v.d.) : Geunont-
Hallez, 12 (259-49-70) ; U.G.C. Damon,
12 (320-59-10) ; V.N., 11 (320-59-10).
4-18) ; Marijann, 3 (359-92-92) ;
v.f.), 22 (236-83-93) ; Bretagne,
6 (228-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9
(320-59-10) ; Gare de Lyon, 2
(343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13
(326-23-44) ; Geunont-Sed, 11 (227-
84-50) ; Nagro-Convention, 1 (528-
23-44) ; Nour, 12 (222-66-01) ; Secrét-
ariat, 19 (241-77-19).

LA MAISON DU LAU (A.) (v.n.) :
U.G.C. Opér., 2 (726-69-23) ; v.f.:
U.G.C. Opér., 2 (261-50-32) ; Res-
taurant, 13 (326-08-22).

LA MATRESSSE DU LIEUTENANT
FRANÇAIS (A., v.d.) : Epée de Bois, 11
(337-57-47) ; Elysées, 11 (359-
92-92).

MATRESSES DU TEMPS (F.) :
Saint-Ambrose, 11 (700-89-16), H.s.p.

MEGAFORCE (A., v.f.) : Paramount-
Opér., 9 (742-56-36).

LES FILMS NOUVEAUX

A AMORES EGUALES, film mexicain de John Frankenheimer / v.a. : U.G.C. / Danton, 6 (325-42-62) ; Novaexpress, 6 (359-41-18) ; v. : Rex, 2 (236-93-93) ; Paramount-Gelade, 15 (580-18-03) ; Mistral, 14 (359-52-43) ; Mongournois, 16 (325-22-22) ; Magas, 15 (828-20-20) ; Muret, 16 (651-99-75).

BONGO MAN, film germano-japonais de Stefan Pahl / v.a. : Hollywood-Boulevard, 9 (770-04-10).

LE GATIF VIOLENCE, film français de Serge Leroy / Gaumont-Helica, 11 (297-49-70) ; (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-38) ; Gaumont-Elisa, 6 (633-78-38) ; Gaumont-Elisa, 6 (633-78-38) ; (770-33-85) ; Alhambra, 12 (343-00-65) ; Favart, 13 (331-50-74) ; Gaumont-Sud, 14 (320-12-08) ; Caravello Saint-Germain, 16 (578-13-04) ; Victor-Hugo, 16 (727-49-75) ; Wopler, 19 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-04-96).

QUEST-CE QUE VOUS ATTEND-
REZ ? P. G. CUREUX, 15 (344-
25-02); Océane Secours, 15 (344-
Opéra, 2° (261-50-32); Arcades
(ex-Omlia), 2° (253-39-56); 2°
U.G.C. Danton, 6° (328-42-60);
Biarritz, 7° (723-69-23); Saint-
Laurez Paqueur, 8° (387-35-35);
14-Juillet, Bastille, 15° (357-90-81);
11-6° Gohier, 15° (357-90-81);
15° (358-92-43); P.L.M.
Saint-Jacques, 16° (389-68-46);
15° (357-90-81); 15° (344-
25-02); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15°
(375-79-79); Murat, 15° (631-
99-73); Secrétan, 15° (241-77-99).

YOL (LA PERMISSION), film tunc
de René Clément, 15 (344-
25-02); 14-Juillet-Parcage, 6° (325-58-07);
U.G.C. Odéon, 6° (326-37-08);
U.G.C. Champs-Élysées, 6° (339-
72-42); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15° (357-
90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15°
(375-79-79); v.f.; Caméo, 9° (246-
66-44); Miroir, 14° (339-52-43);
Secours-Montparnasse, 15° (344-
25-02).

À PARTIR DU VENDREDI 3
JAMAIS AVANT LE MARIAGE,
film français de Daniel Coudre;
15° (344-25-02).

Richelieu, 2* (233-56-70); U.G.C.
Opéra, 2* (261-50-32); Clany-
[] (234-07-76); Montpar-
nasse 83, 6* (344-14-27); L.G.C.
Rotonde, 6* (63-08-22); Le Paris,
8* (359-53-69); Saint-Lazare Pas-
quier, 8* (387-35-43); Francia, 9*
(770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon,
12* (343-01-58); Favreite, 13*
(331-60-46); Paris-Orléans,
14* (540-45-91); Gaumont-
Convention, 15* (828-42-27); May-
fair, 16* (325-27-06); Paramount-
Malliot, 17* (758-24-24);
Clichy-Ruehl, 18* (522-46-01);
Gaumont-Camibetta, 6* (636-
10-96).

des paysages superbes
reconstitués avec un luxe
atteint. »



ASSASSIN (PORTE DÉPARTE) (A)
 (F.C.) : Saint-Michel, 3 (526-79-17)
 U.G.C. : 125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-110

100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1

[illegible]

A-T-UL UN FRANÇAIS DANS LA
 MALE ? (Fr.) (*) : Saint-Michel, 5
 326-79-17).
 Les grandes reprises
 INCIDENT (A. v.a.) : A. Buzin, 13
 (357-74-39).
 APOCALYPSE NOW (A. v.a.) : St
 Séverin, 5 (114-50) ; Ambassade 8
 (359-19-08).
 L'ACE AU PAYS DES MERVEILLES
 (A. v.a.) : Grand Paris, 11 (354-
 46-85) ; Napoléon, 17 (390-41-45).
 L'ARNAQUE (A. v.a.) : Quinzine, 5
 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-
 19-08) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15

**dans des décors
inouïs... le but est**

FRANCE-SOIR.

*Le papier
pour
bien
rouler
vos cigarettes*

هكذا من الاصل

CINEMA



Un monument la fois fidèle à l'histoire et d'une ampleur grandiose, le spectacle est véritablement fabuleux.

LA CROIX.

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ODÉON - PARAMOUNT MONTMARNASSE - PARAMOUNT GALAXIE - CONVENTION SAINT-CHARLES - PARAMOUNT La Varenne

Enfin Emmanuelle 3



UGC BIARRITZ - UGC OPERA - BIENVENUE MONTMARNASSE - UGC DANTON UGC ROTONDE MONTMARNASSE - MISTRAL - UGC Gobelins - 3 SECRETAN 3 MURAT - SAINT LAZARE PASQUIER - LES ARCADES - PLM SAINT JACQUES 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE

CGI Versailles - FRANCAIS Enghien - ARTEL Marie La Vallée

SELECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE VENISE 82



PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS

(575-79-79) : v.f. : Berlitz, 2 (742-60-33) : Parissiens 14 (329-83-11).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (Il.)
(**) : V.O. : Movies, 1 (260-43-99).
AUTANT EMPORTÉ LE VENT
(A.v.) : Athènes, 12 (343-00-65).
BANANAS (A.v.) : Clichés, 6 (633-10-82).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A.v.) : Grand Palais, 5 (554-46-85).
Napoleon, 17 (380-41-46).
BEN HUR (A.v.) : Hausmann, 11 (770-47-55).
CARABET (A.v.) : Forum, 1 (297-51-74) : Action-Christine, 6 (325-47-46) : George-V, 8 (562-41-46) : nassiens, 14 (329-83-11).
CASABLANCA (A.v.) : Action-Christine, 6 (325-47-46) : Action-Républicaine, 11 (605-51-33) : Mac-Mahon, 17 (380-41-46) à partir du vendredi 3.
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.v.) : Action-Ecoles, 11 (325-72-07).
CHARLOT DE FEU (A.v.) : U.G.C. Marbeuf, 11 (225-18-45).
CHAUSSEUR A SON PIED (A.v.) : Studio Logos, 5 (354-26-42).
COUP DE TÊTE (Fr.) : Lucernaire 6 (544-57-34).
CRIA BRAS (Esp. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (354-47-52).
LE CRIME ÉTAIT FEMININ PARFAIT (A.v.) : Action-Christine, 6 (325-47-46).
DELIVRANCE (A.v.) : (**) : U.G.C. Marbeuf, 11 (225-18-45).
DERZOU (Sov. v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80).
DEUXIÈME DE L'ÉPIQUE (A.v.) : J. Cocteau, 5 (354-47-52).
DON ESTHER (Il. v.o.) : Calypso, 17 (622-44-21).
EASY KID (A.v.) : (**) : Paris-Hall, 1 (297-49-70) : Quintette, 5 (633-79-38) : Colisée, 5 (359-29-46) : Parissiens, 11 (329-83-11) : V.f. : Impérial, 2 (742-60-33) : Saint-Lazare Pasquier, 11 (329-83-11) : 12 (343-04-67) : Gaumont Convention, 15 (629-45-27).
EMMANUELLE (Fr.) : (**) : Paramount City, 8 (562-45-75).
EMMANUELLE II (Fr.) : (**) : Monte-Carlo, 11 (325-09-83) : Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).
L'EMPIRE DES SENS (Esp. v.o.) : (**) : André-des-Arts, 11 (325-48-18) : Olympie-Batze, 11 (361-10-60). V.f. : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).
EXCALIBUR (A.v.) : Opéra-Night, 2 (508-11-49).
EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : Studio Cujas, 11 (359-29-46).
LE FANTASME (Il. v.o.) : Studio M., 11 (633-35-97).
FELLINI-ROMA (Il. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).
LA FIÈVRE DANS LE SANG (A.v.) : Action-Christine, 6 (325-47-46).
FRANKENSTEIN (A.v.) : Opéra-Night, 2 (508-11-49).
FRENZY (A.v.) : (**) : Épis de Bois, 5 (337-37-47) : Studio 28, 8 (606-36-07).
LA FUREUR DU FILM (A.v.) : Berlitz, 2 (742-60-33) : Montparnasse 14 (329-83-11) : Ambassade, 8 (544-46-85) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) : Nautica, 12 (343-04-67) : Gaumont-Sud, 11 (327-84-30) : Pathe, 11 (322-46-01).

GOOD EYE EMMANUELLE (Fr.) : Paramount-Mariavaux, 2 (296-80-40) : Paramount-Odeon, 6 (325-59-83) : Publicis Champs-Élysées, 6 (720-76-23) : Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) : Paramount-Galaxie, 14 (329-83-11) : Convention St-Charles, 15 (379-33-00) : Paramount-Maitlot, 17 (758-24-24) : Paramount-Montmartre, 18 (606-36-25).
LE GUÉPARD (Il. v.o.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A.v.) : Berlitz, 2 (742-60-33).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F.) : (**) : Denfert, 14 (321-61-01).
HELLZAPOPPIN (A.v.) : Clichés, 6 (633-10-82).
LA MONTÉE DE LA JUNGLE (F.) : (**) : Parissiens, 14 (329-83-11).
HOTEL DES AMÉRIQUES (A.v.) : Montparnasse, 14 (329-83-11).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A.v.) : Hausmann, 11 (770-47-55).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympie-Luxembourg, 6 (633-97-71) : Olympie-Batze, 11 (361-10-60) : 14-Juillet, 11 (357-90-81) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (629-45-27).
LES INTRIGUES (A.v.) : Studio de la Harpe, 5 (354-47-52).
L'INTROUVABLE (A.v.) : Olympie, 14 (542-67-42).
IRMA LA DOUCHE (A.v.) : Champ, 5 (354-51-60).
JE TE TIENS, TU ME TIENS PAR LA MAIN (Fr.) : Astros, 17 (627-60-20).
LE LAUREAT (A.v.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20).
LE LÉVRAUD (A.v.) : (**) : Publicis Saint-Germain, 11 (222-72-80) : Ranelagh, 16 (288-64-44).
LOVE STORY (A.v.) : Paramount Mariavaux, 2 (296-80-40).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A.v.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).
ON A ÉCRIT UN FILM (A.v.) : (**) : 11 (329-83-11) : La Royale Disney, 11 (265-82-66) : Parissiens, 14 (329-83-11) : Gaumont, 11 (327-84-30) : Montparnasse, 14 (329-83-11) : Clichés, 6 (633-10-82).
MIDNIGHT EXPRESS (A.v.) : (**) : U.G.C. Marbeuf, 11 (225-18-45). V.f. : Capri, 2 (508-11-49).
LES MISÉRABLES (A.v.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).
NEW-YORK NEW-YORK (A.v.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20).
NOBELIATU (Ail. v.o.) : Pagode, 7 (705-12-13).
ON L'APPELLE TRINITY (Il. v.o.) : Français, 11 (770-33-88).
ON CONTINUE L'APPELLE TRINITY (Il. v.o.) : Français, 11 (770-33-88).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A.v.) : Olympie-Hall, 11 (278-34-15) : Paramount-Odeon, 6 (325-59-83) : Paramount City, 8 (562-45-75) : Paramount Opéra, 9 (742-60-33) : Paramount Bastille, 12 (343-79-17) : Paramount Galaxie, 14 (329-83-11) : Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11) : Ambassade, 8 (544-46-85) : Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) : Paramount-Maitlot, 17 (758-24-24) : Paramount-Montmartre, 18 (606-36-25).

OPÉRATION TONNERRE (A.v.) : Colisée, 5 (359-29-46). V.f. : (233-19-36) : Montparnasse, 14 (329-83-11).
OSSESSION (Il. v.o.) : Olympie Saint-Germain, 6 (225-87-23).
PAPILLON (A.v.) : Biarritz, 11 (723-69-23). V.f. : Capri, 2 (508-11-49) : U.G.C. Opéra, 9 (742-60-33). mer. : 1 : Montparnasse, 14 (329-83-11).
LE PARRAIN N° 2 (A.v.) : Rivoli Beaugrenelle, 17 (758-24-24).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.v.) : (**) : Clichés, 6 (633-10-82).
LES RAISINS DE LA COLÈRE (A.v.) : (**) : Contraste, 5 (325-78-77).
SAMSON ET DALILA (A.v.) : Arcades, 2 (233-39-36).
SERPICO (A.v.) : St-Germain Village, 5 (633-63-20) : Élysées Lincoln, 15 (599-36-14).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A.v.) : Opéra-Night, 2 (508-11-49).
SOUPÇONS (A.v.) : (**) : Bertrand, 7 (783-64-66). H. Sp. (327-52-37).
SWEET MOVIE (Fr.-Can.) : (**) : Beaugrenelle, 15 (629-45-27) : Quintette, 5 (633-79-38) : Olympie-Batze, 11 (361-10-60) : Olympie-Entrepi, 14 (542-67-42).
TO BE OR NOT TO BE (A.v.) : Nautica, 12 (343-04-67).
LE TROUPEAU (Tur. v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 11 (326-58-00).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A.v.) : (**) : Napéon, 17 (380-41-46).
LES VAISEUSES (F.) : (**) : U.G.C. Opéra, 9 (742-60-33) : U.G.C. Rotonde, 11 (327-84-30).
Z (Fr.) : Templiers, 11 (272-94-56).

Voie lactée : le Charme discret de la bourgeoisie : le Fantôme de la liberté : C'est... objet du désir : l'Age d'or : Triana
CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : La Péniche des Arts, 16 (527-77-35). t.l.s. 20 h 30 à 22 h.
Les séances spéciales
A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A.v.) : 5 Films, 17 (622-44-21), 22 h.
AMERICAN CICLOLO : Châtelet-Victoria, 11 (508-94-14), 17 h 30.
AMERICAN GRAFFITI (A.v.) : Châtelet-Victoria, 11 (508-94-14), 16 h 15 + vend. 0 h 40.
BONNIE AND CLYDE (A.v.) : Châtelet-Victoria, 11 (508-94-14), 14 h.
BUFFET FROID (Fr.) : 3 Films, 17 (622-44-21), jeud., lun., mar., 18 h.
CITIZEN KANE (A.v.) : Olympie-Luxembourg, 6 (633-97-71), 12 h 30 et 24 h.
CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 11 (700-89-16), mar. 21 h, mer. 18 h 30.
LES CHATELAINES (Il. v.o.) : Templiers, 11 (272-94-56), dim., 18 h 15.
CLAIR DE FEMME (Fr.) : Châtelet-Victoria, 11 (508-94-14), 20 h 15.
DARK VICTORY (A.v.) : Olympie-Luxembourg, 6 (633-97-71), 12 h, et 24 h.
DOZES D'AMOUR (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (552-91-68) ven. 21 h, mar. 18 h.
L'ENFER EST À LUI (A.v.) : Olympie-Luxembourg, 6 (633-97-71), 12 h et 24 h.
ET DIEU FERA LA FEMME (Fr.) : Templiers, 11 (272-94-56), dim., 18 h 15.
LA FEMME AU FUSIL (A.v.) : Calypso, 17 (622-44-21), vend., sam. 24 h.
HARATHI MAN (A.v.) : L'Amateur, 11 (508-94-14), 22 h 15.
MEAN STREET (A.v.) : (**) : Olympie, 14 (542-67-42), 18 h (cf. sam., dim.).
MON ÉCART (Fr.) : Templiers, 11 (272-94-56), sam., dim., 18 h 15.
1900 (Il. v.o.) : (**) : 5 Films, 17 (622-44-21), sam., dim., 14 h.
1900 (2e époque) : Boite à Films, 17 (622-44-21), sam., dim., 17 h.
MORT À VENISE (A.v.) : Studio Galaxie, 14 (329-83-11), 16 h.
LES FILLES D'ANNÉE (A.v.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), lun., 18 h 45 + ven., 18 h 30 ; lun., 21 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A.v.) : Châtelet-Victoria, 11 (508-94-14), 19 h 40.
RAGTIME (A.v.) : Châtelet-Victoria, 11 (508-94-14), 19 h 40.
REMBRANDT FEUT (A.v.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 18 h.
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A.v.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 18 h.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : 6 (633-10-82), 14 h, 18 h 40.
STROMBOLI (Il. v.o.) : Olympie Saint-Germain, 6 (225-87-23), 12 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A.v.) : (**) : Studio M., 11 (633-35-97), 22 h 35 + 0 h 20.
THIS IS ELVIS (A.v.) : Calypso, 17 (622-44-21), sam., 18 h 30 ; dim., 11 h.
TOMMY (A.v.) : 11 (700-89-16), sam., 18 h 30 ; dim., 11 h.
TAXI DRIVER (A) : (**) : 5 Films, 17 (622-44-21), 22 h 15.
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A.v.) : 5 Films, 17 (622-44-21), mer., jeud., ven., lun., 13 h 45.

QUINTETTE PATHÉ - OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - OLYMPIC ENTREPRET - CINÉ BEAUBOURG LES HALLES

UN FILM DE SERGE LEROY

SWEET MOVIE

L'EFFET DE CE FILM EST CELUI D'UN APPHRODISIAQUE LÉGER ET PERSISTANT. IL EST FORTEMENT RECOMMANDÉ D'ASSISTER À CE FILM EN COUPLE.

SWEET MOVIE EST LE FILM DE LA RESPIRATION PROFONDE, DES JOUES ROSES ET DES YEUX BRILLANTS. IL AGIT L'APPÊT DE BAISSER, SUCCITE UNE LÈGÈRE SALIVATION CHATOUILLEMENT ET PELOTAGE.

SWEET MOVIE DANS LES SALLES OU IL EST PROJETÉ, PROVOQUE UN DÉGAGEMENT D'OZONE ÉROTIQUE.

MAKAVELEV

GAUMONT COLISÉE - BERLITZ - RICHELIEU - WEPLER PATHÉ - GAUMONT SUD - MONTMARNASSE PATHÉ - FAUVETTE - CONVENTION SAINT-CHARLES - HAUTEFEUILLE - GAMBETTA - ATHÈNA - VICTOR HUGO - GAUMONT HALLES - GAUMONT OUEST Boulogne - 4 TEMPS La Défense - CYRANO Versailles - TRICYCLE Asnières - PATHÉ Belle-Épine - PATHÉ Champigny - GAUMONT Evry - FRANCAIS Enghien - ALPHA Argenteuil - PARINOR Aulnay - ARIEL Rueil - ULIS Orsay - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - ARTEL Roissy - FLANADES Sarcelles - ABC Sartrouville - U.G.C. Poissy - CERGY Pontoise

VERONIQUE GENEST

CLAUDE BRASSEUR

THIERRY LHERMITTE

LEGITIME VIOLENCE

UN FILM DE SERGE LEROY

avec MICHEL AUMONT

CHRISTIAN BOUILLETTE FRANÇOIS MIREILLE DELCROIX FRANCIS GORPATT ADRIETTE GILBERT VALÉRIE KAPRISKY CHRISTOPHE LAMBERT JEMMIE MARIE LEMAIRE PIERRE MICHAEL MICHEL T. OT-DORIS

avec FRANCIS LEMARQUE et BER PLANINSON

Le papier pour bien rouler vos cigarettes

Les satellites en service

d'un système international de sauvetage

(1) *Le Monde* du 29 mars 1980.

AÉRONAUT

L'avion Super-Étendard é
sera exposé au Salo

AÉRONAUTIQUE

L'avion Super-Étendard équipé du missile Exocet sera exposé au Salon de Farnborough

Le nouveau bombardier straté-

UN PRIMATE VIEUX DE HUIT MILLIONS D'ANNÉES ?

[Cet]e datation est encore très incertaine. Mais il est sûr cependant que les promets d'êtres particulièrement intéressants. Parmi les primates, dont l'évolution a été la plus rapide, on trouve, en effet, un « trou » de 6 à 8 millions d'années : les plus récents *Homopithecus* d'Afrique orientale, les *Proconsul* d'Afrique occidentale, les *Kenyanthropus* et certains paléontologiques pensent être les ancêtres de l'homme, datent en fait de 6 à 8 millions d'années. C'est donc que le plus vieux Australopithecus connu n'aime aucun doute possible : l'*Australopithecus africanus* d'Afrique du Sud, l'*Australopithecus* d'Ethiopie orientale. Il y a 3,5 millions d'années. On peut, certes, trouver des *Proconsul* d'Afrique occidentale et des *Kenyanthropus* d'Afrique orientale. Mais, il n'en sont pas moins des primates d'Afrique orientale. L'importance de l'Afrique orientale pour la période du réchauffement humain se serait accrue, à cet égard, si les anthropologues

JUSTICE

Quinze détenus ont trouvé la mort depuis le début de l'année

Assassinats en tous genres dans les prisons italiennes

Corrruption, intimidation

Le nombre de détenus qui passe du près du double l'effectif prévu une application en situation de Pogorelec, dit, et un peu la même partout : il y a

Corruption, Intimidation

Le nombre des détenus qui passe de près du double l'effectif prévu pour la situation d'urgence est une explication de la situation Poggioreale. On dit, en effet, qu'un peu la même partout : il y a actuellement trente-quatre mille détenus dans les prisons italiennes et en attente de jugement — alors que les équipements pénitentiaires ne sont pas adaptés à un futur pic vingt-quatre mille.

Les autres prisons ne souffrent guère : Poggioreale : 600 meurtriers ; San Vittore à Milan en 1981 : dans le « bunker » qu'est la prison de Palmi, on a renoncé à la salle d'attente, tout au profit de dynamite ; à Trani, toujours en Italie, 400 détenus ; à Reggio Emilia, 400 détenus rouges, Ennio Di Rocca dirige la prison de Novara, en

● **Le nombre des victimes des inondations en Inde, consécutives aux pluies de la mousson, s'élevait, mardi 31 août, à cent cinquante mille personnes, selon l'agence indienne P.T.I. Plusieurs fleuves — et notamment le Gange — ainsi que leurs affluents sont en crue et les eaux submergent les terres agricoles et habitées dans l'Etat de l'Uttarpradesh, où deux millions et demi de personnes sont affectées. De nombreuses habitations ont été détruites. Les Etats de l'Orissa, du Madhyapradesh et du Tripura comptent également des victimes.**

(U.P.I., A.F.P.)

PHILIPPE PONS.

ÉDUCATION

● **Un nouveau proviseur au lycée franco-libanais de Beyrouth.** — M. **Ricard**, proviseur du lycée Gérard-Philippe de Bagnols-sur-Cèze (Gard), a été nommé proviseur du Grand Lycée franco-libanais à Beyrouth. Agé de cinquante-trois ans, M. Ricard était depuis un an à Bagnols-sur-

Cela, après avoir exercé en Tunisie en Haute-Volta, au Sénégal, en République Centrafricaine et en France. Le Centre lycée franco-libanais, dont il prendra la direction, la rentrée prochaine — prévue quelques semaines — assure un enseignement de la maternelle au baccalauréat. Il accueillait l'an dernier mille élèves, et n'a jamais complètement évacués les bâtiments à Beyrouth.

● **Transports gratuits pour les élèves nantais les mercredi et dimanche.** — A la demande des parents, le conseil municipal des enseignants, le maire de Nantes, M. Alain Chenard (P.S.), a annoncé son intention d'insérer dans le budget scolaire, la gratuité des autobus pour les enfants du primaire les samedis, jours de congé et lors des déplacements en ville aux samedis et dimanches. « C'est gratuit, les jours où il n'y a pas école, la carte scolaire déclinée par les enseignants permettra aux enfants de bénéficier gratuitement des transports en commun le mercredi et le dimanche ». Cette formule est également envisagée pour le samedi. M. Alain Chenard, en précisant que la municipalité « surveillera l'effort financier » que l'expérience im-

CARNET

Naissance

— Michel et Isabelle Woulterase,
Sabrina, Renaud, Sébastien et Cyril
ont la joie d'annoncer la naissance de
Lorraine,
le 16 août 1982.
3, rue Balny-d'Avricourt,
75017 Paris.

Décès

— Mlle Marguerite Bardon,
M. et Mme Pierre Caron,
M. Pierre Bardon,
Mlle Laurence Caron et M. Chris-
tophe Louvet, son fiancé,
ont le chagrin de faire part du décès,
le 27 août 1982, dans sa quatre-vingt-
neuvième année, de leur mère et
grand-mère,
Mme Jacques BARDON,
■ Marie GHEZI,
et rappellent le souvenir de :

M. Jacques BARBON,
son époux
décédé le 29 mars 1979.
Les obsèques ont lieu, mercredi
1^{er} septembre 1982, à 14 h. 30, en
l'église de Tainings (Haute-Savoie).
Cet avis tient lieu de faire-part.
23, avenue de Chambéry,
74000 Annecy.
54, rue Perronet,
92200 Neuilly-sur-Seine.
6, rue des Carmélites,
74300 Cazen.

— Le comité de rédaction du Mouvement Social a la tristesse de faire part du décès (le Monde du 25 août) d'un de ses membres.

Guy BOURDIE.
[Agrégé d'histoire, maître-assistant d'histoire contemporaine à l'université de Haute-Bretagne, Guy Bourdieu était membre du comité de rédaction de Mouvement Social depuis 1969. Il avait publié deux livres importants : « Basques-Alsaces XIX^e et XX^e siècles » (1974) et « La

— Danièle et Robert Estivals,
Anne et Angel Bilbatua:
ses enfants,
Paul et Marguerite Cordier.

frère et sœur,
ont la douleur de faire part du
dépêch de

Pierre CORDIER,
le 22 août à Nice.
2, cité Mallesherbes,
75009 Paris.

— La famille de
M. Jean LERAY,
président de la Société Européenne
des Biomatériaux,
décédé accidentellement, le 27 mars
1981, nous prie d'annoncer que ses obé-
ques ont eu lieu dans la plus stricte
intimité à Paris, le 30 mars 1981.

— Mme Raclet et sa famille, vous font part du décès de
M. Michel RACLET,
survenu le 14 août 1982, et inhumé,
le 17 août, dans la plus stricte intimité
à Lonsay-l'Abbaye (Orne).

— Charles Bouchard, son époux,
Bernard, Marie-Louise, Jean et
Danielle, ses enfants,
Nathalie, Olivier, Céline, Marie-
Josée, ses petits-enfants.
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de

Mme Charles SOEMAMA,
née Simone MIMOUN.
Les obsèques auront lieu le samedi
2 septembre 1982 à 11 heures, au
cimetière d'Epinay-sur-Seine (93).
Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— M. et Mme Charles Robert et leurs enfants, ainsi que leur nombreuse famille, remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leurs fils.

Jean - Robert, survécu dramatiquement en Italie, et remercient également l'Europe Assistance de son aide précieuse.

Anniversaires

— Il y a six ans nous perdions notre fils Vincent GAZES dans un accident de voiture. à l'âge de vingt et un ans.

« Ceux que je chérissais sont morts, ils sont descendus non pas dans la terre mais dans ma mémoire, et je suis à présent que tant que je vivrai les sentirai à côté de moi. »

Ma... anniversaires

— Une messe sera célébrée à la mémoire de
Yves ANTELME,
à 18 h. 45, en l'église Saint-Sulpice,
Paris-6.

— Une messe de souvenir est célébrée, le samedi 4 septembre, à Montapas (Nièvre), à la mémoire de Mme Paul CORNU, Maxence DELAFON, pour le troisième anniversaire

Bacheliers!

**destination :
une carrière internationale**



LE GROUPE ESSEC VOUS PROPOSE :

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

**ÉCOLE DES PRATICIENS
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

Rattachement supérieur privé reconnue par l'État.
3 ANNÉES D'ÉTUDES

- Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'EPSCI, créée par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

CONCOURS D'ENTRÉE EN 1^{re} ANNÉE :

- 13 septembre (écrits) - 24 septembre (oral)

- Vous êtes titulaire d'un diplôme de 1^{er} cycle d'enseignement supérieur en Économie, Gestion ou Commerce, vous pouvez être admis en deuxième année.

CONCOURS D'ENTRÉE EN 2^e ANNÉE :

- 20 septembre (écrits) - 1^{er} octobre (oral)

X

M.....

Adresse

.....

Désire recevoir la documentation de l'EPSCI,
EPSCI-BP 105-95021 Cergy-Pontoise Cedex
Téléphone : 030-40-57, postes 411 et 412



M

DROIT
Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage 2^e session
- Stage de 1^{re} année
- Soutier annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Tél : 01 45 57 32 81 / 32 82 03 71 / 354 45 97

COURS
ARTHUR RIMBAUD
8, Saint-Augustin
75002 PARIS - Tél : 01 47 33 11 11

- Une préparation efficace au baccalauréat ;
- Un « bac blanc » par quinzaine ;
- Encadrement et soutien rigoureux mais personnalisés.
- Classes de 1^{re} :
Préparation spéciale à
l'ÉPREUVE ANTICIPÉE
de français :
RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**

pour devenir

**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

98

هكذا من الاصحاب

CARNET

Vol ou récupération légitime ?

Les études d'impact ont été mal utilisées et inefficaces

مكتبة من الاصل

	Le m ²	Le m ² TTC
D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	140,00	164,64
PROP. COMM. CAPITAUX		

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m ² /col.	Le m ² /col. TTC
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	140,00	164,64
PROP. COMM. CAPITAUX		

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Assistant organisation pour notre Direction Technique

Direction technique
notre d'ingénierie
(5 personnes) recherche
Assistant Organisation
Méthodes.
De formation technique de
préférence, une
expérience dans
l'organisation,
l'informatique et la gestion

bureautique.
Vous serez chargé de :
- analyser la circulation,
l'utilisation de l'information
technique au sein de l'unité,
- mettre en place un outil de
gestion approprié à l'information en s'appuyant
sur l'informatique.

formaliser les diverses
activités et établir les
d'organisation.
Merci d'adresser votre dossier
de candidature en précisant
sur l'enveloppe la réf. 2087 à
MEDIA BA
9, Bd des Italiens
qui transmettra

Importante Société BAGNEUX
recherche
OPERATEUR
EXPERIMENTE
Connaissance MITRA
ou DATA GENERAL
Téléphonez au 281-93-44.
Importante Société BAGNEUX
recherche
CHEF
D'EXPLOITATION
30 ans minimum connaissance
MITRA ou DATA GENERAL
Téléphonez au 281-93-44.
Hôpital privé orthopédique
traumatisme, Paris (13)
Porte de Pantin, cherche
des assistants
INFORMATICIENS
service jour et nuit. Jour-
naux, comptes, factures, etc.
scolaires, possibilité validation
professionnelle. Téléphones
de 17 h à 19 h pour
avec surveillance générale, au
202-22-25.

un ingénieur chimiste de fabrication

Notre groupe est l'un des premiers dans sa branche, la chimie. Nous cherchons pour l'une de nos usines situées dans le Nord de la France, un jeune ingénieur (30 ans minimum) qui confiera la responsabilité d'un (70 p.), l'un des secteurs-clés de nos productions.
Vous êtes un gestionnaire, un organisateur rigoureux et bien un chimiste puisqu'il vous appartient d'utiliser mieux les procédés de fabrication.
Une première expérience, acquise en production, est nécessaire.

Notre consultant, S. BERLEM, vous remercie de lui écrire (réf. 312 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G.-DE-CHATELON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTREC

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

Directeur technique Electronique Grand Public

L'offre : en liaison directe avec la Direction Générale, dans une grande autonomie, il s'agit de démarrer une unité d'assemblage, en Franche-Comté, de cinquante personnes au début, qui évoluera peu à peu vers une production complète, bénéficiant des technologies américaines et japonaises.

Vous êtes : un jeune ingénieur électronicien (ISEN, ISEP, SUDRIA, ENREA, etc...) possédant quelques années d'expérience, acquise dans le domaine de l'électronique grand public, souhaitant s'impliquer réellement dans une création motivée par l'audio.

Nous sommes : le leader de l'auto-radio aux USA et nous créons une plateforme de produits à l'échelle européenne.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 206181 M (à insérer sur l'enveloppe).

Le traitement des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 01.42.21.21.21

avons 25 ans d'expérience
de la gestion informatique des P.M.E.
Nous recherchons un jeune
DIRECTEUR COMMERCIAL
Une expérience de la vente sur le marché de l'audio ou produits informatiques est nécessaire.
(Résidence à Lyon.)
Rémunération de base : 180.000 F + intéressement
dominant à une unité de 250.000 F et +.
Adr. C.V. à n° 8.905 à la Monde Publicité, Service
Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Régionale à la mutuelle :

CHEFS DE SECTEUR
Sur le terrain, en contact de la clientèle, il aura pour mission d'animer, d'organiser et de coordonner le travail d'une équipe : responsables d'agence et chargés de clientèle.
Il est une solide expérience bancaire dans un poste équivalent et une formation supérieure : Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Eco ou bancaire : ITB, CESS.

CHEFS DE BUREAU
Formation Droit, Sciences Eco, Ecole Supérieure de Commerce, ou formation bancaire.
Expérience confirmée.
Qualités requises : méthode, sens des responsabilités, esprit d'initiative.

CHARGES DE CLIENTELE
ayant une bonne connaissance des techniques bancaires ou une formation universitaire.
Perspectives d'avancement : candidats dynamiques.
Adresser curriculum vitae complet + photo et prétentions
à HAVAS PUBLICITE N° 8074 B.T. 409
29102 QUIMPER - Tél. 02.98.21.21.21

Contrôleur de gestion Littoral Atlantique

ORIENTATION BANCAIRE à Paris
recherche JEUNE CADRE formation I.T.B.
Ayant déjà une expérience pratique en Contrôle
Gestion, Elaboration du Suivi Budget Prévisionnel,
Analyse des Ecart, capable de gérer une Trésorie
à court et moyen terme.
Ecrire votre C.V. détaillé + photo et prétentions
sous réf. 546 à M. FRANCESE, CAPFOR S.A.,
11 Bd G. Guin'bau - B.P. 846 - 44000 NANTES
CEDEX.

CAPEFOR

LYCÉE TECH. INDUSTRIEL DE LA SEINE
ET D'INDUSTRIE DU
GÉNIE DES ASSOCIÉS
La Grande Touraine,
2,1. de Toulon-Est
83087 TOULON CEDEX
Tél. : (04) 78-37-82.

recherche
enseignant en Génie civil.
Second cycle long dans les ma-
tières suivantes : mécanique et
béton armé, Exploitation.
Technologie.

fréquentes déplacements
Envoyer C.V. et photo à :
T.M.O. OUEST
place du Marché-Juin,
35100 RENNES.

Recrutement de suite COURTIER
en produits financiers. Rémuné-
ration à la commission.
T.B. Situation et capable.
S'adresser à M. RELACON,
32, rue Brault, 44000 Sautour.
Téléphonez (41) 38-21-46.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET BIOTECHNOLOGIE
BANLIEUE DE MONTPELLIER
recherche

INGÉNIEUR

recherche, dévelop-
pement et construction
industrielle, formation
Arts et Métiers, Contrôle
ou mécanique générale.

Envoyer C.V. et photo
sous n° 035.193 M à
REGIE PRESSE,
bis, Réaumur,
75002 Paris.

FABRIQUE DE MEUBLES l'un des leaders dans sa spécialité recherche pour SUD DE LA FRANCE

directeur de fabrication et secrétaire général



Ecrire avec CV à
3, rue Thibault de Banville
75017 PARIS

Burroughs

Leader mondial en informatique, offre la possi-
bilité à un Cadre de SERVICE DU PERSONNEL
OU SECURITE EXPERIMENTE, de devenir

CHEF DE SERVICE EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL

au sein de la Direction des Ressources de son
établissement de VILLERS-ECALLES
- Connaissance de l'anglais souhaitable
- Evolution possible au sein d'un groupe multi-
national
- Logement en pavillon.
Ecrire à l'attention de la Direction du Personnel
BURROUGHS - B.P. 5 - 76360 BARENTIN.

Burroughs

coméli

La Compagnie du Métro de Lille
1^{er} Métro au monde entièrement
automatisé recherche un

INGENIEUR SECURITE

Ce poste difficile exige une formation techni-
que très pointue d'ingénieur en électronique
et automatique, consolidée par d'importantes
études en réglementation et normes
de sécurité.

Rattaché à la Direction Générale, il sera res-
ponsable au plus haut niveau de la mise en
œuvre (procédures et matériel) du système
de sécurité.

Ce poste offre, dans le cadre d'un service
technologique de pointe, une passion-
nante et stimulante activité.
Envoyer C.V. + C.V. à B. DELVALLEE
qui étudiera confidentiellement
votre dossier s/réf. 22.23.52 M

CREED

28, rue Esquemoise
59800 LILLE

CELAR BRUZ (77) RENNES)

INGÉNIEURS INFORMATIENS

DIPLOMES CENTRALE SUPELEC, INSA,
MAITRISE INFORMATIQUE, MEME DEBUTANTS.
CHARGES D'EFFECTUER DES ETUDES DE LA
LOGIQUE, DE LA LOGIQUE LOGICIEL ET DE LA
TELEINFORMATIQUE.

(fréquentes déplacements dans la région parisienne)

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à CELAR
électronique et l'ARMEMENT, 11111

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL CONSTRUCTION ELECTRIQUE recherche pour son département parisienne Banlieue Ouest

FUTUR RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

Le candidat, âgé de 30 ans min., devra avoir l'expérience à la technique, avoir l'expérience des approvisionnements, la tenue du stock, le suivi des commandes clients, ainsi qu'une bonne pratique administrative et comptable.

Il devra assurer la conduite du personnel d'une petite unité.
Envoyer C.V., avec manuscrit, photo et prêt.
n° 44260 à CONTESSÉ PUBLICITÉ
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui

Importante Société informatique
Pour MONTROUGE - BAGNEUX
et GENTILLY

INGENIEURS-INFORMATIENS

Grandes écoles, débutants ou expérimentés,
connaissant le bureautique et le langage BASIC.

INGENIEURS-INFORMATIENS

pour réalisation informatique d'une documentation
sur un central téléphonique à commutation
temporelle.

INGENIEURS-INFORMATIENS

SCIENTIFIQUES

la structure des entreprises

Ecrire à N. 2303 - PUBLICITEES REUNIES
112, Bd Voltaire, 75011 Paris

PATRON

DE P.M.E. française ayant plusieurs années d'expérience
en emballage métallique et quincaillerie-ferblanterie.

Recherche

son droit industriel et technique, il devra :
- développer l'atelier de 35 personnes dans le Nord de la France ;
- créer en 1983 un atelier steller, également dans le Nord de la France ;
- développer progressivement un atelier existant au MAROC.

Il est aujourd'hui jeune ingénieur en électronique
ENI de 28 à 30 ans, connaît le groupage électronique
au niveau électronique en études, mais aussi dans
secteurs industriels.

Il est disponible et aime le travail
style "commande" et peut
- Road de cuir s'abstenir. Le poste est à pourvoir
rapidement.

La connaissance de l'emballage
métallique est un plus.

Envoyer C.V., photo et prétentions avec
Ecrire sous n° 8.902 à la Monde Publicité,
service annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Ministère de la Défense
Centre d'Essais en vol base d'essais de
BRÉTIGNY

POUR SERVICE INFORMATIQUE

INGÉNIEURS

diplômés grandes écoles pour gestion du personnel.
Connaissance C.I.C.S. - COBOL nécessaires.

POUR SERVICE ESSAIS

TECHNICIEN

possédant B.T.S. ou D.U.T. électronique.

curriculum vitae au Chef du Personnel,
Centre d'Essais en vol de Brétigny,
91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

مكتبة الامم

سجل الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Journal	Large TTC
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	83,60
IMMOBILIER	11,00	24,70
AUTOMOBILES	11,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PLATEAU CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Journal	Large TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

RTC
La Radiotechnique-Compelec
Composants Electroniques
recherche pour
Services Commerciaux
INGENIEURS Debutants ou Confirmes
diplomes d'Ecoles specialisees
en Electronique

- Si vous êtes attiré :
 - par les techniques avancées de l'électronique et particulièrement des circuits intégrés
 - par les négociations commerciales - l'établissement de contrats et le suivi des clients
 - Si votre anglais est suffisant
 - Si la variété et la multiplicité des relations professionnelles vous intéressent.

RTC vous chargera de votre formation complémentaire.

Ecrire avec C.V.

RTC La Radiotechnique-Compelec
Service du Personnel
130, rue Ledru-Rollin
75540 PARIS CEDEX 11.

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

RECHERCHE ETUDIANTS
(Paris - Province)

- Excellents vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en lac, école ou lycée.

Ecrire rapidement à l'OFUP / Th. Puchon
70, rue Médan
75235 PARIS CEDEX 05

EI

L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Le Groupe de l'E.I. (8.000 personnes, 2 Milliards C.A., 5 Directions régionales et 44 Centres en FRANCE) caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention : Travaux Electriques, Génie Civil et Bâtiment.

recherche :

jeunes ingénieurs

Dégagés obligations militaires.

FORMATION SOUHAITEES :

- à caractère polyvalent et dominante BTP : Centrale, ETP, A et M, INSA...
- à dominante ELECTRICITE : ESE, ENSIEG, HEL, ENST, ou équivalent.

Postes à pourvoir : PARIS (Bureaux d'études GENIE CIVIL et EQUIPEMENTS ELECTRIQUES) MUREAUX (78) - DIJON - LYON - NANTES - TOULOUSE

ingénieurs chargés d'affaires (27 ans minimum)

Ayant quelques années d'expérience dans la négociation d'affaires AUTOMATISMES et/ou SYSTÈMES et/ou INSTRUMENTATION et conduite de projets.

FORMATION SOUHAITEE :

Ingénieur (ou équivalent) électronique, génie électrique, automatisme, instrumentation - Langue ANGLAISE très souhaitée.

Pour son Département INSTRUMENTATION - AUTOMATISME à LYON

ingénieur technico-commercial

ayant quelques années de pratique en INSTALLATIONS ELECTRIQUES INDUSTRIELLES.

FORMATION :

Ingénieur électricien - Langue ANGLAISE vivement souhaitée.

Pour la DIRECTION REGIONALE DE DIJON

ingénieur confirmé 35 - 40 ans

FORMATION :

Electricien - ANGLAIS INDISPENSABLE

Pour son DEPARTEMENT REALISATIONS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES INDUSTRIELS à PARIS (Devis et bureau d'Etudes).

COCA

L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Le COCA recherche pour sa filiale «Conduites et Canalisations» spécialisée dans l'adduction d'eau, l'assainissement, les stations d'épuration et la tuyauterie industrielle :

conducteur de travaux expérimenté

Disposant de chantiers région parisienne (base LES MUREAUX - 78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence DD.426.1 à l'Entreprise Industrielle 29, rue de Rome - 75008 PARIS à l'attention de M. DUFRANE.

IMPORTANTE ASSOCIATION
TOURISME SOCIAL

RECHERCHE
RESPONSABLE DES VENTES
auprès des adhérents individuels

Rattachée au Directeur et Développement cette personne aura pour mission :

- De proposer des lignes d'action à l'association en direction des adhérents individuels.
- De diriger le plus important guichet de l'association.
- De promouvoir la diffusion des séjours auprès des adhérents individuels.
- D'aider à la création de centres de diffusion des activités et séjours auprès des associations locales.

Le candidat devra faire état d'une solide expérience d'ouverture, d'animation et de gestion de guichet et agences de voyages dans le secteur du tourisme.

Il devra avoir le goût et la capacité de s'adapter au contexte associatif.

Niveau E.S.C. ou équivalent.

Salaire à débattre.

Adresser curriculum vitae + photo à O.P.F. sous le n° 1111, rue de Sten, 75009 PARIS qui transmettra.

URGENT
CENTRE CULTUREL
région parisienne recherche

ANIMATEURS (trices)
CULTURELS (elles)

Expérience souhaitée DEUG ou cycle D.E.F.A.

Envoyer C.V. + photo à :
88 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

LES EDITIONS
FORMATION CARRIERES
recherchent

DES DELEGUES COMMERCIAUX
(niveau enseignement supérieur)
Ayant exp. de la vente d'espaces.

Envoyer C.V. + photo à :
Editions Formation Carrières,
11, rue A. Thomas, Paris (9e).

Société d'aménagement recherche
INGENIEUR
(ou équivalent)
pour gestion technique, administrative et financière, d'importantes opérations d'aménagement et de construction à SAINT-DENIS (93). Expérience chantiers complexes et connaissance en urbanisme, architecture indispensables.
Ecrire sous le n° 035.185 M
RUE-PRESSE
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
(filiale d'un Groupe Financier)
recherche

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Sous l'autorité du Directeur, il prendra la responsabilité de plusieurs opérations depuis le permis de construire jusqu'à l'achèvement.

Il en assurera avec l'habileté de son opérationnel, la gestion financière, juridique, fiscale et technique.

Il aura un poste opérationnel.

Il aura un logement social (RPM + PLA) constituant un poste important.

Le candidat devra avoir :

- une expérience de 30 ans, à la fois en gestion et en opérationnel
- une formation supérieure complète
- une maîtrise de l'anglais

Le poste est basé à Paris et implique des déplacements en Province.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous le n° 1111 à CONTEXTE PUBLIS, 11, av. Foch 75008 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche
pour une de ses publications

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION EXPÉRIMENTÉ (E)

capable de prendre rapidement la responsabilité technique d'une revue.

Ecrire à H.M. Conseil, 126, rue Saint-Maur, Paris (11e).
Discrétion totale.

Importante Société recrute
Pour MONTROUGE et BAGNEUX

INGENIEURS-ELECTRONICIENS
circuits analogiques sur base de tests.

INGENIEURS - ELECTRONICIENS ou ATP
travail radar et technique digitale pour sélection de sondes techniques.

INGENIEURS - HYDRAULIQUES et ELECTROMECHANICIENS
Ecrire à N. 2302 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

GRANDE BANQUE
installée à Paris
recherche

UN RESPONSABLE en charge des investisseurs institutionnels

LE POSTE REQUIERT :

- une formation de niveau de 1er cycle en enseignement supérieur : Sciences Economiques, H.E.C., Sciences Politiques ;
- une expérience en premier ordre en technique financière ;
- un réel dynamisme et une aisance dans les contacts de haut niveau.

Les candidats doivent avoir une large culture générale ; une expérience professionnelle d'au moins 5 ans est indispensable.

De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir ainsi qu'une pratique des langues étrangères.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 2266 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

GROUPE L.B.C.
recherche

DEUX CADRES ANIMATEURS

- fortement motivés par la formation,
- niveau études supérieures,
- solides compétences : l'un en psychologie l'autre dans les domaines boursiers et bancaires,
- habitant région parisienne,
- souhaitant déplacements fréquents.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
M. LUCET, L.B.C.
14, place de France, 95200 SARCELLES.

ORGANISME PATRONAL FÉDÉRAL PARIS
recherche

pour assurer au niveau direction générale. Liaison avec organismes régionaux et départementaux.

CADRE CONFIRMÉ

ayant connaissance approfondie et diversifiée des entreprises du bâtiment.

Ecrire : curriculum vitae, photo et prétentions, sous le n° 45.025 M. à BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE
DE CREDIT A MOYEN ET LONG TERME
OFFRE
DES POSSIBILITES DE FORMATION ET DE CARRIERE

Il de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, titulaires d'une maîtrise Science Eco. ou d'un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce à orientation financière (ou équivalent), désireux de S'INSTALLER A PARIS, SOIT EN PROVINCE, une activité motivante au cœur de la vie économique.

Dans le cadre de cette activité ils pourront développer leur aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence en analyse financière des entreprises que l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions, s/réf. 3317, à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris CEDEX 02 qui transmettra.

EQUIPES ET ENTREPRISES
Conseil en Recrutement de Cadres et en Développement des Ressources Humaines

heureux de vous faire part de son installation

33, rue Vivienne - 75002 PARIS
Tél. : 233.18.72

Animateur : François CORNEVIN

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL
RECHERCHE

RESPONSABLE GRANDES COLLECTIVITES

Le candidat devra être :

- un homme de développement, cette personne aura pour mission :
- De proposer des lignes d'action de l'association en direction de grandes collectivités.
- De l'aider l'association à la diffusion de séjours en France et à l'étranger. De suivre sur le plan technique la réalisation d'accords avec d'autres organismes.

Sans de contact, rigoureux, organisé, elle devra avoir une expérience de la vente de produits minimum avec les grands comités d'entreprise.

Elle exercera en région parisienne essentiellement.

Connaissance de l'anglais, allemand souhaitée.

Niveau E.S.C. ou équivalent.

Grande disponibilité - Salaire à débattre.

Adresser C.V. + photo à O.P.F. numéro 366, 2, rue de Sten, 75009 PARIS qui transmettra.

Association d'occupants de personnes âgées, recherche :

ANIMATEURS (trices)
pour Paris et proche banlieue

- ils auront charge de la coordination de groupes de bénévoles,
- du suivi de l'action auprès de personnes âgées,
- des relations extérieures et contacts avec les services sociaux,
- une logistique d'une importance nationale.

Une expérience antérieure des personnes âgées et de la vie associative serait très appréciée.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo à : O.A. LESBEP, 8, place de la Madeleine, 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT PROMOTEUR IMMOBILIER recherche pour région parisienne

DEUX VENDEURS (SES)
confirmer (s) pour vente de maisons individuelles groupées, de très bon standing, avec prix conventionnés.

Exigences : expérience confirmée de la vente de maisons individuelles groupées. Ecrire lettre manuscrite + C.V. + photo d'identité à Société de MENEZ/UNZ, 11, rue de Montceau, 75008 Paris.

IMPORTANTE BANQUE CHAMPS-ELYSEES
recherche

1) CADRE + GRADE QUALIFIES
BILINGUE (anglais)
- Crédits financiers internes.
- Crédits exports.
(Montage et gestion)

2) DOCUMENTALISTE EXPERIMENTEE (EE)
BILINGUE (anglais)

Ecrire sous le n° 035.145 M, RUE-PRESSE, 88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

La ligne*	La ligne T.T.A.
71,00	83,50
21,00	24,70
48,00	56,45
48,00	56,45
48,00	56,45
166,00	166,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mètre	Le mètre
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,50
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,50
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Pou
des co

pavillons

UNITE-CA-BATAILLE, 75 km
Nantes, pavillon 3/4 persage, cuis.
et plus d'éqts, séjour, salon,
3 chbres, cuis., w.c., s. de
bains, chauff. central, tél., ta-
cade et balcon for forcé, jardi-
n'agrem., ét. potager, 750 m².
P. tél.: 732-64-18 ou 732-81-68.

propriétés

À VENDRE de préférer, de part. à
partic. 1 km mer, 10 km de
LA BAIE, 1 saison, écriv.,
100 m², 100 m², 50 m², 50 m²,
piscines appars., cheminée
pierre, salle d'eau, 2 salles de
bains, cuis. 2 gar., dont un
pour bureau, terrass. 1 700 m²,
clicours et plans avec bassin.
P. tél.: 588-37-35 après 18 h.

terre-Maximie, maison individuelle, surface 250 m² env., terrain 1 800 m², val. 5 m/m² et coline 18 000 000 F.
TEL. 18 29 20 21 sur 04 94 06 27

villages

SCEAUX Particulier à particulier

d. s'écouir, 40 m², 3 ch.-2 s. b. gar. Terr. 250 m², 150 000 F., 85-110-ss à partir de 18 H.

fonds de commerce

ends, Sud-Ouest, Hôtel restauration, 22 places, 1.200 m² env., paro 25, possib. plus, tout alature. Fonds : 300.000 F.; murs et fonds : 40 000 F.; 200 000 F. la tourne la ferme 5 hectares.

bureaux

VOTRE SITO SÒCIA!

355-17-50
MEMBRE F.F.E.O.

Domiciliations : 8-2.
SECRÉTARIAT, TÉL. TELÉX.
cc. Bureau, toutes démarches
pour constitution de syndicats.

ACTE SA 261-00-88 +

AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES.
étap. : 1 à 3 BUREAUX, gd
salon meublé, T.S. / radio.
☎ 15/18/18, ☎ 15/18/18

tes domiciliations immédiates.
11^h, 18^h ou 20^h. - L.I.V.
r. Sarven (11^e). 387-21-81.

SIÈGE SOCIÉTÉ
Démittation R.C. - R.M.
Secrétariat, bureaux nls. s. de
unions. SODEC. 341-87-81.
50, av. Daumesnil, Paris-12^e.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S'
bureaux, Télés. Secrétaire
TOUTES DÉMARCHES

GECO : 294-95-28
MEMBRE F.F.S.D.

Le Monde

vidéo

CAMERA 7
Photo - Ciné - Son
VIDÉO

Location caméscopes
Abonnement : 500 F
15 F par jour
WEEK-END

4 caméscopes pour 100 F
tous les autres titres
disponibles

7, rue La Fayette
75008 Paris.
Tél. : 874-04-43
ou 874-37-25.

stages

Formation par étapes Film
OPERATICS I.B.M.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

16 TX, 87.000 km, press
s, révision très bon état,
moins : benne, 3.800 F.
Téléphone : 864.43.28.

A vendre 504 Tl 78.

su 227-33-31 aprile 18 h.

[illegible]

ÉTRANGER

APRÈS LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE MEXIQUE...

Cuba demanderait des délais pour le remboursement de sa dette extérieure

C'est maintenant au tour de Cuba de demander un moratoire pour le remboursement de sa dette extérieure. Les autorités de La Havane ont entrepris des démarches en ce sens auprès des banques des principaux créanciers qui sont le Canada, le Japon et l'Espagne (mais des établissements prêteurs d'autres pays, dont la France, la Grande-Bretagne, etc., sont également impliqués). Selon le journal espagnol *El País*, la Havane demande d'étaler sur une période de dix ans le commencement de la dette venant de la fin de l'année et pendant les trois années suivantes : 1983, 1984 et 1985 (selon une dépêche au *Progreso* de Tokyo, les *Calles de Comercio* pour ces trois années de report d'annulation de la dette). La demande cubaine porterait sur un total de 1,5 milliard de dollars, dont 400 millions seraient dus à des banques espagnoles. Cuba continuerait à rembourser normalement, *inter alia* principal, ses dettes à court terme.

La réunion du F.M.I.

La détérioration de la situation économique internationale, caractérisée par la faillite du *Libre* de plusieurs centaines de millions de dollars, a conduit les membres du F.M.I. à se réunir à Toronto le 1er septembre pour discuter de la situation mondiale et de la possibilité d'un doublement des quotas-païs du F.M.I. alors que les

Etats-Unis, mais aussi l'Allemagne, la Grande-Bretagne préconisent une augmentation beaucoup plus modeste. Une autre solution est envisagée, notamment à Washington, celle de la création d'une nouvelle facilité d'emprunt (le chiffre de 25 milliards de dollars a été avancé) et créer au sein du F.M.I. pour faire face à des situations de crise.

Le sous-secrétaire américain au Trésor, M. Bertel Sprinkel, a indiqué, mardi, que l'administration Reagan n'avait encore pris aucune décision sur ce sujet, mais entend en discuter à Toronto avec les autres membres du F.M.I. Cette nouvelle facilité, dont l'emploi serait soumis à des conditions très sévères, a-t-il indiqué, serait utilisée en cas de « situations critiques extraordinaires » qui pourraient constituer une menace pour le système monétaire international. Selon M. Sprinkel, la perspective de liquidités qui s'offrirait au Mexique, notamment au Mexique, comporterait une telle « potentielle ».

M. Sprinkel a souligné que la création d'une telle facilité, qui ne remplacerait pas « complètement » l'augmentation des quotas-païs des membres du F.M.I., actuellement en discussion.

Les revenus des salariés américains sont deux fois plus élevés que ceux des japonais

Washington (Afp). - Selon une étude du Bureau américain des statistiques du travail, les revenus horaires d'un salarié de l'industrie américaine étaient, en 1980, de l'ordre de 10,10 dollars en moyenne, soit près de deux fois supérieurs à ce que touchait un salarié japonais. Cependant, les Américains ne sont pas les plus favorisés ni ce domaine, les salariés de certains pays européens bénéficiant de revenus horaires plus élevés.

Selon les statistiques officielles, le salaire horaire moyen s'élevait, en 1980, aux Etats-Unis, à 7,27 dollars, auxquels il fallait ajouter 2,83 dollars en moyenne correspondants à diverses primes, aux allocations de congés payés, à l'ajustement sur le coût de la vie, aux assurances acquittées par l'employeur et à divers avantages annexes. Ces avantages représentaient environ 37,6 % des revenus des salariés.

En comparaison, au Japon, en 1980 également, un salarié recevait quelque 5,61 dollars l'heure, dont 4,84 dollars de salaire. Dans ce pays, les avantages annexes ne re-

présentent que 15,8 % des revenus des salariés.

En revanche, les revenus horaires des salariés atteignent, pour la même année, 12,17 dollars au Pays-Bas, 12,26 en Allemagne fédérale, 12,51 en Suède et 13,18 en Belgique.

Le Japon n'a pas le plus bas des revenus des salariés, mais les plus faibles. On estime en effet qu'avec les 10,10 dollars que touchait un salarié américain, on aurait pu, toujours en 1980, payer trois ouvriers grecs, ou cinq portugais, ou encore huit ouvriers de Taiwan, Singapour ou Hongkong. Pour le même prix, on aurait même pu employer deux ouvriers sud-coréens.

Le Bureau des statistiques du travail américain que ces statistiques constituent une meilleure base de comparaison que les statistiques régulièrement publiées par certains pays, tout en soulignant que les charges assumées par les employeurs et certains services (formation professionnelle, cantines, etc.) qu'ils fournissent à leur personnel n'ont pas pu être pris en compte.

AVANT LA RÉUNION DU F.M.I. A TORONTO

La remise en ordre du système monétaire divise les pays du Commonwealth

De notre correspondant

Londres. - Le Commonwealth est un club de « gentlemen », où les divergences idéologiques et politiques, la division du monde entre pays industrialisés et pays sous-développés ne doivent être exprimées qu'en demi-teinte. Pourtant, la réunion des ministres des Finances, lundi 30 et mardi 31 août, afin de préparer la session du Fonds monétaire international (F.M.I.) à Toronto, a fait exception à cette règle.

L'opposition entre M. Muldoon, premier ministre et ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande, soutenu par les représentants des Etats du tiers-monde, et Sir Geoffrey Howe, le chancelier de l'Echiquier britannique, qui a reçu l'appui du Canada, de l'Australie et de la Jamaïque, a pris un tour si vif que la rédaction du communiqué final a dû être reportée de plusieurs heures.

La controverse a porté sur l'appréciation de la situation mondiale et sur les remèdes à apporter à la crise. Comme M. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, l'avait déclaré dans un discours d'ouverture, M. Muldoon a estimé que le monde se trouve « au bord du gouffre ». Bien que le chef d'un gouvernement conservateur, il a voulu souvent le porte-parole du Tiers-monde, notamment pour les pays pauvres du Pacifique. Pour sortir de la crise, M. Muldoon a proposé un « nouveau Bretton-Woods », une organisation qui permettrait de remettre de l'ordre dans le système monétaire, réformer le F.M.I. et la Banque mondiale, pour élargir les possibilités d'action, augmenter les liquidités mises à la disposition des pays sous-développés, assouplir les conditions de crédit.

Sir Geoffrey est en désaccord avec cette philosophie. Il pense que la division du monde entre pays industrialisés et pays sous-développés n'a plus aucun sens, mais que le lien de partage passe entre ceux qui ont du pétrole et ceux qui n'en ont pas, ceux qui sont fortement endettés et ceux qui ne le sont pas. Fondamentalement partisan des échanges libres, selon lui, il est opposé à la loi de marché, il est opposé à la recherche d'un nouveau système monétaire contraignant, à l'image de celui issu de la conférence de Bretton-Woods après la deuxième guerre mondiale.

La position de l'Echiquier rejette enfin un assouplissement des conditions liées aux prêts du F.M.I.

car il estime que le salut ne peut venir que d'une poursuite des politiques de rigueur. Évoquant la situation dans les pays occidentaux, il a notamment déclaré que la reprise viendrait d'une baisse des taux d'intérêt grâce à la poursuite de la lutte contre l'inflation, et non d'une politique volontariste de relance à coup de subventions publiques ou d'allègement fiscal.

Sir Geoffrey a également avancé, contre le plan de M. Muldoon, des arguments d'opportunité : il ne servirait rien de proposer, à Toronto, des idées susceptibles de rencontrer une vive résistance de la part des Etats-Unis. Le secrétaire du Commonwealth a été chargé, selon l'habitude quand de telles controverses éclatent, « d'une étude approfondie » sur les propositions du premier ministre néo-zélandais.

Toutefois, la Grande-Bretagne ne s'oppose pas à une « légère augmentation des quotas » du F.M.I. ni à un élargissement de ses possibilités d'action grâce, par exemple, à des emprunts sur les marchés monétaires qui lui permettraient de procurer des ressources nouvelles, comme le fait déjà la Banque mondiale. Londres a en effet 185 millions de livres (2,2 millions de francs) de contribution à l'Agence internationale de développement (A.I.D.), bien que les Etats-Unis soient pour leur part, devenus de « cofinanciers » d'une partie de leur « cotisation » à cet organisme.

DANIEL VERNET.

ENERGIE

LA TENNESSEE VALLEY AUTHORITY ARRÊTE LA CONSTRUCTION DE QUATRE RÉACTEURS

L'administration Reagan n'a pas réussi à relancer l'électricité nucléaire

La Tennessee Valley Authority (T.V.A.) vient de décider d'annuler la construction - pourtant en cours - de quatre réacteurs nucléaires. 1,85 milliard de dollars avaient déjà été investis dans la construction de ces réacteurs (deux à Hartsville et deux à Paducah). Cette décision illustre les difficultés que rencontre l'industrie nucléaire à repartir aux Etats-Unis - après l'accident de Three Mile Island - bien que le président et l'administration républicaine soient acquis à l'atome.

En 1967, la Tennessee Valley Authority avait établi un ambitieux programme nucléaire. Au moins de dix-sept réacteurs devaient être construits dans les sept Etats que « couvre » la T.V.A. Quinze ans après, il faut déchanter : cinq réacteurs seulement ont été achevés, quatre en construction, quatre autres « différés », quatre viennent d'être annulés. Si les programmes de la T.V.A. ne désespèrent pas de trouver une partie des financements en place à des centrales en construction à l'étranger (Taiwan notamment), le programme ne sera pas effectué. Selon le *New York Times*, la directrice générale de la Tennessee Valley Authority aurait jugé que « l'annulation des réacteurs est la seule façon de maintenir les chantiers en état d'être repris ». Ce maintien en l'état coûtait 80 millions de dollars chaque année.

L'administration Reagan n'a donc pas - vingt ans après - permis de surmonter la crise qu'a connue l'industrie nucléaire depuis l'accident de Three Mile Island en avril 1979. Soixante-quatre réacteurs en effet sont en activité aux Etats-Unis ; ils fournissent environ 12 % de l'énergie électrique (1). La construction de soixante-quatre autres a été approuvée par la Commission de réglementation nucléaire (Nuclear Regulatory Commission). Mais aucun nouveau permis de construction n'a été délivré depuis l'accident de Three Mile Island. Aucune compagnie d'électricité n'a, depuis 1978, passé commande d'un réacteur. A l'inverse, en 1981, des commandes antérieures avaient été annulées et, pour les huit premiers mois de l'année, ce chiffre serait passé à neuf.

L'administration Reagan pensait relancer l'industrie nucléaire par une révision des règlements, jugée trop nombreuse et paralytante. C'est pourquoi le président a nommé à la N.R.C. trois membres (sur les cinq que comporte cette commission indépendante). L'enchevêtrement de textes sur la sûreté et l'environnement, s'il parvient à retarder certaines constructions, n'est sans doute pas la cause principale des difficultés de l'industrie américaine de l'atome. Les délais de construction ont pesé sur les coûts en même temps que les taux d'intérêt élevés et le refus dans plusieurs Etats de tarifs d'électricité qui auraient permis un autofinancement satisfaisant des centrales (phénomène qui a touché les centrales charbonnières).

L'industrie elle-même ne pas sans reproche : des fuites ont obligé à arrêter la remise en fonctionnement du réacteur jumeau de Three Mile Island (arrêté au lendemain de l'accident). Et le *New York Times* avait récemment écrit que la N.R.C., deux mois après avoir accordé une licence d'exploitation à la compagnie Pacific Gas and Electric pour le réacteur de Diablo Canyon, sur la côte californienne, avait « renvoyé sur sa décision : le dispositif anti-tremblement de terre n'était pas monté ».

(1) En France, trente réacteurs fournissent près de 40 % de l'électricité.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

General Motors et Toyota pourraient conclure, dès le mois d'octobre, un accord pour la production en commun aux Etats-Unis d'une voiture de petite taille. Les chances d'aboutir à un accord dépassent 90 %. La semaine dernière, mardi 31 août, M. Roger Smith, président de General Motors, précisait que seuls restaient à étudier certains aspects de la rentabilité économique du projet. Les négociations entre G.M. et Toyota avaient été annoncées en février dernier. - (A.F.P.)

La C.E.E. inflige amendes à sept sociétés sidérurgiques. - La Commission européenne (C.E.E.) a infligé de lourdes amendes à sept firmes sidérurgiques de la Communauté qui n'ont pas respecté les quotas de production fixés par le plan « anti-crise » de l'acier, a-t-on appris, mardi 31 août, la source communautaire à Bruxelles. La plus grosse de ces amendes a été infligée à la firme allemande « Thyssen » (l'équivalent de 70 millions de francs). Une autre firme française était en infraction : Usinor, et l'amende est de 4,40 millions de francs. - (A.F.P.)

Réorganisation de l'état-major de la British Leyland. - La succession de Sir Michael Edwards, président de la firme britannique British Leyland, dont le mandat vient à expiration à la fin de l'année, sera l'occasion d'une réorganisation de l'état-major. M. Edwards, qui cumulait les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général, sera remplacé par Sir Austin Bide (actuellement vice-président), qui deviendra président. Les autres fonctions seront nommées d'urgence. Le premier sera la responsabilité du secteur voitures particulières, le second celui des poids lourds et autobus.

Consommation

Dans un article paru dans notre édition du 30 août 1982, visant l'interdiction d'un autocoureur dangereux, nous avons utilisé l'expression « cocotte-minute ». La SEB nous prie d'informer nos lecteurs qu'elle se réserve l'emploi d'une expression telle que « cocotte-minute » ou « cocotte-minute » seule, unique propriétaire du titre de marque déposée, que l'inter-

diction d'utilisation sous pression des appareils à vapeur rapide, objet de l'article premier du décret publié au *Journal officiel* du 21 juillet 1982, n'a aucun rapport avec les fabrications.

Conjoncture

Le taux des prix à la consommation n'a atteint que 1,6 % en juillet dans la Communauté économique européenne, soit le taux mensuel le plus enregistré depuis deux ans.

Energie

Elf-Aquitaine a une nouvelle découverte pétrolière en Angola. - Elf-Aquitaine Angola vient de faire une découverte d'huile légère à large des côtes angolaises. Les tests réalisés entre 3 115 et 3 327 mètres ont débuté au rythme de 100 mètres par jour. C'est la troisième découverte d'Elf-Aquitaine dans le pays africain. Le groupe français opérateur est associé à Mobil, Agip, Nafta-Gas et INA-Naftaplus (à raison de 50 % pour Elf et 5 % respectivement pour Agip, Nafta-Gas et INA-Naftaplus) dans un contrat de partage de production avec la Sonangol (la compagnie angolaise) détentrice des droits miniers.

Social

Elections prudhomales : inscription des listes jusqu'au 10 septembre. - Dans un communiqué publié lundi 30 août, le ministère du travail invite, à l'occasion des élections prudhomales du 8 décembre, les employeurs à inscrire sur les listes électorales leurs salariés et à demander aux salariés de procéder eux-mêmes à leur propre inscription. Le ministère rappelle que la limite d'inscription est le 31 juillet, à reporter au 10 septembre. Il n'y aura pas de nouveau report.

Étranger

Belgique. - Diminution du nombre de faillites. - Cent quarante entreprises belges ont été déclarées en faillite en août 1982, huit de moins qu'en 1981, quarante de moins qu'en 1980. Le nombre des faillites en Flandre, région la plus touchée,

en régression par rapport aux années précédentes : 38 en août 1982 contre 83 en août 1981 et 78 en août 1980. En revanche, en Wallonie, les faillites en régression judiciaire ont été de 54 entreprises, soit 13 de plus qu'en août 1981 et 15 de plus qu'en août 1980. Dans la région de Bruxelles, 37 entreprises ont été en faillite contre 33 en août 1981 et 27 en août 1980. - (A.F.P.)

ETATS-UNIS

Signes de reprise aux Etats-Unis. - L'indice composite de l'économie américaine a progressé de 1,3 % en juillet, a annoncé le 31 août le département du Commerce. Cet indice censé indiquer le rythme de l'activité, avait déjà augmenté de 0,3 % en juin, de 0,7 % en mai et de 1,4 % en avril. Au cours des onze mois antérieurs à avril, cet

indice n'avait pas reculé, la dernière fois qu'il s'était produit, c'était en juillet 1981. Une évolution en juillet a été généralement considérée par les économistes comme laissant pressager une reprise économique modeste.

De leur côté, les commandes aux industries de transformation ont progressé de 2 % en juillet, soit leur plus forte augmentation mensuelle depuis décembre. Cette progression, survenant après une amélioration des commandes en juin (+ 0,2 %) et en mai (+ 1,2 %), a été accueillie avec une prudente satisfaction dans les milieux économiques. La valeur des commandes passées en juillet est restée inférieure à 7 au niveau de juillet 1981. Les commandes de biens durables ont augmenté de 4 % en juillet, contre 3 % en juin et de 0,2 %. - (A.F.P.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE

Office régional Ouest du lait et des produits laitiers « OROLAIT »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé par l'Office Régional Ouest du Lait et des Produits Laitiers « OROLAIT » pour l'étude et la réalisation d'une unité laitière complète en main, dans la Wilaya de Béchar.

Cet appel d'offres international est passé conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur et à la circulaire n° 021-DGCI - IMP du 05 mai 1981 du ministère du commerce.

Les entreprises intéressées doivent, obligatoirement, retirer les cahiers de charges à l'Office Régional du Lait et des Produits Laitiers « OROLAIT », sis, 89, Avenue de l'A.N.P. Oran. (L'OROLAIT n'envoie aucun cahier de charges par voie postale).

Le retrait des cahiers de charges se fait contre paiement de 600,00 DA.

Les offres doivent parvenir double pli cacheté et adressé anonyme à l'adresse sus indiquée.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « Appel d'Offres International n° 3/82 OROLAIT - A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL ».

Toute indication susceptible d'identifier le soumissionnaire entraînera le rejet, pur et simple, de l'offre.

Les offres doivent être établies, obligatoirement, en langue française. La date limite de dépôt des offres est fixée à six heures (60) jours calendaires à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offres.

Les soumissionnaires sont engagés par leurs Offres pendant vingt (20) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des soumissions.

Le cachet de la poste faisant foi.

Une offre exceptionnelle!

TAGORA

diesel turbo



4 voitures, modèle 82 disponibles, au prix de revient!

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LE GAZ NATUREL :

- CONSOMMATION FRANÇAISE DOUBLÉE EN DIX ANS
- PRÈS DE 16 % DU BILAN ÉNERGÉTIQUE EN 1990

La part du gaz naturel dans le bilan énergétique français s'est établie à 13,2 % en 1981. Elle était de 12,3 % en 1980 et de 7,1 % il y a dix ans. Malgré le déclin des ressources nationales, cette pénétration du gaz devrait se poursuivre. Pour 1990 la politique énergétique définie par le gouvernement prévoit une consommation totale d'énergie d'environ 232 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) dans laquelle la part du gaz naturel se situerait dans une fourchette de 31 à 40 millions de TEP.

Ce développement nécessite de se préoccuper d'ores et déjà des approvisionnements. En 1981 les principaux pays producteurs ont été les États-Unis (555 milliards de mètres cubes), l'U.R.S.S. (465), les Pays-Bas (81), le Canada, la Grande-Bretagne. On comprend donc qu'un important contrat ait été signé au début de l'automne avec l'U.R.S.S. et que des négociations soient en cours avec d'autres pays prometteurs : Canada, Norvège, Golfe de Guinée.

Une telle politique oblige Gaz de France à réaliser d'importants investissements. Près de 4 milliards de francs ont été ainsi consacrés en 1981 à l'accroissement d'un réseau de transport qui compte désormais 20 800 kilomètres de canalisation, aux conduites de distribution (86 000 km), à l'achèvement du terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne et à l'augmentation de la capacité de stockage souterrain.

Des approvisionnements garantis bien au-delà de 1990

En 1981, les approvisionnements de la France en gaz naturel ont été assurés par la production nationale (25 %), les Pays-Bas (31,49 %), l'U.R.S.S. (14,49 %), l'Algérie (15,3 %), la Norvège (9,3 %), et du gaz obtenu de la société ouest-allemande Ruhrgas (3,8 %). Le gaz a couvert l'an passé 13,2 % de la consommation française d'énergie primaire. C'est là une place relativement modeste au regard de ce qu'elle est dans les autres pays d'Europe (48 % aux Pays-Bas, 19,3 % en Belgique, 18,7 % en Grande-Bretagne, 16,8 % en Allemagne fédérale) et dans le monde, où le gaz représente près de 20 % de l'énergie consommée. Connu pour ses qualités de propreté et de souplesse d'utilisation, le gaz bénéficie en outre d'une répartition géographique diversifiée et d'une abondance de ses réserves prouvées (cinquante ans de consommation au niveau actuel).

La politique nationale d'indépendance et de sécurité énergétique entraîne inévitablement un développement de la part du gaz dans la couverture des besoins d'énergie primaire. Aussi le gouvernement a-t-il décidé de porter la part du gaz en 1990 entre 31 et 40 millions de tonnes équivalent pétrole, soit de 13,5 à 17,5 % des besoins globaux en énergie primaire.

Gaz de France s'est donc préoccupé d'ores et déjà d'atteindre ce but. L'entreprise nationale va devoir en effet tenir compte du déficit progressif des réserves nationales. Le gisement de Lacq, découvert en 1956, aura assuré une bonne part de l'approvisionnement de la France pendant près de trente ans. En 1990, la production nationale s'élèvera à 3 milliards de mètres cubes. A moins de nouvelles découvertes, les recherches en effet se poursuivent pour sonder les ressources du sous-sol du territoire et des eaux territoriales.

Au déclin probable de l'exploitation de gaz français s'ajoutera l'obsolescence peu après cette période du contrat passé avec les Pays-Bas. Voilà pourquoi G.D.F. a signé le 22 janvier 1982 avec l'organisme soviétique Soyuzgazexport un contrat qui prévoit la livraison de 8 milliards de mètres cubes de gaz sibérien à partir de 1984. Cela portera le montant total annuel des fournitures soviétiques à 12 milliards de mètres cubes. En 1990, le gaz importé d'U.R.S.S. représentera donc - selon les hypothèses retenues par G.D.F. - environ 30 % de la consommation française de gaz et 5 % des besoins en énergie primaire.

Le second fournisseur de la France sera alors l'Algérie. La signature le 3 février 1982 entre Gaz de France et la Sonatrach d'un avenant aux trois contrats en cours a réglé la question du prix du gaz naturel liquéfié (G.N.L.) livré par Alger à la France, ce qui permettra la réception dès 1983 de 9,15 milliards de mètres cubes par an de gaz algérien.

L'avenir norvégien

La troisième source principale d'approvisionnement de la France sera le secteur norvégien de la mer du Nord. Déjà G.D.F. reçoit de l'ordre de 3 milliards de mètres cubes de gaz par an du gisement d'Ekofisk. La mise en production

des années à venir des découvertes de Statfjord, de Heimdal et de Statfjord entraînera un accroissement des importations de Norvège puisque la France a acquis une part correspondant au quart des réserves de ces gisements.

Ainsi la fourchette, base des approvisionnements gaziers pour la fin de la décennie 80, est-elle pratiquement atteinte. La réalisation d'objectifs plus ambitieux amène cependant G.D.F. à poursuivre de par le monde la prospection des fournisseurs éventuels.

Les discussions ont déjà été engagées avec les producteurs du golfe de Guinée, une nouvelle région gazière prometteuse. Certes les négociations du consortium d'acheteurs européens - dont Gaz de France - pour la livraison de G.N.L. provenant du Nigeria connaissent un retard important avec le retrait de la société américaine Phillips et la révision par Lagos de ses priorités en cette époque de crise économique mondiale. Mais le projet d'exportation de gaz naturel liquéfié par le Cameroun est en train de prendre corps et le Congo et la Côte-d'Ivoire pourraient devenir eux aussi vendeurs.

L'Arctique canadien, avec ses réserves considérables, fait aussi rêver les plus audacieux avec ses méthaniers brise-glace et ses conditions d'exploitation particulièrement difficiles. Un rêve qui pourrait devenir réalité dans les années à venir puisqu'un projet pilote - auquel serait associé Gaz de France - va être lancé afin de confirmer l'intérêt commercial éventuel d'une telle exploitation.

Le Venezuela, l'Argentine, les Antilles britanniques (Trinidad et Tobago), le Qatar, l'Égypte, l'Angola, voire un nouveau contrat avec l'Algérie, pourraient permettre à Gaz de France de répondre aux vœux gouvernementaux les plus ambitieux de diversification des approvisionnements et de développement du gaz naturel, dans l'attente - à plus long terme - d'une gazéification du charbon qui accroîtra les disponibilités en gaz (les essais et recherches *in situ* se poursuivent dans le Nord et G.D.F. a décidé la construction d'une unité pilote de gazéification du charbon de 1 000 tonnes par jour).

STOCKAGE ET CLIENTS « EFFAÇABLES »

Deux moyens pour faire face à une éventuelle suspension des livraisons

A la fin de l'année dernière - alors que les principaux pays européens négociaient avec l'U.R.S.S. d'importants contrats d'achat de gaz - la Commission européenne recommandait aux États membres de la C.E.E. « l'adoption de mesures destinées à pallier à court terme d'éventuelles interruptions de livraisons ».

Gaz de France n'avait pas attendu cette recommandation pour garantir la sécurité de ses approvisionnements et mettre en place un dispositif qui permette d'ajuster les ventes aux disponibilités réduites de gaz en cas de crise ou d'accident d'exploitation. L'entreprise nationale a donc depuis de longues années développé les contrats dits « interruptibles » et les capacités de stockage souterrain, avec pour objectif permanent de disposer ainsi d'un potentiel de 30 % des approvisionnements pris en compte dans les bilans prévisionnels (15 % de clients « effaçables » et 15 % de stockage de réserve).

Un contrat entre fournisseur de gaz et certaines catégories de consommateurs est qualifié d'interruptible lorsqu'il est assorti d'une clause qui permet de réduire ou d'interrompre les livraisons.

Cela suppose des clients importants et en nombre limité pour pouvoir les mobiliser rapidement. En France, les principales utilisations concernées sont les centrales thermiques, les fours de cimenteries, les chaudières industrielles, les unités de production d'ammoniac et de méthanol, les unités de production d'hydrogène et les grosses turbines à gaz.

En contrepartie d'un surinvestissement indispensable pour pouvoir en permanence utiliser un combustible de substitution et de l'acceptation d'être « effacé » du réseau de Gaz de France pour une durée indéterminée avec un préavis qui parfois ne dépasse pas 24 heures, le client bénéficie d'un tarif privilégié.

Le stockage de grosses quantités de gaz naturel a un double rôle de régulation des consommations entre l'hiver et l'été et de contribution à la sécurité des approvisionnements. Pour assurer ces deux fonctions Gaz de France doit fortement accroître sa capacité de stockage souterrain pour répondre à des besoins estimés à 3 milliards

de mètres cubes en 1985 et à plus de 10 milliards en 1990.

Le développement prévu des capacités se fera en premier lieu dans des sites déjà connus et exploités ; parallèlement de nouvelles structures géologiques sont recherchées.

Dans une réponse écrite à un député le ministre délégué chargé de l'énergie M. Hervé A. le 31 mai 1982, précisait les développements à venir.

Les sites de Saint-Clair-sur-Epte (Val-d'Oise) et de Soings-en-Sologne (Loir-et-Cher) sont en cours d'équipement, tandis que celui de Germigny-sous-Coulombs (Seine-et-Marne) a été reconnu apte au stockage.

En outre Elf-Aquitaine procède actuellement pour le compte de Gaz de France aux premières injections de gaz dans une structure dite de l'Isaule dans le Gers, et Gaz de France se livre à un certain nombre de travaux exploratoires sur divers sites géologiques notamment dans le bas Languedoc, le nord de la Beauce, le Vexin normand.

Ce programme ambitieux de développement des capacités de stockage et des clients interruptibles constitue la garantie essentielle contre la rigidité de la chaîne gazière et, comme tel, il apparaît comme l'un des éléments essentiels de la politique de croissance du gaz naturel en France.

MONTOIR-DE-BRETAGNE :

L'un des ports méthaniers les plus importants du monde

Le 19 mars 1982, le *Ramdam Abane*, un méthanier chargé de 126 000 mètres cubes de gaz algérien liquéfié, faisait son entrée au terminal de Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique). C'était le premier navire de la classe des 125 000 mètres cubes à accoster aux appointements sur l'estuaire de la Loire.

Montoir-de-Bretagne est le troisième terminal méthanier réalisé par le Gaz de France après Le Havre (1965) et Fos-sur-Mer (1972). C'est aussi le plus important : il a été conçu pour recevoir, dans un premier temps, 5,15 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié par an, en provenance d'Algérie, conformément au contrat signé le 2 avril 1976 par le G.D.F. et la société algérienne Sonatrach. Des travaux d'agrandissement sont actuellement engagés pour permettre la réception de quantités supplémentaires de gaz. Lorsqu'ils seront achevés, au début de l'année 1983, le terminal de Montoir-de-Bretagne sera l'un des plus importants du monde avec une capacité d'émission annuelle de gaz supérieure à 10 milliards de mètres cubes par an. Situé sur la rive nord de l'estuaire de la Loire entre Saint-Nazaire et Donges, il s'étend sur 68 hectares. Ses installations assurent quatre rôles : la réception des navires méthaniers et

le déchargement de leur cargaison, le stockage du gaz naturel liquéfié, sa regazéification et son émission sur le réseau de transport français.

Grâce à d'importants travaux d'aménagement réalisés par le Port autonome de Nantes - Saint-Nazaire, le terminal peut recevoir des méthaniers de capacité comprise entre 25 000 et 130 000 mètres cubes. Le chenal d'accès a en effet été élargi à 300 mètres et approfondi à 13,25 mètres. Moyennant un approfondissement complémentaire, la taille maximale des méthaniers pourrait atteindre 200 000 mètres cubes.

Les navires accostent le long de deux appointements, équipés chacun de quatre bras de déchargement. Le gaz déchargé est ensuite acheminé vers deux (et bientôt trois) réservoirs de stockage qui peuvent contenir chacun 120 000 mètres cubes.

Avant d'être regazéifié, le gaz naturel est porté à la pression de 96 bars grâce à sept pompes haute pression. Puis il est envoyé dans quatre regazéificateurs à ruissellement d'eau.

Le gaz est alors acheminé vers Nozay (Loire-Atlantique). De là, il gagne l'ouest de la France et la région parisienne, et plus précisément le souterrain de Beynes (Yvelines).

EMPRUNT G.D.F.

TAUX D'INTÉRÊT ANNUEL : **16,80 %** TAUX DE RENDEMENT ACTUEL, BRUT A L'ÉMISSION : **16,80 %**

PRIX D'ÉMISSION : Le pair, soit 5 000 F par obligation

JOUISSANCE : Le 30 août 1982

INTÉRÊT ANNUEL : Seul ce qui est dû ci-dessous aux « Conditions de remboursement anticipé », les obligations rapporteront un intérêt annuel de 16,80 %, soit 840 F par obligation payable le 30 août de chaque année et pour la première fois le 30 août 1983.

AMORTISSEMENT NORMAL : Au pair, en totalité, le 30 août 2000. Toutefois avant ce terme le GAZ DE FRANCE, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché de l'emprunt, rachètera des obligations en Bourse, à partir du 30 août 1982, dans la limite annuelle de 5 % du nombre de titres en circulation. De plus le GAZ DE FRANCE se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse supplémentaires.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Possible après 7, 10 et 14 ans au gré du porteur, soit de l'émetteur (voir conditions ci-dessous).

RÉGIME FISCAL : Le paiement des intérêts, ainsi que le remboursement des titres, seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs. Dans l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut des intérêts sous déduction à leur choix : soit d'une retenue à la source de 10 % qui correspond à un crédit d'impôt d'égale montant, imputable sur l'impôt sur le revenu, soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement, pour ces intérêts, de l'impôt sur le revenu. En outre, ces intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 3 000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe. En cas de remboursement anticipé au gré de l'émetteur, les primes de remboursement sont payées nettes de toute retenue à la source et ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

COTATION : A la Bourse de Paris.

SOUSCRIPTIONS : Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
 • Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
 • Caisse Nationale et Caisse Régionales de Crédit Agricole Mutuel,
 • Caisse de Crédit Mutuel,
 • Caisse d'Épargne,
 • Caisse Nationale de l'Énergie,
 • Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION

(Détails au B.A.L.O. du 30 août 1982)

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ :

Le remboursement anticipé pourra intervenir aux dates prévues, selon les modalités ci-dessous :
 - soit au gré du porteur, au pair, avec réduction du dernier coupon payé,
 - soit au gré de l'émetteur, pour la totalité des obligations restant en circulation, à un prix supérieur au pair.

Date de remboursement	Montant du coupon	Taux de rendement brut à l'émission	Pré de remboursement	Taux de rendement brut pour le porteur à l'émission
30 août 1982	840 F	16,80 %	10,00 %	17,65 %
30 août 1983	840 F	16,80 %	10,00 %	17,65 %
30 août 1984	840 F	16,80 %	10,00 %	17,65 %
30 août 1985	840 F	16,80 %	10,00 %	17,65 %

Exploitation	
- Ventes de gaz (en milliards de kWh)	
- Gaz de France	245,5
- Gaz de France + filiales	278,6
dont :	
- Secteurs résidentiel et tertiaire	56,1 %
- Secteur industriel	43,8 %
- Secteur électrique	0,1 %
- Abonnements (en millions)	8,2
dont :	
- Clients alimentés en gaz naturel pur	8
- Consommation de gaz naturel par abonné domestique (en kWh)	8 975
Investissements	
(Hors taxes, en milliards de francs)	3,3
dont :	
- Transport	0,6
- Distribution	1,5

Comptes de gestion	
(Hors taxes, en millions de francs)	
- Chiffre d'affaires	29 370,9
- Résultat d'exploitation	- 600,5
- Résultat net	- 930
- Marge brute d'autofinancement	2 226,8
- Prix moyen de revient du gaz (en c/kWh)	11,86
- Prix moyen de vente du gaz (en c/kWh)	11,61

ORA Turbo

modèle 82
prix de revient !

AUER

821.60.21

AFFAIRES

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Notre tâche historique est d'organiser la profonde mutation technologique, sociale et culturelle de la France
déclare M. Chevènement

« Vous avez désormais 54 millions d'actionnaires qui vous jugeront, mieux que moi, sur vos résultats », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, mardi matin 31 août en recevant les P.-D. G. des groupes industriels du secteur public et les directeurs des centres de recherche (le Monde daté 1^{er} septembre).

Répondant à l'après-midi aux questions de la presse, le ministre a apporté un certain nombre de précisions sur sa conception de la politique industrielle, sur les rapports Etat-secteur public et sur son action au cours des prochains mois.

Un observatoire du secteur public sera créé rapidement. Placé sous la tutelle du ministère de la recherche et de l'industrie, composé de statisticiens et d'économistes, cet organisme publiera tous les six mois les

résultats des entreprises nationales concernant leurs investissements, achats, exportations, l'emploi et les pertes et profits ventilés par secteurs d'activité.

L'autonomie de gestion des entreprises nationales doit « être totale », mais à l'intérieur d'un cadre défini au préalable, celui de la politique industrielle. L'Etat signera avec elles des conventions d'entreprises dans le courant de cette année. D'une durée de trois ans, elles seront relayées et prolongées par des « contrats de plan quinquennaux », qui seront mis au point vers la fin de 1983.

L'opposition entre secteur public et secteur privé est « fallacieuse ». Ils ne peuvent que « progresser ensemble ». Le secteur public donnera « une impulsion vigoureuse », mais il faut « une floraison des

initiatives privées ». Cette évolution parallèle des deux secteurs, « leur complémentarité, leur coopération » doit former ce que M. Chevènement appelle le « modèle français ».

« Notre tâche historique est d'organiser la profonde mutation technologique, sociale et culturelle de la France », a déclaré M. Chevènement. Or « rien ne pourra se faire s'il n'y a pas une industrie compétitive ». C'est elle qui « soutient tout le reste, assure 80 % des exportations ; un emploi industriel productif en génère trois autres ». « Nous devons donc moderniser toutes nos industries. Mais il faut aussi que, à chaque fois que l'on ferme une usine », et selon M. Chevènement il y en a un certain nombre, « on crée une usine nouvelle, compétitive ».

A l'épreuve des faits

« Impératif industriel, réconcilier la France avec son industrie, doter le pays d'une industrie compétitive, privilégier l'investissement productif... » Voilà des termes qui ont déjà résonné au ministère de l'industrie, rue de Grenelle. S'il ne manquait pas de souffle, s'il était empreint de ce volontarisme industriel que M. Chevènement a toujours professé, le discours que le ministre de la recherche et de l'industrie a tenu mardi 31 août devant les patrons des groupes industriels nationalisés et des organismes publics de recherche n'aurait pas, à vrai dire, été renié par certains de ses prédécesseurs. M. André Giraud, pour ne citer que lui, a défendu en d'autres temps et dans un autre environnement, au regard à la situation politique d'alors, une certaine idée de l'industrie et de son nécessaire développement.

Reste que bien souvent ces ambitions, ces objectifs ambitieux sur lesquels chacun s'accorde, sont restés dans le passé lettre morte. Qui ne se souvient de cette malheureuse filière boîtier-papier pour laquelle chaque nouveau ministre de l'industrie a tenu de doctes discours, présentant son plan pour réduire le déficit commercial et rénover les structures. Plan que son successeur remettait en chantier deux ou trois ans plus tard.

le déficit ayant doublé entre-temps et les entreprises accumulant pertes sur pertes. Ces bonnes intentions devaient subir l'épreuve des faits.

Définir une politique industrielle, c'est d'abord décider si la collectivité doit continuer d'investir à fonds perdus dans des secteurs où le redressement est plus qu'hypothétique. Définir une politique industrielle, c'est choisir là où il convient de concentrer les efforts, étant entendu que tout n'est pas possible et qu'un pays comme la France ne peut pas couvrir l'ensemble du spectre de l'industrie. « Aucun centre de perte ne peut être durablement soutenu par la collectivité », a courageusement reconnu M. Chevènement. Mais il convient désormais de distinguer rapidement ce qui, dans l'univers industriel de la France, relève du provisoire et du durable. Et prendre les mesures en conséquence. Aussi douloureuses soient-elles.

Il est des domaines, des filières, dont le pays doit, à travers ses entreprises publiques ou privées, contrôler tous les maillons. Il est d'autres secteurs moins vitaux, moins stratégiques, où la présence française peut être concentrée sur quelques créneaux à forte valeur ajoutée à travers des usines modernisées. Il est enfin des activités où le maintien d'une production nationale ne peut se justifier que dans l'optique — toute militaire — de l'arsenal. C'est, il faut l'espérer, de toutes ces options, de ces choix, qu'il sera débattu lors des journées et des assises sur l'industrie qui se tiendront en novembre et en juin prochains.

P.T.T.

YVELINES : LES POSTIERS ET LES AGRESSIONS

Les postiers de Sartrouville, dans les Yvelines, ont décidé de ne pas poursuivre au paiement des mandats à domicile ainsi qu'ils en avaient brandi la menace après les six agressions dont ils ont été victimes depuis le début de l'année.

Réunis en assemblée générale le mardi 31 août à l'appel du syndicat C.G.T., les postiers ont indiqué qu'ils se montreraient patients et attendraient le résultat des négociations actuellement entreprises entre la ville, la direction départementale de la police et la direction des postes. Toutefois, ils exigent la mise en place rapide d'un quadrillage policier plus efficace, de même que des renforts d'effectifs afin de pouvoir effectuer avec une plus grande sécurité le paiement des mandats à domicile. — (Corresp.)

Démocratie et efficacité économique

« Je ne prétends pas avoir défini une politique industrielle », reconnaît M. Chevènement, qui estime avoir surtout voulu « délivrer un message ». D'autant que cette politique industrielle doit être, selon lui, une « œuvre collective » et s'élaborer à travers les prochaines assises. Reste que ce grand débat sur le développement industriel que le ministre veut lancer à l'instar de ce qu'il avait fait avec la recherche, prendra du temps. Or le ministère de la recherche et de l'industrie est soumis à la pression des événements quotidiens, aux fermetures d'usines, aux faillites. Bien souvent, il faut apporter des réponses rapides à des cas concrets. Les choix qui seront alors faits devront s'inscrire — toute militaire — de l'arsenal. C'est, il faut l'espérer, de toutes ces options, de ces choix, qu'il sera débattu lors des journées et des assises sur l'industrie qui se tiendront en novembre et en juin prochains.

(Publicité)

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION FERROVIAIRE DES INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL (SEFICS)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR FOURNITURES FERROVIAIRES

Cet avis spécifique fait suite à l'avis général de passation des marchés de ce projet, qui a paru dans le numéro 82 du 17 juillet 1981 de Development Forum Business Edition.

La Société d'exploitation ferroviaire des industries chimiques du Sénégal (SEFICS) passe des contrats de fournitures et de travaux pour la mise en route d'usines de production d'engrais et d'acide phosphorique au Sénégal.

La présente annonce concerne la fourniture, le montage et les essais suivant la formule « clé en main », d'un ensemble comprenant :

— des équipements de signalisation ferroviaire pour l'équipement complet d'un nouveau ferroviaire ;

— des équipements de télécommunication ;

— 30 m² de bâtiments techniques pour recevoir les équipements.

Les sociétés intéressées par la fourniture de ce lot pourront retirer le dossier d'appel d'offres correspondant contre remise d'une participation de 500 FF à l'une des adresses ci-dessous, à partir du mois d'octobre 1982.

Elles auront à remettre leurs offres dans les conditions et aux délais indiqués dans le dossier d'appel d'offres.

SEFICS - INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL

B.P. 3835 - 88, boulevard de la République - DAKAR - SÉNÉGAL

Télé : 3346 ICS DKR SG

INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL

62, rue Jeanne d'Arc - 75648 Paris Cedex 13 - FRANCE

Télé : 200 191 PEMC

ce que celui qui doit concilier démocratie et efficacité économique.

Pour « gagner la bataille économique » qui se joue autour de l'industrie, pour renverser la tendance actuelle qui « place l'Europe dans le camp des perdants », M. Chevènement compte sur « quatre atouts » : une meilleure liaison entre la science et l'industrie, entre l'industrie et l'appareil de formation, un accroissement de l'épargne industrielle, un véritable dialogue social.

Des efforts importants ont déjà été faits pour décloisonner la recherche de l'industrie. Les mesures prises en faveur de l'épargne sont un premier pas. Mais, pour trouver les 40 milliards de francs annuels d'investissements supplémentaires qu'il faudrait, selon M. Chevènement, injecter dans l'industrie, il sera nécessaire d'aller plus loin. De trouver des stimulants pour attirer les investisseurs vers la création d'entreprises industrielles.

De même, l'adaptation de l'appareil de formation à la nouvelle donne industrielle prendra du temps, et passe aussi par une réforme de l'éducation nationale. Enfin, cette mobili-

sation des énergies et des talents, que M. Chevènement appelle de ses vœux et sans laquelle toute politique industrielle est vouée à l'échec, doit s'opérer bien évidemment autour d'un projet pour l'entreprise, le secteur industriel concerné. Mais il faudra, là aussi, que le pouvoir revête certains dogmes en matière salariale, s'attaque à des rentes de situation, et sache reconquérir les cadres.

« La seule chose que nous ayons à craindre est la crainte elle-même », a dit Franklin Roosevelt, le ministre sait que c'est sur ce terrain de la mobilisation des hommes — et des moyens financiers — que tout se jouera. Or force est de constater que le pouvoir a perdu du temps. Ce discours sur l'impératif industriel, la priorité donnée au développement de l'appareil productif, la définition du cadre dans lequel doivent évoluer les rapports entre l'Etat et le secteur public, la mobilisation de l'épargne industrielle, le gouvernement aurait dû le tenir il y a au moins six mois. Mais ne dit-on pas qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire ?

J.-M. QUATREPOINT.

AGRICULTURE

En Lozère, l'administration est accusée d'irrégularités par un groupe d'agriculteurs

A la suite des questions soulevées par les pratiques de la SAFER de Lozère (le Monde daté 15-16 août), une nouvelle « affaire » agite les milieux agricoles du département. Elle concerne l'attribution d'un plan de développement, qui permet d'obtenir des subventions publiques et des prêts bonifiés. — Un groupe d'agriculteurs, soutenus par l'Union des consommateurs de la Lozère, accuse l'administration d'avoir antidaté la décision de recevabilité du plan afin de permettre à l'exploitant de bénéficier de taux d'intérêt plus favorables.

De notre correspondant

Mende. — L'affaire débute le 22 septembre 1981. Une commission mixte, présidée par M. Jean-Luc Guérin, représentant le directeur départemental de l'agriculture (D.D.A.), a lieu à la préfecture de Mende, pour examiner notamment, une demande de plan de développement, déposée par un agriculteur ayant racheté une propriété à la SAFER. Le précédent exploitant, lui aussi titulaire d'un plan de développement et « attributaire de la SAFER », a quitté son exploitation, alors qu'il était engagé à rester quinze années. Il s'est installé dans une région de plaine, parce que ses enfants ne voulaient plus faire de l'élevage. Le nouveau propriétaire veut réaliser un important programme d'investissements dépassant un million de francs. Ce plan de développement, présenté à la réunion du 22 septembre, soulève de nombreuses objections de la part du représentant du Crédit agricole, qui estime que « des éléments d'appréciation font défaut, au niveau de l'acquisition d'un bâtiment », et demande l'ajournement du dossier.

Dans le procès-verbal, on indique que ce plan ne peut être octroyé tant que le précédent n'a pas été soldé. La commission mixte renvoie l'examen du dossier au 23 octobre 1981, mais on n'en trouve aucune trace sur le procès-verbal de cette seconde réunion (du 23 octobre). Pourtant une décision de recevabilité est prise par le directeur départemental de l'agriculture, agissant pour le préfet et par délégation. Mieux, ce document officiel porte la date du 22 septembre 1981, c'est-à-dire le jour où la commission mixte avait prononcé

l'avis... d'ajournement ! Comment justifier une telle contradiction ?

A la préfecture de Lozère, on répond qu'« à la réunion du 22 septembre, le plan de développement a bien été ajourné en raison de l'impossibilité réglementaire d'accorder deux plans de développement sur la même exploitation concomitamment. (...) Le plan ajourné en septembre est passé devant la commission du 22 octobre. Les membres de cette commission, à l'unanimité, ont demandé au préfet d'accepter la date de recevabilité du plan au 22 septembre, de lui donner un effet rétroactif pour ne pas pénaliser le demandeur ». La date du 22 septembre est en effet antérieure au changement de taux des prêts accordés aux agriculteurs (de 4,75 % à 3,25 %).

« Pourquoi les décisions qui auraient été prises lors de la commission du 23 octobre ne figurent-elles pas au procès-verbal de ladite réunion ? Pourquoi la décision de recevabilité du plan de développement signée par la D.D.A. n'est-elle pas datée du 23 octobre avec la mention « effet rétroactif au 22 septembre » ? Faut-il être un gros agriculteur ayant acheté à la SAFER une propriété de plus de 2 millions de francs pour que l'administration qualifie de mesures équitables des irrégularités flagrantes ? » s'interrogent quelques agriculteurs réunis à Costeboules autour de M. Galfre, responsable d'une association affiliée à l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) qui a décidé d'alerter la Cour des comptes et les ministères concernés.

JEAN-MARC GILLY.

QUITTANT BOUSSAC SAINT FRÈRES

M. Georges Jollès va prendre la présidence du directoire du groupe Bidemann

Bidemann S.A., société holding du premier groupe français de l'habillement masculin, devait décider, au cours d'une assemblée générale extraordinaire, le 2 septembre, de se transformer en société à directoire et conseil de surveillance. M. Maurice Bidemann, principal actionnaire (avec 85 % du capital) et jusqu'ici président-directeur général du groupe, prendra du recul et deviendra président du conseil de surveillance. M. Georges Jollès, ancien directeur financier du groupe, détaché depuis un an à la direction chez Boussac Saint Frères (devenu la nouvelle Compagnie Boussac Saint Frères), reviendra chez Bidemann, où il deviendra président d'un directoire de quatre membres.

Le retour de M. Jollès, moins d'un an après son départ, en surprenant plus d'un. Ce genre de va-et-vient n'est guère d'usage dans l'industrie, où, s'il arrive qu'on quitte brutalement un poste, même de cette importance, il est rarissime qu'on réintègre — en l'occurrence avec des pouvoirs accrus — ses précédentes fonctions. Certes, le départ de M. Jollès n'était pas une rupture, puisqu'il avait conservé une participation importante (15 % environ) du capital du groupe Bidemann, et gardé de ce fait un œil — et un bureau — dans la maison. Mais cela ne l'avait pas empêché d'accomplir un travail considérable chez Boussac Saint Frères, où, avec l'IDI (Institut de développement industriel) chargé de cet éprouvé dossier, il a dans un premier temps mis sur pied un plan de redressement puis assuré des tâches de direction générale.

Son départ, assure-t-on chez B.S.F., s'explique essentiellement par les difficultés du groupe Bidemann, qui s'était mal remis de son absence.

Que va faire l'IDI ?

M. Maurice Bidemann s'en défend, son groupe, assure-t-il, devrait réaliser en 1982, pour un chiffre d'affaires consolidé de 3 milliards de F, un bénéfice net de 80 à 95 millions de F. Sans nier les difficultés conjoncturelles en France, notamment, et la faiblesse des fonds propres du groupe (200 millions de F environ) au regard de son endettement à court terme (plus de 500 millions de F), l'actuel directeur du groupe insiste sur le potentiel de développement important des activités de Bidemann aux Etats-Unis, la filiale américaine du groupe assurant dorénavant près de 65 % du chiffre d'affaires et près de la moitié des résultats.

La composition du nouveau directoire reflète d'ailleurs l'orientation de plus en plus américaine du groupe puisque, outre M. Jollès, y figureront M. Zelnik, président de Bidemann Industries à New-York, et M. Ken Sitomer, directeur financier de la même filiale, ainsi que M. Vallet, directeur général des établissements Mas (filiale du groupe) à Toulouse.

Il faut donc trouver une autre explication au départ de M. Jollès de B.S.F.

Il fait en vérité écarter au grand jour les discussions qui se sont développées au fil des mois au sein de la direction de Boussac Saint Frères.

Ce n'était un secret pour personne : M. Meyer, P.-D.G. de B.S.F., nommé par le gouvernement en mars, et M. Jollès s'entendaient mal. Le premier, polytechnicien, haut fonctionnaire découvrant la grande industrie avec l'enthousiasme du néophyte, et refusant d'appliquer le plan qui avait été préparé, a ajouté à l'équipe constituée avant son arrivée par M. Jollès au sein de l'Institut de développement industriel (IDI) son propre état-major.

Résultat : neuf directeurs généraux adjoints cohabitaient dans une atmosphère pesante. Le départ de M. Jollès, conséquence de cette incohérence, risque d'avoir pour le groupe B.S.F. deux graves répercussions : d'une part, elle ne manquera pas de renforcer la méfiance des milieux financiers, et notamment des sociétés d'assurance-crédit, lesquelles ont pour la plupart refusé d'assurer la couverture de la nouvelle compagnie, « c'est une question de confiance », affirme-t-on, en ne cachant pas les inquiétudes qu'inspire le départ de cet excellent technicien. Second problème : que va faire l'IDI ? Principal actionnaire avec les banques de la nouvelle compagnie, l'Institut para-public ne cachait pas plus ses préférences pour « l'équipe de base » constituée autour de M. Jollès. L'IDI n'ayant pu obtenir de M. Meyer la mise en place d'une direction ni la nomination d'administrateurs de son gîte, ni même la tenue d'une assemblée générale des actionnaires, va-t-il continuer d'assurer selon les demandes de la lettre de mission du premier ministre au directeur général de l'IDI en décembre 1981 — la prise de contrôle — de l'ancien groupe Willot ? Rien n'est moins sûr.

VÉRONIQUE MAURIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Commercial de France



Les obligations étant entièrement souscrites, cette annonce est insérée à titre d'information.

EMISSION DE DEUX EMPRUNTS POUR UN MONTANT TOTAL DE F 550 MILLIONS
REPRÉSENTÉS PAR 110 000 OBLIGATIONS DE F 5 000 NOMINAL
(au choix des souscripteurs)

EMPRUNT A TAUX VARIABLE
MONTANT MINIMUM 110 MILLIONS DE FRANCS

Prêt d'émission : le prêt soit F 5 000 par obligation

Jour d'émission : 30 Septembre 1982.

Durée : 8 ans et 6 mois.

Intérêt : variable, égal à la moyenne des taux de rendement à l'émission des emprunts garantis et assortis établis par l'INSEE mensuelle de 0,20 %.

Intérêt minimum garanti : 11 %

Amortissement : le premier coupon payé le 30 Mars 1993 concourra à la fin des 8 ans et 6 mois soit le 30 Mars 1991.

Amortissement anticipé : autorisé par l'Etat, en l'absence d'obligation de trois OPA.

EMPRUNT 16,70 %
MONTANT MINIMUM 110 MILLIONS DE FRANCS

Prêt d'émission : le prêt soit F 5 000 par obligation

Jour d'émission : 18 Septembre 1982.

Durée : 16 ans.

Amortissement : en 10 tranches annuelles égales à partir du 18 Septembre 1993

— soit par remboursements au pair

— soit par rachats en Bourse.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission :

16,44 %

Taux de rendement actuariel brut au règlement :

16,83 %

La note d'information que a reçu le visa de la C.O.S. n° 82-347 en date du 25.8.1982 est tenue à la disposition du public, après heures de bureau et au siège social du CCF, 103, Champs-Élysées, 75008 Paris.

CCF. La banque des réussites.

150 من الاجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'AFFAIRE DU GAZODUC : « La confiance ébranlée », par Eugène Loderer, « Solidarité et violence », par Claude Evis, « Une alliance fantôme », par James Chico.

ÉTRANGER

33 5. LA CRISE DU LIBAN ET SES RÉPÉRESSIONS

4. ASIE

5. PROCHE-ORIENT

6. EUROPE

7. Les troubles en Pologne.

73 11. SUPPLÉMENT GREC :

— La recherche de voies nouvelles.

12. AMÉRIQUES

— ÉTATS-UNIS : les polémiques sur le gazoduc et les taux d'intérêt.

— Le drame des réfugiés salvadoriens (1), par Philippe Boggio.

13. TERRORISME ET SERVICES SECRETS

SOCIÉTÉ

14. RELIGION : une voie originale vers le sacerdoce.

— MÉDECINE : le congrès de la société de transplantation.

24. JUSTICE : assassinats en tous genres dans les prisons italiennes.

25. PATRIMOINE : le dévouement au Mexique d'un manuscrit précolombien volé à Paris.

— SPORTS

— TENNIS : le début de l'open des États-Unis.

— FOOTBALL : la défaite de la France face à la Pologne.

ARTS ET SPECTACLES

15. Le Miroir du cinéma à Venise :

Quarante, de Fassbinder.

16. Entrevues et le cinéaste égyptien Youssef Chahine.

— PROGRAMMES EXPOSITIONS.

17. Vol, de Yilmaz Guney ; entrevues avec le réalisateur.

18 à 20. RADIO-TELEVISION : programmes du 3 au 9 septembre.

21 à 23. PROGRAMMES SPECTACLES.

RÉGIONS

27. Destinées à protéger les sites naturels, les études d'impact ont été mal utilisées et inefficaces.

ÉCONOMIE

31. SOCIAL : les fonctionnaires devraient bénéficier d'une augmentation salariale d'environ 3 % dès le 1^{er} novembre.

— CONJONCTURE : les banques françaises réduisent leur taux de base de 13,75 % à 13,25 %.

32. ÉTRANGER : Cuba demanderait des délais pour le remboursement de sa dette extérieure.

— ÉNERGIE

34. AFFAIRES : la politique industrielle : « Notre tâche historique est d'organiser la profonde mutation technologique, sociale et culturelle de la France », déclare M. Chevènement.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

— AGRICULTURE.

LE VOYAGE DE M. CHIRAC A NOUMÉA

L'expérience socialiste ne durera pas deux ans déclare le président du R.P.R.

M. Jean-Marie Tjibaou, vice-président du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et animateur de l'Union calédonienne (indépendantiste), a été reçu, mardi 31 août, par le président de la République, en présence de M. Christian Nucci, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer. M. Tjibaou a indiqué, en sortant de l'Élysée, que « le gouvernement envisage de procéder à une révision de la Nouvelle-Calédonie » et que cette discussion, qui devrait porter sur le « contenu du statut et les échéances », pourrait s'engager au début de 1983.

M. Tjibaou, qui revendique l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie pour 1994 (le Monde du 23 août), a déclaré qu'il ignore l'opinion de M. Mitterrand sur cette question. Dans l'immédiat, a ajouté M. Tjibaou, les échéances concernent les réformes et les ordonnances. M. Nucci a indiqué, à ce sujet, que sa mission se poursuit « par la mise en place des derniers textes d'ordonnances, qui seront soumis dans les semaines à venir, à l'Assemblée territoriale ». M. Nucci a cité l'ordonnance ministérielle, celle qui concerne l'énergie et celle qui organise le code du travail en Nouvelle-Calédonie. A Nouméa, où il est arrivé mercredi 1^{er} septembre, M. Jacques Chirac a déclaré que les socialistes n'auraient pas le temps de faire évoluer leur position sur l'indépendance. « Les Calédoniens auraient tort de s'inquiéter, parce qu'il s'agit du vote d'une minorité et que l'échéance est lointaine », a déclaré le président du R.P.R. au cours d'une conférence de presse. « L'évolution de la situa-

tion économique et politique en France fait que l'expérience socialiste ne durera pas deux ans », estime M. Chirac. Le président du R.P.R. est venu à Nouméa avec M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., pour soutenir la candidature de M. Jacques Lafleur à l'élection législative partielle du 5 septembre. Dans l'après-midi, le candidat à Nouméa, M. Chirac a indiqué qu'il souhaite le maintien de la République française, mais qu'il se prononce pour une plus grande autonomie de ce territoire. « La Nouvelle-Calédonie est un élément important pour la France dans le Pacifique », a dit le maire de Paris. M. Chirac reproche au gouvernement d'avoir accédé à l'idée d'une prochaine indépendance de la Nouvelle-Calédonie, alors qu'il devrait, plutôt, « faire part avec franchise de ses intentions ».

La décentralisation en Martinique

FR 3-RADIO RETRANSMET EN DIRECT LES DÉBATS DU CONSEIL GÉNÉRAL

(De notre correspondant.)

Fort-de-France. — Aucune voix n'a manqué pour le projet de loi sur la décentralisation, présenté par M. Jean-Marie Tjibaou, conseiller général indépendantiste de Rivière-Pilote, lors de la séance du conseil général de la Martinique, mardi 31 août, les débats en direct, malgré leur longueur, ont été suivis par un public nombreux. Le conseil général de la Martinique, vingt-quatre voix contre, dix pour et une abstention (celle de M. Marie Jeanne, conseiller général indépendantiste de Rivière-Pilote, importante commune du littoral). Pour la première fois depuis sa création, FR 3-Radio a retransmis, mardi 31 août, les débats en direct, malgré leur longueur, de la loi sur la décentralisation. Le conseil général de la Martinique, vingt-quatre voix contre, dix pour et une abstention (celle de M. Marie Jeanne, conseiller général indépendantiste de Rivière-Pilote, importante commune du littoral). Pour la première fois depuis sa création, FR 3-Radio a retransmis, mardi 31 août, les débats en direct, malgré leur longueur, de la loi sur la décentralisation.

En se référant à des propos de M. Alain Chénard, alors rapporteur de la loi sur la décentralisation, M. Jean-Marie Tjibaou (U.D.F.), premier vice-président du conseil général, a voulu démontrer que la régionalisation en Martinique devait être rigoureusement semblable à ce qu'elle est en métropole, « sans quoi, a-t-il dit, nous cessons d'être un département français ». M. Camille Desdunes, secrétaire général du parti progressiste martiniquais et conseiller général de Fort-de-France, favorable au projet de loi, a déclaré, à ce sujet, que le conseil général de la Martinique, qui constitue l'existence de deux assemblées pour un même département et l'indépendance de deux assemblées pour un même département, n'est pas une situation nouvelle, mais une situation qui existe depuis longtemps. M. Desdunes a déclaré, à ce sujet, que le conseil général de la Martinique, qui constitue l'existence de deux assemblées pour un même département et l'indépendance de deux assemblées pour un même département, n'est pas une situation nouvelle, mais une situation qui existe depuis longtemps.

Président de la fédération justice C.G.T.

M. AIMÉ PASTRE PREND UNE RETRAITE ANTICIPÉE

M. Aimé Pastre prend une retraite anticipée. Directeur régional adjoint de l'administration pénitentiaire pour la région parisienne, M. Pastre, qui est âgé de soixante et un ans, conservera la présidence d'honneur de la fédération justice C.G.T. « avec voix délibérative dans les organismes statutaires fédéraux », précise un communiqué (cette fédération regroupe essentiellement des surveillants de prison). Le départ à la retraite de M. Pastre sera effectif le 6 septembre. Le même communiqué de la fédération ajoute que « M. Pastre continuera d'exercer ses fonctions syndicales dans les instances dirigeantes de la C.G.T. et notamment le comité confédéral national ».

Ancien membre de l'U.D.F., M. Pastre est aujourd'hui inscrit au M.R.G., auquel il a demandé à adhérer dès le lendemain de l'élection présidentielle, nous a-t-il précisé, justifiant son départ à la retraite par son désir de prendre du champ avec ses activités présentes.

Le 10 septembre

HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS

- Essence 10 super : + 9 centimes
- Fuel et gazole : + 6 centimes

Les prix des produits pétroliers vont augmenter le 10 septembre. Compte tenu des décisions prises en comité interministériel le 29 juillet, cette hausse sera limitée comme celle du 11 août — à 9 centimes par litre pour l'essence et le supercarburant et à 6 centimes pour le fuel et le gazole. Les nouveaux prix marins en région parisienne seront donc de 4,80 F par litre pour le super, de 4,29 F pour l'essence ordinaire, de 3,49 F pour le gazole et de 3,54 F pour le fuel domestique. Selon le Bulletin de l'Industrie pétrolière (BIP), la pleine application de la formule de fixation des prix aurait amené une hausse de 23 à 24 centimes par litre pour l'essence et le super (toutes taxes comprises, y compris la T.V.A. à 18,6 %) et de 12 centimes sur le fuel et le gazole. Si les éléments constitutifs des prix marins (coût du brut et niveau du dollar) et les prix européens demeurent stables dans le mois qui vient, une hausse du même montant que celle de septembre interviendra le 12 octobre. En novembre, les prix du fuel et du gazole ne bougeraient pas, tandis que les prix du litre de super et de l'essence ordinaire seraient relevés de quelques centimes.

LE DOLLAR SE MAINTIEN AU-DESSUS DE 7 F.

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est maintenu, mercredi 1^{er} septembre, au-dessus de la barre des 7 F, franchie la veille : il s'est établi à 7,01 F environ, contre près de 7,02 F mardi 31 août. Le cours du mark à Paris a peu varié, revenant de 2,36 F à 2,35 F environ, ce qui dénote toujours une certaine faiblesse du franc au sein du système monétaire européen. Le front des taux d'intérêt, le foyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire de Paris a été maintenu à 14,25 %.

NOUVELLES BRÈVES

● Une commission internationale vient d'être formée en vue d'enquêter sur les violations du droit international : les commissions pour Israël durant son invasion du Liban. La commission est présidée par M. Sean MacBride, président du Bureau international de la paix à Genève, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies, prix Nobel de la paix. Elle comprend des personnalités universitaires de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Israël, d'Union soviétique, de France et d'Allemagne occidentale. La commission lance un appel pour un « soutien moral et financier » à la tâche qu'elle s'est fixée (International Commission, 11 Connaught Place, London W2 3ET).

● Nouvelles arrestations au Kenya. — Un mois après la tentative de coup d'État, le quotidien Nairobi Times annonce, ce mardi 31 août, que le général Kariki, ancien commandant des forces armées, a été mis aux arrêts et que M. Ben Gethi, ancien chef de la police, a été arrêté il y a dix jours. Le jour même de son limogeage. — (A.F.P.)

● M. Alain Chénard (P.S.), député de Loire-Atlantique, a indiqué, mardi 31 août, qu'il est candidat au renouvellement de son mandat de maire de Nantes, fonction qu'il occupe depuis 1977. Après s'être prononcé en faveur d'un « élargissement de la coalition municipale », M. Chénard a observé : « Ce qui a le plus manqué à la vie démocratique municipale est l'absence d'opposition ».

● Un cafetier tué à Paris. — Le gérant du café Les sables d'or, 15, rue de l'Écluse, à Paris 10^e, M. Boujeloul Ouh, a été tué et deux de ses clients d'origine galement nord-africaine ont été grièvement blessés lors d'une fusillade qui s'est déroulée dans l'établissement mardi 31 août vers 23 h 30. L'associé de M. Ouh, M. Rezeki Azaz, vingt-deux ans, et deux de ses amis ont été interpellés et placés en garde à vue dans les locaux de la 2^e brigade territoriale.

REOUVERTURE 1^{er} SEPTEMBRE
MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
Chapons - Bouillabaisse - Bourride
Loup grillé au fenouil et toutes les spécialités provençales
Fermé le dimanche
4, av. George-V - 723 41 48 et 723 44 38

10 ANS DE GARANTIE
Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

UNE MISE AU POINT DU QUAI D'ORSAY

Paris entend poursuivre son aide au Tchad et au Centrafrique

Réaffirmant, mardi 31 août, l'attachement de la France à la poursuite de son assistance aux pays désertés tels que le Tchad et le Centrafrique et à respecter, en ce qui concerne le premier, les recommandations de l'Organisation de l'Unité africaine en faveur de sa reconstruction, le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que l'aide française au Tchad s'est élevée, pour les huit premiers mois de 1982, à 63 millions de francs et pour la République Centrafricaine pendant la même période à 74 millions de francs.

La moitié des crédits consacrés au Tchad, a-t-il affirmé, ont été depuis l'arrivée au pouvoir à N'Djamena de M. Hissène Habré, chef des forces armées du Nord, consacrée à l'aide humanitaire, santé et aide alimentaire. La coopération

franco-tchadienne s'exerce essentiellement dans le secteur rural, la relance de l'administration tchadienne, le fonctionnement des services publics (électricité, radio, télécommunications, etc.).

A propos du Centrafrique, le porte-parole a précisé que le rythme de l'aide pour 1982 était supérieur à celui de 1981 (101 millions de francs pour l'année). Il a rappelé que le gouvernement français avait indiqué en 1981 qu'il continuerait à apporter son aide à l'œuvre « méritoire » de reconstruction nationale du gouvernement centrafricain. Quelques mille deux cents militaires français se trouvent toujours en R.C.A. aux termes d'un accord de défense signé les deux pays.

[Cette mise au point s'inscrivait en lien avec la déclaration de la présidence d'une part, Paris, et de l'Assemblée nationale, d'autre part, à l'occasion de la visite à Paris, le 31 août, de M. Hissène Habré, chef des forces armées du Nord, dont le monde a fait état dans ses éditions du 31 août.]

En Iran

LES MOUDJAHIDIN DU PEUPLE DÉNONCENT L'ACCENTUATION DE LA RÉPRESSION

L'imam Khomeiny a estimé, mardi 31 août, qu'aller combattre sur le front était une obligation « supérieure à celle du pèlerinage à La Mecque ». Le fondateur de la République islamique, dans un discours retransmis par Radio-Téhéran, a affirmé que l'Iran « était en guerre politiquement et militairement contre toutes les grandes puissances du monde et ceux qui les soutiennent ». « Espérons », a-t-il ajouté, en finir vite (avec la guerre contre l'Irak) et marcher vers cet ennemi encore plus vil que sont les Bégins [le premier ministre israélien] et ses semblables.

D'autre part, le mouvement d'opposition des Moudjahidin du peuple, dans un communiqué publié mardi 31 août à Paris, affirme « qu'il y a une semaine à Téhéran, une Allemande, épouse d'un médecin iranien, le Dr Mondstern, a trouvé la mort sous les balles des parades de Khomeiny ». Le même mouvement a adressé un message faisant état de cinq nouvelles « persécution publique d'oppression, en présence de leurs familles », à Babol, le 29 août, la prison d'Evin, affirmant que Moudjahidin, « les ouvrages des hommes meurent qui ont pris racine dans l'ampleur, sous les forges les plus saugrenues », le procureur Ladjavari et le député Hadi Ghojari « ayant été tués à la suite de ces actes ». — (A.F.P., Reuters.)

MORT DE GERHARDT HELLER, CENSEUR SOUS L'OCCUPATION

Gerhardt Heller vient de mourir à Baden-Baden à l'âge de soixante-trois ans.

[Gerhardt Heller était le lieutenant de la Wehrmacht à qui sa condamnation de la littérature française (il avait fusillé à Toulouse avant la guerre) et son activité pour l'Allemagne, l'ambassadeur d'Allemagne auprès de Vichy, valurent de 1945 à 1946, le poste d'attaché à la propagande à Paris.

A ce titre, il fut chargé d'appuyer l'accord intervenu entre le Reich et le général de Gaulle, français, accord aux termes duquel étaient interdites de publication les écrits juifs, francs-maçons, et plus tard les communistes, ainsi que les livres réprouvés et anti-allemands.

Dans un millier d'ouvrages inscrits sur la liste dite « Ours » (non publiés), mais le lieutenant Heller passe pour avoir appliqué mollement les consignes de l'occupant. Il a autorisé la publication de l'édition de Camus, et donné un avis favorable pour la représentation des Mouches, de Sartre.

Il semble avoir sauvé de la prison et de la mort certains écrivains français, mais il a été condamné à l'indépendance, notamment des « Juifs » de Mme Florence Gould, Drien La Rochelle et Brecht, furent de ses indices, mais aussi Mauriac, Paulhan, Valéry, Camus, Sartre.

Après la guerre, Gerhardt Heller s'est attaché à développer, comme éditeur et traducteur, les liens entre les deux cultures, et il a reçu en 1980 le Grand Prix du rayonnement de l'Académie.

La communion dans l'amour de la littérature pouvait-elle survivre au milieu de l'horreur nazi et le temple ? Le débat a été ouvert en mars 1981 avec la publication, suivie d'une émission d'antenne, des souvenirs de Gerhardt Heller sur cette période trouble (voir L'ESPÉRANTO, Le Seuil, le Monde du 13 mars 1981.)

17, avenue Franklin-Roosevelt
LASSERRE EST OUVERT
359.53.43 - 67.45

UNE ÉCOLE POUR TOUS UN ENSEIGNEMENT POUR CHACUN
Méthodes Compa Privé CARPENTIER Efficacité
15, Bd Poissonnière 75002 PARIS
Tél. 261.51.27
2^{ème} aux Tournaisiens, REC, ESCUE, SC.PD.

A B C D E F G

150 من الاموال